

# Des guerres balkaniques à la Grande Guerre : un regard stratégique

Sous la direction de Arta Seiti

Avec le soutien de la Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale.

# Sommaire

- 5 **Avant-propos**  
JÉRÔME PELLISTRANDI
- 7 **Introduction**  
ARTA SEITI
- 9 **L'Autriche-Hongrie à la veille de la Première Guerre mondiale**  
JEAN-PAUL BLED  
À défaut d'avoir pu empêcher la guerre des quatre États de la Ligue balkanique contre l'Empire ottoman, l'Autriche-Hongrie s'est fixé des objectifs complémentaires. Pour autant ses succès ne peuvent cacher un bilan général du conflit nettement moins positif. On constate la dégradation du rapport des forces à laquelle Vienne est confrontée en cette fin 1913. *In fine*, le choix d'une politique de mouvement appuyé sur l'Allemagne est nécessaire ; il y a urgence, la paix est à la merci d'une étincelle.
- 15 **La Première Guerre mondiale :  
3<sup>e</sup> guerre balkanique ou 1<sup>re</sup> guerre post-westphalienne ?**  
JOSEPH KRULIC  
La Première Guerre mondiale a commencé à Sarajevo : la question de savoir si elle n'est pas aussi la 3<sup>e</sup> guerre balkanique se pose aux plans stratégique, géopolitique et juridique. Le système d'alliances et sa rigidité croissante constituent un relais de cette mondialisation du conflit, mais le respect inégal du droit international, lui-même en évolution, constitue l'autre grand chaînon de cette transmission. Le respect notarial du droit westphalien ne peut cacher des violations substantielles prolongeant l'état de tension peu conforme à ce droit que les guerres balkaniques ont déjà malmené, au nom d'un prisme unique privilégiant le but de guerre sacralisé.
- 25 **Les grandes puissances et la Grande Guerre :  
enjeux et interprétations à travers une grille de lecture balkanique**  
BOSKO BOJOVIC  
À l'évidence, les guerres balkaniques constituent bien le prélude de la Grande Guerre. Existerait-il une relation de cause à effet entre ces deux événements, l'un étant régional, le second mondial ? Il faut souligner ici un point cardinal qui réside dans la notion de mobilisation. Les guerres balkaniques consacraient ainsi paradoxalement l'entrée des Balkans dans la modernité.
- 29 **Les militaires français et les Balkans  
à la veille de la Première Guerre mondiale**  
MICHAËL BOURLET  
Longtemps délaissés par les militaires français, les Balkans les intéressent de plus en plus à la veille de la Première Guerre mondiale pour des raisons stratégiques, tactiques et techniques. Pendant les guerres balkaniques, la péninsule est parcourue par de nombreux cadres de l'armée (attachés militaires, voyageurs, observateurs, etc.) qui profitent des relations nées dans les écoles

militaires françaises auparavant, pour informer Paris de la situation. Cet espace constitue aussi un gigantesque champ d'études pour valider, ou non, des concepts d'emploi de l'armement et des forces.

### **39 Le projet yougoslave des guerres balkaniques à la victoire de 1918**

FREDÉRIC LE MOAL

Les années 1912-1918 – qui doivent être lues dans leur globalité en ce qui concerne les événements balkaniques – correspondent à une période de gestation du projet yougoslave empruntant différentes formes avant d'aboutir à celle que nous lui connaissons : une Yougoslavie centralisée sous contrôle des Serbes, malgré son nom originel d'État des Serbes, Croates et Slovènes. Ce sont les circonstances qui ont pesé de tout leur poids, auxquelles s'est ajoutée l'action d'hommes d'État déterminés à en profiter pour réaliser ce qui apparaissait comme irréalisable à court terme en 1914 : l'unification des Slaves du Sud.

### **49 La Hongrie et les guerres balkaniques**

MIHÁLY FÜLÖP

Le Royaume de Hongrie, se situant dans l'immédiat voisinage des Balkans, menacé par l'expansion serbe, le panslavisme russe et l'irrédentisme roumain, était directement concerné par les guerres balkaniques, mais se révéla incapable de mener une politique étrangère distincte, parce qu'incluse dans une Double Monarchie, l'Empire austro-hongrois.

### **65 Des guerres balkaniques à la Grande Guerre : la solitude albanaise**

ARTA SEITI

Dans la configuration de l'échiquier géopolitique, l'Albanie occupe une place particulière du point de vue des guerres balkaniques. Cette genèse de l'Albanie indépendante, née dans ces circonstances particulières marquées par le calcul géostratégique des grandes puissances, permet de mieux comprendre la spécificité de l'Albanie dans le contexte régional qui est le sien. Il en résulterait une propension à cultiver une certaine extériorité à l'égard des nations voisines. Cela ne dévalue en rien le désir de faire nation mais cela éclaire d'un jour particulier la constitution de l'Albanie.

### **75 Conclusion**

ARTA SEITI

### **77 Annexes : rappel des faits et bibliographie complémentaire**



# Avant-propos

2014 a ouvert le cycle de commémoration du centenaire de la Grande Guerre. Il était donc légitime que la *RDN* s'intéresse de près à cet anniversaire et, au-delà du fait historique, aux raisons qui ont provoqué cette déflagration mondiale et bien sûr aux conséquences, dont certaines sont encore perceptibles aujourd'hui, notamment en Europe.

De façon originale, la *Revue* a appuyé la démarche initiée par M<sup>me</sup> Arta Seiti, experte des Balkans, sur son projet portant sur les guerres balkaniques, prélude à la Grande Guerre. En effet, il est indéniable que les crises, qui ont secoué les Balkans au début du XX<sup>e</sup> siècle, ont directement participé – comme catalyseur des rivalités politiques et nationales – à précipiter l'Europe dans un affrontement certes non voulu mais inéluctable après l'attentat de Sarajevo.

Comprendre ce qui s'est passé dans les années 1900-1914, autour de l'espace balkanique, était dès lors une démarche tout à la fois pertinente et passionnante à laquelle la *RDN* ne pouvait qu'adhérer et apporter son soutien, avec l'appui de la Mission du Centenaire.

Ce cahier est donc la résultante de ces travaux à la fois différents et complémentaires, apportant un éclairage nouveau mais aussi lucide sur des événements aujourd'hui souvent oubliés mais pourtant essentiels, car ayant débouché sur une conflagration qui a remis en cause l'Europe issue du Traité de Vienne un siècle auparavant.

Il faut ici souligner l'apport de ce projet à l'historiographie voulue par le Centenaire en privilégiant la diversité des intervenants. Cette diversité voulue par Arta Seiti, coordonnatrice de ce cahier, s'est traduite par une approche non pas strictement franco-française mais bien internationale, avec également des historiens et professeurs renommés venant eux-mêmes des Balkans et au-delà.

Cela a permis, de fait, une confrontation intellectuelle et donc scientifique des plus passionnantes, permettant une meilleure compréhension des faits eux-mêmes, mais aussi des enjeux de demain, dans la mesure où les Balkans sont à la fois un pont et une zone de fracture entre des « Europes » multiples, entre des peuples et des sociétés différentes, entre des religions qui peuvent parfois être antagonistes, entre une Europe des périphéries et une Asie (qui peinent toujours à se comprendre) qui pourraient établir de nouvelles passerelles.

Jérôme Pellistrandi

La *Revue Défense Nationale* est éditée par le Comité d'études de défense nationale  
(association loi de 1901)

Adresse géographique : École militaire, 1 place Joffre, Paris VII

Adresse postale : BP 8607, 75325 Paris cedex 07

Fax : 01 44 42 31 89 - [www.defnat.fr](http://www.defnat.fr) - [redac@defnat.com](mailto:redac@defnat.com)

Directeur de la publication et rédacteur en chef : Alain Coldefy - Tél. : 01 44 42 31 92

Conseiller du directeur de publication : Jérôme Pellistrandi - Tél. : 01 44 42 31 90

Secrétaire général et *webmaster* : Paul Laporte - Tél. : 01 44 42 31 91

Secrétaire général de rédaction : Pascal Lecardonnel - Tél. : 01 44 42 31 90

Assistante de direction : Marie-Hélène Mounet - Tél. : 01 44 42 31 92

Secrétaires de rédaction : Marie-Hélène Mounet, Jérôme Dollé

Abonnements : Éliane Lecardonnel - Tél. : 01 44 42 38 23

Conseiller de rédaction : Olivier Kempf

Conseiller de rédaction de l'édition arabe : Professeur Mustapha Benchenane

Régie publicitaire (ECPAD) : Christelle Touzet - Tél. : 01 49 60 58 56

1<sup>er</sup> trimestre 2015 - ISSN : 2105-7508 - CP n° 1019 G 85493 du 4 décembre 2014

Imprimée par Bialec, Nancy, 95 boulevard d'Austrasie, BP 10423, 54001 Nancy cedex

L'illustration de la première de couverture est une carte des Balkans en 1913, après le Traité de Bucarest  
(source : Gallica, Bibliothèque nationale de France).

L'illustration de la quatrième de couverture est une carte des Balkans en 1912  
(source : Gallica, Bibliothèque nationale de France).

# Introduction

L'année 2014 nous a offert l'opportunité d'aborder la commémoration du Centenaire de la Grande Guerre en se plaçant du point de vue des Balkans. N'était-ce pas l'occasion de prendre en charge cet impensé balkanique du début du « court vingtième siècle » et rappeler l'état d'esprit et la vision du monde qui étaient ceux de la France d'alors, alliée d'une part avec l'Angleterre et avec la Russie d'autre part ?

Jean-Jacques Becker ne reconnaissait-il pas dans ses *Matériaux pour l'histoire de notre temps* en 2003 que l'historiographie française s'était jusqu'alors « peu intéressée aux Balkans dont les peuples avaient pourtant subi les effets de la guerre à partir de 1912, et pendant sept ans, de façon à peu près continue » ? Notre parti pris a consisté à surmonter cet écueil pour tenter d'apporter notre contribution collective à l'occasion de ce Centenaire.

Si l'enchaînement fatal provoqué par l'attentat de Sarajevo et l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand le 28 juin 1914 demeurent en effet fortement inscrits dans les mémoires, il nous est apparu aussi que le moment était particulièrement propice pour replacer ces événements annonciateurs de ce premier conflit mondial dans un contexte marqué par les deux guerres balkaniques qui ont précédé la conflagration européenne.

Tenant compte de la multiplicité et de l'importance des acteurs et des enjeux géopolitiques à l'œuvre, au fil de ces deux guerres, l'évocation de ces conflits – envisagés en tant que prélude de la Grande Guerre (outre le fait qu'ils nous semblent justifier une attention particulière à l'occasion de ce centenaire) – méritait un dispositif spécifique.

Nous l'avions conçu en deux temps :

- Un cycle de conférences (du 13 mai au 3 juin 2014) sur le principe d'une session programmée dans le cadre du séminaire du professeur Bosko Bojovic à l'EHESS. Ce cycle de conférences a constitué la première étape du processus.

- Une conférence, qui s'est déroulée le 2 octobre 2014 sous l'égide de la *Revue Défense Nationale* à l'École militaire, marqua le point d'orgue du travail engagé et le moment où fut restituée la synthèse du travail d'élaboration conduite par les différents intervenants dans le cadre de ce séminaire avec un accent particulier porté sur la dimension géostratégique de ce laboratoire balkanique, qui fut le creuset du Premier Conflit mondial.

Il faut saluer les intervenants qui ont apporté un éclairage aussi diversifié que passionnant et contribué ainsi à enrichir cette initiative, par leurs savoirs et leurs capacités d'analyse. Qu'il nous soit permis ici de les citer et de les remercier, d'autant que ces auteurs ont accepté de doubler l'engagement auquel ils ont consenti durant ce cycle de conférences par la rédaction des contributions réunies dans ce cahier.

**Jean-Paul Bled** : Historien, germaniste, professeur émérite à l'Université de Paris IV-Sorbonne. Auteur entre autres de *François-Ferdinand d'Autriche, Bismarck, François-Joseph* et dernièrement de *L'agonie d'une monarchie : Autriche Hongrie, 1914-1920*.

**Joseph Krulic** : Historien et juriste spécialiste de l'ex-Yougoslavie, ancien élève de l'ENS et de l'ENA, auteur d'une *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*.

**Bosko Bojovic** : Professeur des Universités à l'EHESS, spécialiste de l'histoire, la sociologie et la géopolitique du Sud-Est européen, directeur de recherches à l'Institut des études balkaniques, membre de l'Académie serbe des sciences et des arts. Auteur notamment de *Chilandar (Mont-Athos) et les pays roumains (XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup>)* et *Le Kosovo et les Balkans occidentaux*.

**Michaël Bourlet** : Commandant, chef du cours d'histoire aux Écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan, docteur en histoire contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne.

**Frédéric Le Moal** : Historien français spécialiste des Balkans du début du XX<sup>e</sup> siècle, auteur de *La France et l'Italie dans les Balkans, 1914-1949* et *La Serbie, du martyre à la victoire (1914-1918)*.

**Mihály Fülöp** : Professeur des universités de l'École nationale d'administration de Budapest (*Nemzeti Köszolgálati Egyetem*). Spécialiste de l'histoire de la diplomatie hongroise, des relations internationales, des règlements de paix et de l'Europe centrale. Auteur de *The Unfinished Peace. The council of Foreign Ministers and the Hungarian Peace Treaty of 1947* et d'une *Histoire de la diplomatie hongroise du XX<sup>e</sup> siècle*.

**Arta Seiti** : Chercheur en géopolitique, balkanologue. Auteur régulier de la *Revue Défense Nationale*, publiée également à *Questions internationales, Pages Europe, Courrier des Balkans, Regard sur l'Est*.

Je vous invite sans plus attendre à lire ces contributions qui apportent un regard stratégique sur cet épisode historique décisif.

Arta Seiti

# L'Autriche-Hongrie à la veille de la Première Guerre mondiale

Jean-Paul Bled

| Professeur émérite à l'Université de Paris-Sorbonne.

**A** défaut d'avoir pu empêcher la guerre des quatre États de la Ligue balkanique contre l'Empire ottoman, l'Autriche-Hongrie s'était fixé deux objectifs d'ailleurs complémentaires : empêcher l'accès de la Serbie à l'Adriatique et obtenir la création d'un État albanais qui barrerait précisément la route de l'Adriatique à la Serbie. Elle comptait également que la Ligue ne résisterait pas à l'épreuve d'ambitions contradictoires. Lorsque le Traité de Londres met fin à la guerre, le 30 mai 1913, la Double Monarchie peut s'estimer satisfaite : elle a atteint ses deux objectifs. Au surplus, elle a fait l'étalage de sa force pour ne pas avoir à s'en servir. Elle a su faire reculer le Monténégro qui s'était installé à Scutari. Sous la menace d'un *ultimatum*, le roi Nicolas I<sup>er</sup> a préféré en retirer ses troupes.

Pour autant, ces succès ne peuvent cacher que le bilan général du conflit est beaucoup moins positif. La Serbie n'a sans doute pas pris pied en Albanie, *a fortiori* n'a-t-elle pas accédé à l'Adriatique, mais elle s'est fortement étendue au Sud, recouvrant notamment le Kosovo. Avec ces succès, elle a changé de statut et il est à prévoir que son pouvoir d'attraction sur les Slaves du Sud de la Monarchie risque d'en être renforcé. C'en est pratiquement fini de la présence ottomane en Europe. La Turquie y contrôle encore Constantinople et les Détroits mais pour combien de temps ? Son éviction des Balkans s'est accomplie sans que la Monarchie ait pu l'empêcher.

Après ce grand tournant, la région est livrée à des forces sur lesquelles elle n'a plus ou peu de prise et qui lui sont même devenues souvent hostiles. Au sortir de la guerre, Vienne a également des raisons de s'interroger sur son alliance avec le *Reich* allemand. Engagée dans un processus de rapprochement avec l'Angleterre, la diplomatie allemande n'a pas souhaité être contrariée par une initiative intempestive de son allié austro-hongrois. Le chancelier Bethmann-Hollweg l'a écrit sans ambages au comte Berchtold, le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères : « Je tiendrais l'emploi de la force pour une faute de portée incalculable. » (cf. Hantsch, t. I, p. 388). Le *Ballhausplatz* <sup>(1)</sup> n'a pu ignorer ce message. Il lui a fallu en tirer le douloureux enseignement qu'il y a là, pour la Monarchie, une sérieuse limitation de sa liberté d'action.

---

(1) Place dans le centre de Vienne où se trouvait pendant plus de deux cents ans la résidence officielle du Cabinet autrichien et du chancelier d'État. Par extension, ce nom désigne la Chancellerie.

## Seconde guerre balkanique

Le Traité de Londres ne marque qu'un répit de courte durée. Le scénario prévu par la diplomatie austro-hongroise avant le déclenchement des hostilités prend corps. Conséquence de la discorde qui s'installe entre les vainqueurs, les tensions balkaniques ne tardent pas à se rallumer. S'estimant lésée par les arrangements territoriaux, la Bulgarie, par ailleurs convaincue de sa supériorité militaire, reprend, à la fin de juin 1913, les armes contre ses alliés d'hier. Rien ne pourrait satisfaire Vienne davantage, si la Roumanie, restée en dehors du premier conflit, ne se joignait à la coalition anti-bulgare, encore renforcée par la Turquie qui y voit une occasion d'atténuer les effets de sa récente défaite.

Dans ses calculs de l'automne précédent, le *Ballhausplatz* avait compté qu'après l'éclatement de la Ligue balkanique, l'Autriche-Hongrie pourrait se poser en arbitre. La possibilité ne lui en est pas laissée. Alors que les experts avaient misé sur une guerre longue, il ne faut pas plus de trois semaines pour que les armes rendent leur verdict. Attaquée sur quatre fronts, la Bulgarie subit une déroute militaire. Signée en août, le Traité de Bucarest consacre cette lourde défaite.

Pour la Monarchie, il ne pouvait être pire scénario. Cette nouvelle guerre a amplifié les succès de la Serbie. Quand bien même elle sort épuisée de ces deux conflits, elle ne peut trouver dans ses victoires qu'un légitime motif de fierté bien fait pour soutenir sa détermination. Mais le plus inquiétant vient peut-être du comportement de la Roumanie. Bien qu'alliée de l'Autriche-Hongrie, elle a choisi de faire cause commune avec la Serbie dont on n'ignore pas à Bucarest qu'elle est tenue à Vienne pour la pire des menaces. Autre sujet d'amertume, l'Allemagne n'a pas cherché à retenir la Roumanie de prendre ce parti. Après la Seconde guerre balkanique, comment la diplomatie austro-hongroise ne s'interrogerait-elle pas sur la solidité de l'alliance roumaine ?

## Vers un changement d'alliance ?

En réponse à ces doutes, la Monarchie pourrait être tentée de se tourner vers la Bulgarie. Berchtold incline à aller dans cette direction, tandis qu'à Budapest, le comte Tisza, redevenu Premier ministre, est sur la même ligne. Des arguments forts semblent plaider pour cette option. Les deux États partagent des intérêts communs qui tiennent à leur statut de perdants des conflits balkaniques, l'Autriche-Hongrie pour n'avoir pas su empêcher une recomposition de l'espace balkanique à son désavantage, la Bulgarie pour avoir dû céder à la Serbie et à la Grèce l'essentiel de ses gains de la première guerre et, en sus, abandonner à la Roumanie la partie méridionale de la Dobroudja. Leurs échecs et leur hostilité commune contre la Serbie posent les conditions objectives d'un rapprochement entre les deux États.

Vienne est pourtant retenue de pousser trop loin dans cette voie de peur qu'un rapprochement trop marqué avec Sofia ne décide la Roumanie à franchir le pas et à se jeter dans les bras de l'Entente aussi bien que de la Serbie. Depuis longtemps partisan de l'alliance roumaine, François-Ferdinand presse Berchtold de ménager Bucarest. C'est dans le but de la sauver qu'il obtient du ministre la nomination de l'un de ses proches, le comte Ottokar Czernin, au poste de représentant d'Autriche-Hongrie à Bucarest. De son côté, l'Allemagne, soucieuse de conserver l'alliance roumaine, se montre réticente face à la carte bulgare. Berchtold imagine certes de faire entrer la Bulgarie dans une alliance dont la Roumanie resterait partie prenante. Mais, à supposer qu'il vît le jour, un tel système, parfait sur le papier, risquerait de ne pas résister à l'épreuve de ses contradictions.

Dans cette morosité ambiante, l'Autriche-Hongrie a pourtant la satisfaction de pouvoir se féliciter d'un succès. La question albanaise s'est en effet rallumée en septembre quand il est apparu que les troupes serbes ne se retiraient pas au-delà des frontières tracées par le Traité de Londres. Par rapport aux objectifs que Vienne s'était fixés, la ligne rouge est franchie. Tisza est le premier à réclamer une riposte énergique sous la forme d'un *ultimatum* à Belgrade : « Les événements à la frontière albano-serbe, écrit-il le 9 octobre à Berchtold, nous placent devant la question : resterons-nous une puissance capable d'agir ou allons-nous nous abandonner sans réagir à un déclin qui sera un objet de risée. » (*cf.* Hantsch, t. II, p. 498-499).

François-Joseph, pourtant généralement prudent, est prêt à une confrontation avec la Serbie, dès lors que celle-ci, en contrevenant au Traité de Londres, s'est mise en position de faiblesse face à la communauté internationale. Finalement le parti de la fermeté prévaut. Le 18 octobre, l'*ultimatum* est remis au gouvernement serbe qui a 8 jours pour évacuer les territoires albanais occupés. Celui-ci s'incline lorsque la Russie, estimant que les intérêts vitaux de la Serbie ne sont pas engagés, lui fait savoir qu'il ne doit pas compter sur son soutien militaire. C'est donc la seconde fois depuis 1909 que Belgrade se soumet à un *ultimatum*. La leçon ne sera pas oubliée moins d'un an plus tard.

Vienne a un autre motif de satisfaction. L'opération a été soutenue par ses alliés, un soutien qui n'a pas coûté cher à Berlin puisqu'on y savait que la Russie s'abstiendrait d'intervenir militairement. Quant à l'Italie, quels que soient ses griefs à l'endroit de l'Autriche-Hongrie, elle s'oppose également à l'accès de la Serbie à l'Adriatique.

Ce succès ne modifie pourtant pas la tendance de fond. Résumant la trajectoire des derniers mois, l'historien américain Samuel Williamson avance : « La première guerre balkanique a perturbé la Monarchie, la seconde a scellé son destin. » (p. 143). Ce jugement souligne la dégradation du rapport des forces à laquelle Vienne est confrontée en cette fin de 1913. À la faveur du second conflit balkanique, la Serbie a encore agrandi son territoire si bien que celui-ci a quasiment doublé en un an. De plus, la Roumanie ne peut plus être considérée comme

un allié sûr. Peut-être même est-elle sur le point de basculer du côté de l'Entente. D'ailleurs, elle accentue son rapprochement avec la Russie. Le 14 juin 1914, le tsar Nicolas II est reçu en grande pompe à Constantza par le roi Carol. Lors de cette visite, celui-ci annonce au Tsar qu'en cas de conflit, il ne joindra pas ses forces à celles de l'Autriche-Hongrie. Autant dire que l'alliance est moribonde, même si cette déclaration ne préjuge pas du choix ultime de la Roumanie entre la neutralité et le ralliement à l'Entente.

Reste le front albanais sur lequel, malgré les succès remportés dans les affaires de Scutari et de l'*ultimatum* à la Serbie, la Monarchie ne relâche pas sa vigilance. Elle a pour cela de bonnes raisons, car le jeune État tarde à prendre consistance. Choisi pour ceindre la couronne de la principauté, le prince de Wied ressemble à un souverain fantôme, incapable d'asseoir son pouvoir face aux intrigues d'Essad Pacha, l'ancien gouverneur turc de Scutari, qui, prêt à se vendre au plus offrant, a choisi de jouer la carte de l'Italie. L'entente austro-italienne nouée pour contrer le dessein de la Serbie d'avancer jusqu'à l'Adriatique a battu de l'aile, dès que cette menace a cessé d'être actuelle. L'Italie se pose maintenant en rivale de l'Autriche-Hongrie dans cet espace. Ne se satisfaisant plus d'un *condominium*, elle compte bien se réserver la part du lion, en d'autres termes faire entrer le nouvel État dans sa sphère d'influence. Bref, l'Albanie risque de s'ajouter aux sujets de discorde entre Vienne et Rome et de fragiliser encore davantage une relation déjà compliquée.

Plusieurs mois après leur fin, les guerres balkaniques continuent donc de développer leurs conséquences. Celles-ci figurent au menu des discussions entre François-Ferdinand et Guillaume II lorsqu'ils se rencontrent les 12 et 13 juin 1914 à Konopischt. Il s'est formé autour de cette rencontre une légende noire en vogue dans les États de l'Entente pendant et après la Grande Guerre. À l'en croire, le *Kaiser* et l'Archiduc auraient alors arrêté le principe de la guerre qui allait éclater un mois et demi plus tard. Cette rencontre n'a, en réalité, rien d'exceptionnel. D'autres l'ont précédée au cours des dernières années. Encore 3 mois plus tôt, Guillaume II a rendu visite à François-Ferdinand à Miramar. Leur entretien en tête à tête n'a duré tout juste qu'une heure, une durée bien courte pour décider une conflagration européenne. Il s'est pourtant agi que d'un tour d'horizon dans lequel il semble qu'il ait été très peu question de la Serbie. Guillaume II et François-Ferdinand auraient en revanche beaucoup parlé de la Roumanie dont l'évolution ne laissait pas de les préoccuper. Au reste, la concomitance avec la rencontre de Constantza ajoutait encore à l'actualité du problème. Contrairement à la légende, aucune décision n'a été prise. Tout autocrate qu'il fût dans l'âme, Guillaume II ne pouvait engager le gouvernement allemand. Quant à François-Ferdinand, même s'il en brûlait d'envie, il n'avait pas le pouvoir de parler au nom de la Double Monarchie. Malgré son grand âge, François-Joseph conservait le dernier mot.

C'est le moment choisi par Berchtold pour tenter d'adapter la politique extérieure de la Monarchie aux changements intervenus sur la scène européenne au

cours des deux dernières années et de la préparer aux défis à venir. La rédaction d'un rapport préliminaire est confiée à un proche collaborateur du ministre, le baron Franz Matscheko. Celui-ci ne chôme pas puisqu'il remet sa copie dès le 24 juin qui, à quelques détails près, est entérinée par Berchtold. Après avoir passé en revue les principaux dossiers dans lesquels Vienne est partie prenante et insisté sur les dangers de l'activisme russe, le rapport propose des corrections à la ligne suivies jusqu'à présent. S'il ne tire pas encore un trait sur l'alliance roumaine, il tient la défection de Bucarest pour le cas le plus probable et recommande, comme formule de substitution, la formation d'un front commun avec la Bulgarie et la Turquie, les deux grands vaincus des guerres balkaniques. Il ne s'agit pas d'un changement mineur. La différence est pourtant peut-être davantage encore dans le ton. Le *Ballhausplatz* conclut en effet que le temps n'est plus à une stratégie défensive qui condamne le plus souvent à subir les événements. La Monarchie doit faire le choix d'une politique de mouvement appuyé sur l'Allemagne. Il y a urgence, car, à tout moment, la paix est à la merci d'une étincelle.

#### Éléments de bibliographie

Bled Jean-Paul : *François-Ferdinand* ; Tallandier, 2012 ; 366 pages.

Kronenbitter Günther : « *Krieg im Frieden* ». *Die Führung der k.u.k. Armee und die Grossmachtpolitik Österreich-Ungarns 1906-1914* ; Munich, Oldenburg, 2003 ; 594 pages.

Williamson Samuel R. Jr. : *Austria-Hungary and the Origins of the First World War* ; Londres, Macmillan, 1991 ; 290 pages.

Hantsch Hugo : *Leopold Graf Berchtold. Grandseigneur und Staatsmann* ; 2 vol., Verlag Styria, Graz-Vienne-Cologne, 1963 ; 896 et 896 pages.



# La Première Guerre mondiale : 3<sup>e</sup> guerre balkanique ou 1<sup>re</sup> guerre *post-westphalienne* ?

Joseph Krulic

| Historien et juriste spécialiste de l'ex-Yougoslavie.

**L**es Balkans ne sont-ils que le prétexte, périphérique, négligeable, de la Première Guerre mondiale ? C'est une idée classique et structurante tant chez beaucoup d'historiens que dans le grand public cultivé ou encore chez les décideurs politiques et militaires. Mais vue des Balkans, cette guerre de 1914-1918, ou 1914-1915, si l'on se place sur le théâtre serbe initial, peut apparaître comme la troisième guerre balkanique, voire la 4<sup>e</sup> ou 5<sup>e</sup> crise balkanique, suivant le point de départ que l'on fixe (1908 ou 1878) <sup>(1)</sup>. Cette question stratégique des deux types de guerre, dont les Balkans représentaient l'aspect périphérique ouvre deux séries de questions, rarement abordées ensemble.

D'une part, l'articulation du juridique et du « diplomatico-stratégique » au sens de Raymond Aron (*Paix et Guerre entre les nations*) voire du militaire. L'importance du droit international (public, de la guerre, et sa modification par les conférences de La Haye de 1899 à 1907) ou de son rôle, dans le déclenchement de la guerre (*ultimatum* austro-hongrois, violation de la neutralité belge) est fondamentale. Cette relation avec le droit est d'autant plus fondamentale que certains pays comme la France, se présentant comme un « soldat du droit » (Clemenceau en 1918 et 1919) ou le Royaume-Uni, voyant le monde comme un réseau de traités et contrats, en font une cause déterminante dans l'entrée et la participation à la guerre. Le droit international est, en un sens, avec ses hésitations et ses violations, le relais de transmission entre la guerre balkanique et la guerre mondiale, à l'Est et à l'Ouest.

Parallèlement, on peut se demander quelle est la géopolitique de cette transmission des Balkans au reste de l'Europe. Or, justement, l'époque est géopolitique par excellence : les théories de la géopolitique allemande de Friedrich Ratzel, mais aussi anglo-saxonnes (Mac Kinder, amiral Mahan) essaient de penser le lien

---

(1) Voir, notamment Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt (dir.) : *Les guerres balkaniques, 1912-1913* (actes de colloque) et l'article de Jean-Jacques Becker dans *Vingtième siècle, revue d'Histoire*.

La Première Guerre mondiale :  
3<sup>e</sup> guerre balkanique ou 1<sup>re</sup> guerre *post-westphalienne* ?

entre la domination du cœur des continents (« *Heartland* », quelque part du côté de l'Ukraine) et de la périphérie maritime de la masse continentale eurasiatique, ce qui englobe les relations entre les réalités balkaniques et la guerre-monde, le théâtre-monde de la guerre. Les représentations qui circulent contribuent à articuler une guerre qui aurait pu, par hypothèse, rester balkanique et balkanisée et la guerre-monde, la guerre dans le monde.

Cette hypothèse ouvre d'autres questions. Stratégiquement, la Première Guerre mondiale est, aussi, l'assemblage, d'une guerre périphérique, au sens de Liddel Hart, avec une guerre centrale, frontale, à la recherche d'une bataille décisive, au sens de Clausewitz, notamment sur le front de l'Ouest : Verdun pour les Français et la Somme pour les Britanniques sont des exemples emblématiques, même si personne n'avait, à l'époque, l'idée d'une bataille en profondeur. Celle-ci n'a surgi, comme idée, dans les années 1920 et 1930, que chez des théoriciens comme Isserson <sup>(2)</sup> (front de l'Est, Seconde Guerre mondiale, URSS), bien que le blocus naval soit une figure possible de cette bataille en profondeur. La route de Sarajevo a mené à la Marne : pourquoi ?

## **Continuité factuelle entre guerres balkaniques et Première Guerre mondiale**

### ***Continuité des crises***

Depuis 1878, les Balkans connaissent une continuité de crises et sont le sismographe du continent : crise de Bosnie en 1878 et 1908, première guerre balkanique en 1912, seconde guerre balkanique en 1913, sans compter des micro-crisis comme la révolte de Macédoine en 1903. Certes, les Balkans ne sont pas les seules crises qui ont failli faire basculer le monde vers une guerre mondiale : les deux crises marocaines (1905 et 1911) ont eu une réelle gravité dans la déstabilisation de l'équilibre des relations internationales <sup>(3)</sup>. Mais, sur l'ensemble de la période 1878-1914 et sur la séquence 1908, et surtout 1912-1914, qui introduit des éléments nouveaux (consolidation opérationnelle de l'alliance franco-russe, rétablissement de la puissance militaire après l'échec contre le Japon et la révolution de 1905, consolidation politique et militaire de la Serbie, défaite très rapide de l'Empire ottoman), les Balkans ont joué un rôle déterminant.

Ces crises balkaniques, ont eu un retentissement européen : 1878, 1908-1909, 1912, 1913 et 1914. Elles ont notamment eu pour objet, le statut de la Bosnie-Herzégovine, mais aussi, de manière plus générale, les frontières ou les constitutions des États (Bulgarie, Albanie, Serbie, Empire ottoman). La première

---

(2) Voir notamment les analyses dans l'ouvrage de Jean Lopez et Lasha Ortkhmezuri, *Joukov, L'homme qui a vaincu Hitler*.

(3) Voir Margaret MacMillan, *Vers la guerre mondiale. Comment l'Europe a renoncé à la paix* ; Christopher Clark, *Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre* ; Gerd Krumeich, *Le feu aux poudres. Qui a déclenché la guerre en 1914 ?* notamment le dernier chapitre « Cent ans de débats sur la responsabilité de la guerre ».

La Première Guerre mondiale :  
3<sup>e</sup> guerre balkanique ou 1<sup>re</sup> guerre *post-westphalienne* ?

guerre balkanique a permis à une coalition d'États (Serbie, Bulgarie, Grèce, Monténégro) d'arracher l'Albanie, la Macédoine et une partie de la Thrace aux Ottomans. La seconde a permis d'empêcher la Bulgarie de se constituer un grand territoire, principalement en Macédoine.

### **1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> crises balkaniques**

Les acteurs de ces guerres sont d'abord locaux, Serbie et Bulgarie (ainsi que, pour la 2<sup>nd</sup>e guerre, la Roumanie, en plus de la Grèce et du Monténégro déjà actifs lors de la première guerre) et la première cible de leur action est l'Empire ottoman.

Cela a bien provoqué des réactions successives de la Russie et de l'Empire austro-hongrois (mobilisation russe de décembre 1912 ; *ultimatum* austro-hongrois du 18 octobre 1913 contre l'occupation d'une partie de l'Albanie par la Serbie, et intimidation du Monténégro par Vienne, en raison du refus du royaume de la « montagne noire » d'évacuer Shkodër (Shkodra). Mais des mécanismes de régulation existent. Sir Edward Grey, ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni de 1905 à 1916, a réussi à convoquer une Conférence de Londres (décembre 1912-mai 1913) pour résoudre le problème de l'Albanie, proclamée indépendante, et ainsi résoudre le problème né de la première guerre balkanique sans conflagration générale. Ce sera la dernière conférence de l'avant-guerre. Il faut souligner ce point. Cette Conférence termine vraiment le monde westphalien né des Traités de 1648 et plus particulièrement la phase « concert des nations » (1815-1914). La question de savoir pourquoi il n'y a pas de conférence en juillet 1914 se pose.

### **Crise de juillet 1914**

Pourquoi ces mécanismes de régulation n'ont-ils pas joué en juillet 1914 ? Il ressort de nombreuses analyses (25 000 ouvrages) que les décideurs austro-hongrois et allemands, notamment l'état-major allemand, ont cru à une possibilité de limiter la guerre ou plutôt de la « localiser », de la Balkaniser jusqu'à une date assez avancée (26 ou 28 juillet 1914). Mais il résulte de beaucoup d'ouvrages, y compris des analyses de Gerd Krumeich (historien allemand spécialiste de Poincaré) comme de l'ouvrage de Margaret MacMillan, que l'État-major allemand (800 militaires), en couvrant l'Autriche-Hongrie contre une possible réaction russe, a pris tous les risques d'une guerre générale, qui fut perçue comme « préventive », « plutôt maintenant que dans deux ans ». Les décideurs allemands, militaires mais aussi le chancelier Bethmann-Hollweg, angoissé devant la montée de la puissance russe, ont bel et bien pris le risque de la guerre. Certes, si l'on déplace le curseur et si l'on fait la micro-analyse des réflexions de chaque acteur comme le fait Christopher Clark dans son ouvrage *best-seller* <sup>(4)</sup>, l'impression d'une mécanique

---

(4) Notamment les chapitres « Les voix multiples de la politique étrangère européenne » (p. 177-246) et « L'imbroglie des Balkans » (p. 247-315).

La Première Guerre mondiale :  
3<sup>e</sup> guerre balkanique ou 1<sup>re</sup> guerre *post-westphalienne* ?

infernale et d'un partage plus large des responsabilités peut gagner l'historien. Mais une partie de l'école historique allemande, depuis 1961 et la thèse de Fritz Fischer sur les « buts de guerre de l'Allemagne impériale »<sup>(5)</sup> dont Gerd Krumeich a fait la synthèse depuis plus de 30 ans en écartant l'aspect polémique, admet que l'Allemagne ou plutôt certains de ses décideurs (l'État-major, von Jagow – ministre des Affaires étrangères – plus que Bethmann-Hollweg, chancelier s'inclinant devant l'opinion des militaires et Guillaume II, soumis à des sautes d'humeur) portent une responsabilité majeure. Les étapes de la crise sont connues, c'est l'interprétation qui divise.

Le 5 juillet 1914, la Mission Hoyös (du ministère des Affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie) qui se rend à Berlin constitue une étape majeure. Les Allemands donnent « carte blanche » à l'Autriche-Hongrie, suivant l'expression alors employée, mais cette posture n'empêche pas des revirements possibles et risque d'être mal comprise. Guillaume II lisant le 26 juillet la réponse serbe à l'*ultimatum* de Vienne du 23 juillet, s'exclame que « tout motif de guerre a disparu »<sup>(6)</sup>. Or, deux jours après, le 28 juillet 1914, Vienne déclare la guerre à la Serbie, celle-ci n'ayant pas accepté la 5<sup>e</sup> condition (police de Vienne pour enquêter dans toute la Serbie). Que s'est-il passé ou quel a été le jeu réel des acteurs ?

La précise et précieuse synthèse du professeur Gerd Krumeich (notamment p. 90-110) nous permet, de notre point de vue, de saisir la subtilité des interactions du couple Allemagne–Autriche-Hongrie. L'Allemagne voulait localiser le conflit entre Vienne et Belgrade, mais a accepté que Vienne prenne le risque d'une intervention russe au secours de la Serbie ou de la menace de cette intervention, préférant une guerre générale en 1914 que trois ou quatre ans après, craignant l'accroissement prévisible de la puissance russe. « Plutôt maintenant que dans deux ans » était une phrase souvent prononcée entre les principaux décideurs allemands, militaires ou diplomatiques. Des éléments sont apparus, depuis 1912, qui changent progressivement la donne : rapprochement franco-russe (alliance plus militairement contraignante), avec le triangle Poincaré-Isvolski-Sazonov, anciens et actuels ministres des Affaires étrangères russes, Isvolski étant ambassadeur à Paris en 1914. Le président Poincaré, Président du Conseil en 1912, veut resserrer l'alliance et se trouve à Saint-Petersbourg du 20 au 23 juillet 1914, poussant probablement les Russes à la fermeté, même s'il faut rappeler que l'*ultimatum* autrichien n'a été envoyé que le samedi 23 juillet au soir, pour tenir compte du départ de Poincaré de Saint-Petersbourg et gêner une commune réaction franco-russe. Des schémas de mobilisation partielle existent (Russie) pour réagir en cas de décision politique ou de crise et leur mise en œuvre devient automatique, selon les militaires qui font pression sur les politiques. Les militaires allemands, en tout cas

---

(5) Version française d'*Angriff nach der Weltmacht*, dont une traduction existe en français sous le titre « Les buts de guerre de l'Allemagne » en Allemagne après 1945.

(6) L'épisode est à la fois analysé par Gerd Krumeich (*op. cit.*) dans son Chapitre 3, « La localisation – L'attitude allemande aggrave la crise » et par Christopher Clark (*op. cit.*) au chapitre 10 « L'*Ultimatum* ».

La Première Guerre mondiale :  
3<sup>e</sup> guerre balkanique ou 1<sup>re</sup> guerre *post-westphalienne* ?

depuis le *Plan Schlieffen* de 1906, estiment qu'il faut respecter les délais du plan (crise dans les Balkans, déclaration de la guerre à la Russie et à la France, attaque de la France par la Belgique pour aller plus vite, pour une victoire rapide en France pour se retourner contre la Russie). Ce genre de schéma militaire, sauf réaction contraire des décideurs politiques (en comparaison avec la crise de Cuba où John Kennedy a politiquement freiné les propositions de bombardement immédiat des militaires) a des conséquences politiques et juridiques (viol de neutralité belge garantie par plusieurs normes internationales, ce qui rend automatique l'entrée du Royaume-Uni dans la guerre).

## **Droit international, continuité et rupture du droit « westphalien »**

### ***Réseau de normes et caractère normatif des faits en droit international***

Dans *Systèmes du droit subjectif* (1892), Georg Jellinek professeur de droit à Vienne, et l'un des théoriciens du *Staatsrecht* (État de droit), analyse « le pouvoir normatif des faits ». Il relève la tendance des êtres humains à attribuer une autorité normative à des états de faits, répétition des mêmes situations ; il s'instaure ainsi un cercle herméneutique : des faits deviennent des normes, et ainsi la norme interprétée bouge, dérivant vers de nouvelles situations. Il y a une confusion entre le *Sein* et le *Sollen*, de l'être et du devoir-être, des revendications de ce que l'on souhaite obtenir, même par la violence, et de la perception d'un réseau de normes, qui peut infléchir, ce qui était précédemment admis comme norme.

La guerre commence bien par une série de déclarations de guerre (Autriche-Hongrie contre Serbie, Allemagne contre Russie et France), même si, contrairement au droit international positif de l'époque, la neutralité belge (reconnue par un traité multilatéral en décembre 1839 engageant la Prusse et la 5<sup>e</sup> Convention de Genève engageant l'Allemagne) est violée. On oscille ainsi, pendant la période 1907-1914 entre respect du droit international westphalien, mais aussi *post-westphalien* (plusieurs conférences sur le droit international entre 1899 et 1907 pour définir un droit de la guerre, voire un droit humanitaire multilatéral) et tentation, qui devient réalité du recours à la force. Aborder le conflit par son versant balkanique, envisager une continuité entre les crises balkaniques, c'est paradoxalement prendre le droit international au sérieux.

### ***Prendre le droit au sérieux***

On peut partir de cette hypothèse. Ronald Dworkin (« prendre le droit au sérieux »<sup>(7)</sup>) ou Jean-Jacques Rousseau (chapitre 3 du *Contrat social*) expliquent en quoi le droit a une légitimité propre, au-delà ou en deçà de la force. À notre sens,

---

(7) *Prendre les droits au sérieux*, Presses universitaires de France, 1995. La traduction française comporte bien le pluriel, mais l'idée de Dworkin joue sur la polysémie ; si on prend le droit au sérieux, on défend « les droits ».

La Première Guerre mondiale :  
3<sup>e</sup> guerre balkanique ou 1<sup>re</sup> guerre *post-westphalienne* ?

un historien du système international et des relations internationales ne peut négliger cette importance du droit.

Certains acteurs dont l'Autriche-Hongrie, le Royaume-Uni et la France prennent le droit au sérieux. Elles l'ont montré par leur comportement (recul de ses troupes à 10 kilomètres de la frontière pour la France, entrée en guerre après le viol de la neutralité belge pour le Royaume-Uni, utilisation de l'usage de l'*ultimatum* et de la déclaration de guerre pour l'Autriche-Hongrie).

Cela vaut pour le droit international comme pour le droit national, et si le respect effectif du droit est très imparfait, la revendication par et pour le droit est fondamentale. Clemenceau dira en 1918 que la France est « le soldat du droit et de l'idéal ». Cela est visible dans plusieurs épisodes. L'Autriche-Hongrie aurait, certes, pu, attaquer la Serbie sans *ultimatum* et déclaration de guerre si elle avait suivi l'avis de Conrad von Hötzendorf, son chef d'état-major plus « darwiniste social » que catholique, et non celui de ses dirigeants politiques, dont le comte Tisza, son Premier ministre hongrois, catholique et fidèle aux valeurs de l'aristocratie classique <sup>(8)</sup>.

Mais d'autres acteurs, dont les états-majors allemand et russe, adoptent des logiques plus militaires et désarment les critiques des civils en faisant accepter une automaticité, même relative, des comportements militaires (*Plan Schlieffen*, mobilisations russes successives même partielle dont la dernière devient générale le 30 juillet) clairement en rupture avec le droit, du moins dans le cas allemand <sup>(9)</sup>. Ces comportements aboutissent à méconnaître la régulation par une conférence internationale du « concert des nations », les stipulations d'une convention internationale sur la neutralité d'un État ou les principes généraux du droit international ou du droit de la guerre. Le constat est là : en 1914, aucune conférence internationale, malgré certaines tentatives britanniques, n'a arrêté la guerre.

### **Existence ou absence d'une instance de régulation**

Les fameux Congrès de Berlin (1878) et Conférence de Londres (décembre 1912-mai 1913) sur l'Albanie ont fait fonctionner le « concert des nations », mais après le 26 juillet 1914, l'espoir d'une conférence s'estompe, contrairement aux espoirs d'un Edward Grey. Le refus implicite ou l'impossibilité d'organiser une telle conférence signale une vraie rupture depuis 1815. Certes, des événements comme la guerre de 1870 avait échappé au contrôle de ce concert, mais de manière très

---

(8) Voir surtout Gerd Krumeich, *Le feu aux poudres*, *op. cit.*, aux chapitres 3 et 4, p. 89-146.

(9) Voir l'analyse synthétique de Gerd Krumeich (*op. cit.*), au chapitre 5 (« Les décisions ayant mené à la grande guerre »), p. 147 et suivantes, où l'auteur démontre que pour les Russes, il s'agit de pression politique autant que de technique militaire sur un territoire immense, où la mobilisation était longue comme en décembre 1912, pour peser en protégeant leurs alliés balkaniques. Mais le *Plan Schlieffen* supposait de vaincre la France en trois semaines avant de se retourner contre la Russie, censée mettre cette période à mobiliser. Une contrainte technique se transformait en impératif politique et en cause de guerre.

La Première Guerre mondiale :  
3<sup>e</sup> guerre balkanique ou 1<sup>re</sup> guerre *post-westphalienne* ?

relative. Les traités déplaçaient un peu les frontières, sous réserve de maintenir l'existence de l'État. Une certaine autolimitation constituait la norme et Bismarck s'y était tenu : les États se référaient à ce *Ius Gentium Europaeum*, qui associe le « droit des gens » (comportement modéré envers les soldats et/ou les civils) dans le cadre du « droit de la guerre » et du respect du « concert européen » dans le comportement entre États.

L'idée d'une rupture avec un « concert européen » depuis 1908-1911, doit être posée. La circonstance qu'aucune conférence n'ait été envisagée par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie et sans doute la Russie, montre que, depuis 1911-1912 ou à la fin de 1912, cette idée n'est plus évidente. Le déclenchement de la guerre de 1914 peut donc bien être perçu comme une rupture.

## Science politique, paradigme balkanique et guerre mondiale

### *Tension entre légitimité verticale et légitimité horizontale*

Dans *Les Nations romantiques*, Jean Plumyène explique très clairement que l'époque contemporaine, depuis 1789 ou 1815, se caractérisait par une lutte entre le principe de légitimité « verticale » (le pouvoir est censé venir de Dieu, d'en haut) et le principe de légitimité « horizontale » (le pouvoir vient d'en bas). En 1914, il y a, non seulement des monarchies, mais aussi des empires (Vienne, Saint-Pétersbourg, Berlin, Istanbul). Certains États ont, en réalité, des formes de légitimité mixte. C'est certainement le cas du Royaume-Uni (*King in Parliament*) et de la Serbie, où le nouveau monarque depuis 1903, Pierre I<sup>er</sup> Karageorgevitch, a été rappelé de son exil de Genève, pour succéder à un roi assassiné par un groupe de militaires en juin 1903, et où le pouvoir oscille entre le chef du parti radical, Nikola Pašić, et des groupes de militaires dont certains très nationalistes sont prêts à tout pour agrandir la Serbie.

Le Royaume-Uni reste, à maints égards, une société aristocratique tandis que la Serbie est une royauté, pas vraiment une monarchie, et une société « démocratique » au sens de Tocqueville, c'est-à-dire marquée par « l'égalité des conditions », mais une société « démocratique » qui n'est en rien un État de droit. À l'inverse, l'Autriche-Hongrie, et surtout l'Autriche, est un régime de légitimité verticale mais aussi un *Staatsrecht*, État de Droit, concept autrichien par excellence dans les années 1880-1920.

Il en résulte que l'on a des régimes fortement marqués par une inflexion « horizontale » et les empires, dont les deux empires centraux sont à un carrefour : la simple titulature d'Autriche-Hongrie marque son caractère binational, ce n'est donc pas un empire universel sans compromis national. L'Allemagne, aux élections de 1912, voit une poussée des sociaux-démocrates, et le pouvoir impérial se voit menacé d'être submergé par une légitimité horizontale, qui est aussi une poussée

La Première Guerre mondiale :  
3<sup>e</sup> guerre balkanique ou 1<sup>re</sup> guerre *post-westphalienne* ?

de la « démocratie » au sens de Tocqueville, mais dans des sociétés fortement marquées par des rémanences aristocratiques. Ces craintes, ressenties à Vienne, Berlin et Saint-Pétersbourg, peuvent pousser à prendre des risques belligènes.

**Système politique homogène et hétérogène**

Pour expliquer les périodes d'incertitude dans le système international, Raymond Aron, dans *Paix et Guerre entre les nations*, introduit un concept qu'il a puisé dans la science politique suisse : celle du binôme système international homogène/hétérogène. Un système international est dit « homogène » lorsqu'aucun acteur international ne perturbe la légitimité du système. Le « Concert européen » de 1815-1890 est « homogène ». Après la révolution bolchevique de 1917 ou la révolution iranienne de 1979, l'hétérogénéité du système est manifeste, la guerre froide constituant l'archétype de cette hétérogénéité (deux idéologies, deux alliances, sans possibilité de conciliation réelle). L'Empire des Habsbourg et l'Empire ottoman entre 1526 et 1697 constituaient un système politique hétérogène.

En 1914, le système était en voie d'hétérogénéisation. La Serbie et les États balkaniques, en 1912-1913, ont contesté par les armes la légitimité verticale des empires, celle de l'Empire ottoman d'abord, mais la contestation, depuis 1903, valait pour l'Autriche-Hongrie, en ce qui concerne la Serbie. D'où le danger d'éclatement d'un conflit. Deux légitimités qui s'opposent, le perturbateur n'hésitant pas devant l'usage de la violence et l'Empire qui se perçoit comme menacé étant prêt à utiliser la guerre, qu'il perçoit comme un moyen légal et légitime, de se maintenir.

**Pluralité des acteurs et difficulté d'une gouvernance globale**

Un autre effet plus systémique est manifeste. La multiplication des États, notamment dans les Balkans, entre 1829 et 1913, augmente le nombre de décideurs, et le cas échéant, de perturbateurs des relations internationales. La réduction du nombre de décideurs (par exemple, pendant la guerre froide, les deux superpuissances ont seules un véritable pouvoir de décider d'une éventuelle « guerre globale », c'est-à-dire l'usage véritable de la menace ou de la dissuasion nucléaire). Beaucoup ont théorisé ce schéma belligène dont Delmas dans *Le bel avenir de la guerre*. De 1878 à 1914, le nombre de décideurs s'était accru en Europe essentiellement par la création de nouveaux États dans les Balkans. Cette évolution systémique a pour effet, par le simple entrecroisement du nombre de décideurs et de l'évolution du système d'accroître la probabilité des crises, étant donné que le contrôle qu'exercent les grandes puissances (Russie, notamment) sur leurs alliés n'est pas direct comme celui que les deux superpuissances ont exercé sur leurs alliés européens pendant la guerre froide.

Or, en 1914, le système de communication, dans tous les sens du terme, y compris techniquement, est très imparfait. Non seulement les petits États ont un certain pouvoir de décision ou de perturbation, comme on le voit avec la Serbie,

La Première Guerre mondiale :  
3<sup>e</sup> guerre balkanique ou 1<sup>re</sup> guerre *post-westphalienne* ?

mais les branches du pouvoir se segmentent et s'autonomisent (le meilleur exemple étant l'état-major allemand) ; les ambassadeurs aussi ont un énorme pouvoir propre, du fait de ce système de communication très imparfait et très fragile du point de vue sécuritaire. Ce n'est nullement par hasard que l'*ultimatum* de Vienne à la Serbie a été envoyé le 23 juillet au soir (18 heures), avec un délai de réponse réduit (25 juin à 18 heures). Le président Poincaré ayant quitté Saint-Pétersbourg le 23 juin au matin, il se trouvait en mer et la concertation franco-russe a été gênée pendant plusieurs jours. Lorsque Poincaré rejoint Dunkerque et Paris, tout est joué, la crise atteignant son maximum le 30 juillet, où la mobilisation partielle, puis générale est ordonnée en Russie, précaution aux yeux des dirigeants russes, acte de guerre sans rémission pour les dirigeants allemands, qui dans la logique Schlieffen, n'ont pas la flexibilité de considérer que la guerre n'est pas inévitable <sup>(10)</sup>.

Ces années 1908-1914, qui voient plusieurs États des Balkans s'autonomiser et où tous les États ont un système de légitimation en crise, sont des années de danger d'explosion systémique.

\*

\*\*

Le système juridico-politique du « concert des nations », qui était aussi pour les Empires un système théologico-politique, étant en crise, c'est, comme souvent, par sa périphérie géopolitique, idéologique, économique que la crise a éclaté. Microcosme dans un macrocosme, les Balkans étaient reliés au système central, non seulement par le système des alliances, mais aussi parce que beaucoup de leurs évolutions trouvaient un écho dans les grands États du système westphalien.

Ce système lui-même était en crise depuis une vingtaine d'années : tentatives de créer un droit multilatéral et conventionnel du droit humanitaire contournant les États, logiques des états-majors militaires privilégiant un traitement purement instrumental, anémique ou illégal des moyens de la force sur le droit.

---

(10) De ce point de vue, nous considérons que le professeur Gerd Krumeich a démontré dans l'ouvrage précité, *Qui a déclenché la guerre en 1914 ?*, ce point capital, qui permet de répondre à l'autre école, de Gerhard Ritter à Christopher Clark. Les Russes, très probablement, ne voulaient pas d'une guerre générale, mais l'Allemagne, corsetée par le Plan Schlieffen, et par la vision d'une future puissance russe, a préféré interpréter cette mobilisation comme l'occasion de déclencher la guerre, dans de meilleures conditions, préférable, pensait l'État-major, à une guerre en 1916 ou 1917. Certes, les Russes sont entrés à Berlin, mais en 1759, après la défaite de Kunersdorf de Frédéric II et en avril 1945. Il s'agit d'une *Self-fulfilling Prophecy*.

La Première Guerre mondiale :  
3<sup>e</sup> guerre balkanique ou 1<sup>re</sup> guerre *post-westphalienne* ?

Éléments de bibliographie

**Sur les guerres balkaniques et les origines de la Première Guerre mondiale**

Bled Jean-Paul et Deschodt Jean-Pierre (dir.) : *Les guerres balkaniques, 1912-1913* (actes de colloque) ; Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2014 ; 256 pages.

Bled Jean-Paul : *François-Ferdinand d'Autriche* ; Tallandier, 2014 ; 365 pages.

Krumeich Gerd : *Le feu aux poudres. Qui a déclenché la guerre en 1914 ?* (traduit en français) ; Belin, 2014 ; 350 pages.

Sur les origines immédiates de la guerre notamment le dernier chapitre : « Cent ans de débats sur la responsabilité de la guerre ».

MacMillan Margaret : *Vers la guerre mondiale. Comment l'Europe a renoncé à la paix* (traduit en français) ; Éditions Autrement, 2014 ; 849 pages.

Clark Christopher : *Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre* (traduit en français) ; Flammarion, 2013 ; 658 pages.

Becker Jean-Jacques : « L'ombre du nationalisme serbe » in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* n° 69, 2001 ; p. 7-29.

Dedijer Wladimir : *La route de Sarajevo* (traduit en français) ; Gallimard/NRF, 1969 ; 482 pages.

Ouvrage issu d'une thèse à Oxford, l'auteur y explore toutes les pistes et hypothèses et analyse l'environnement géopolitique de l'attentat.

**Théorie des relations internationales et des stratégies de guerre**

Lopez Jean et Otkhmezuri Lasha : *Joukov, L'homme qui a vaincu Hitler* ; Perrin, 2013 ; 729 pages.

Comporte, notamment, d'excellentes analyses sur les théories soviétiques de la « guerre en profondeur » à compter des années 1920.

Delmas Philippe : *Le bel avenir de la guerre* ; Gallimard/NRF, 1996 ; 282 pages.

Aron Raymond : *Paix et Guerre entre les nations* (8<sup>e</sup> édition) ; Calmann-Lévy, 1984 ; 794 pages.

Parue un an après la mort de Raymond Aron, elle comporte une nouvelle préface de l'auteur.

Aron Raymond : *Penser la guerre, Clausewitz* (Tome 1 : *L'âge européen*) ; 1976, Gallimard ; 472 pages.

*Penser la guerre, Clausewitz* (Tome 2 : *L'âge planétaire*) ; 1976, Gallimard ; 365 pages.

**Droit, philosophie et théorie du droit**

Quoc Dinh Nguyen et Pellet Alain (avec Daillier Patrick et Forteau Mathias) : *Droit international public* (8<sup>e</sup> édition) ; 2009 ; 1 709 pages.

Kelsen Hans : *Théorie générale des normes* ; Puf, 1996 ; 616 pages.

Dworkin Ronald : *Prendre les droits au sérieux* (traduit en français) ; Puf, 1995 ; 515 pages.

Traduction française d'après une édition *posthume* en allemand parue chez Manz Verlag, Wien, 1979.

Kelsen Hans : *Théorie générale du droit international public* ; RCADI (Recueil cours de l'académie de droit international public), 1932 ; vol. 42.

Rousseau Jean-Jacques : *Du contrat social* ; 1762.

Notamment son chapitre III : « Du droit du plus fort ».

**Philosophie, réflexion et science politique**

Hall Richard C. (dir.) : *War in the Balkans: An Encyclopedic History from the Fall of the Ottoman Empire to the Breakup of Yugoslavia* ; ABC-CLIO, Santa Barbara, 2014 ; 411 pages.

Manent Pierre : *Tocqueville et la nature de la démocratie* ; Julliard, 1982 ; 181 pages.

Plumyène Jean : *Les Nations Romantiques* ; Fayard, 1979 ; 462 pages.

# Les grandes puissances et la Grande Guerre : enjeux et interprétations à travers une grille de lecture balkanique

Bosko Bojovic

Professeur des Universités à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

**Note préliminaire :** Nous sommes aux regrets de ne pas pouvoir publier la contribution du professeur Bojovic. Ceci est un résumé de son intervention à l'EHESS.

À l'évidence, les guerres balkaniques qui s'achèveront en 1913 constituent bien le prélude de la Grande Guerre déclenchée en juillet 1914, qu'elles précèdent simplement d'une année. Existerait-il une relation de cause à effet entre ces deux événements, l'un étant régional, le second mondial ? Ce sujet a été, hélas, trop souvent négligé par beaucoup d'historiens considérant que ce sont les petits pays des Balkans, des pays que, par anachronisme volontaire, on qualifierait aujourd'hui émergents, le troisième front (celui de Salonique) étant peu analysé. En effet, il a existé le front d'Occident, le front d'Orient et ce troisième front qui a fonctionné par intermittence et qui est resté injustement oublié. Or, les guerres balkaniques expliquent beaucoup de choses sur le déclenchement de la Grande Guerre. L'enjeu premier était l'issue de la fameuse question d'Orient, une question lancinante associée à une crise chronique qui a inquiété l'Europe lors de sa période de stabilité, après les guerres napoléoniennes. En fait, la guerre franco-prussienne était une guerre entre deux pays : il n'avait pas eu, une grande guerre à l'échelle européenne depuis les guerres napoléoniennes. L'Empire ottoman déclinant, « l'homme malade du Bosphore » ne pouvait plus se maintenir tout seul – il a été vaincu une douzaine de fois par la Russie depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle –, à peu près une guerre tous les 20 ans. À cet égard, il fallait agencer la succession de l'Empire ottoman. Convenons à cet effet que le Congrès de Berlin constitua une échéance importante qui aura permis de stabiliser cette crise majeure, sans toutefois réussir à la résoudre entièrement.

Comment se déclenchèrent les guerres balkaniques ? Une alliance avec « des petits pays balkaniques » à l'instar de la formulation employée notamment par la diplomatie turque comprenant la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Monténégro.

Ces petits pays s'allient en secret – une alliance multilatérale – pour chasser la Turquie d'Europe. La Bulgarie est chef de file, cette dernière voisine de l'Empire ottoman nourrit des prétentions sur le territoire de l'Empire et dispose de surcroît d'une armée assez conséquente. La guerre est donc déclenchée par le Monténégro, un petit pays de moins de 300 000 habitants, poussée par la Bulgarie.

### **La mobilisation comme entrée des Balkans dans la modernité**

Il faut souligner ici un point cardinal concernant cette guerre qui réside dans la notion de mobilisation. Les guerres balkaniques sont la preuve de l'entrée des Balkans dans la modernité. À l'aune de cette mutation intense en ce début de XX<sup>e</sup> siècle, nous retiendrons ici comme critère essentiel la modernisation. Ainsi l'armée serbe est une armée de conscription. Ici, les chiffres attestent de l'ampleur de cette mobilisation : la Serbie mobilise environ 14 % de sa population active, soit un peu plus de 400 000 hommes, la Bulgarie mobilise quant à elle, plus de 350 000 hommes, la Grèce plus de 100 000 hommes (en dehors de la Marine). C'est à la Grèce qu'il incombe d'empêcher l'acheminement en Europe des soldats de l'Armée ottomane d'Asie et d'Afrique, cet objectif s'avérant d'une importance stratégique fondamentale à cette période. Enfin, le Monténégro a mobilisé environ 35 000 hommes, soit à peu près 16 % de la population. Au total, on compte près de 900 000 hommes, ce qui représente un effectif conséquent résultant de cette alliance.

Or, la Turquie, frappée par une importante crise démographique, ne parvient à mobiliser que 300 000 hommes et ne réussit à mettre en ordre de bataille qu'un tiers de son effectif. Quant à la Macédoine, elle présentait un vaste territoire et une région assez riche où les jeunes turcs étaient très puissants.

Sur le plan diplomatique, les grandes puissances européennes avaient un jeu d'influence primordial dans les Balkans. Les trois pays balkaniques, la Bulgarie, la Grèce et la Roumanie avaient à leurs têtes des dynasties allemandes, de princes professionnels qui ont perdu leurs postes et qui tiraient plutôt du côté de l'Allemagne, alors que la France, l'Angleterre et la Russie étaient alliés avec la Serbie et le Monténégro. Il y avait donc une discordance : ces petits pays étaient économiquement et militairement dépendants des investissements de leurs alliés. À cet égard, la France était très présente en Autriche-Hongrie et en Serbie jusqu'à la veille de la guerre.

Il faut souligner que la remarquable et la plus ancienne diplomatie ottomane tient en cette période une correspondance en langue française. La Turquie misait sur les rivalités entre bulgares et grecs en Macédoine et en premier lieu, sur des enjeux géostratégiques. Le territoire visé était Sandjak qui constituait un corridor laissé après le Congrès de Berlin entre la Macédoine et la Bosnie. L'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie après avoir créé un protectorat avec l'accord des grandes

puissances y compris de la Russie et ne voulut à aucun moment que le Sandjak – de population mixte chrétienne et musulmane – soit retiré à la Turquie. L’Autriche-Hongrie et l’Allemagne avaient des visées vers l’Orient et plus spécifiquement vers les sources du pétrole. Le fait que la Turquie soit chassée du Sandjak constituait un *casus belli* pour l’Autriche-Hongrie – une raison majeure pour rentrer en guerre. Dès ce moment-là, la Russie entrerait en guerre pour protéger les pays slaves. Une fois la Turquie balayée des Balkans, la deuxième guerre balkanique survint entre tous les alliés contre la Bulgarie constituant le pays le plus grand. La défaite de la Bulgarie fut de ce point de vue un fait imprévu.

Convenons que la modernité est un trait saillant des guerres balkaniques. La Serbie constituait le pays le plus moderne de la région : elle disposait du suffrage universel et s’était même dotée d’un institut de statistiques dès la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle avait également essayé d’introduire une constitution en 1835, inspirée par celle de la Belgique, laquelle fût abrogée par la Turquie, la Russie et l’Autriche-Hongrie. Ceci nous éclaire sur le fait que la Serbie tendait vers un modèle de démocratie de type occidental : modernisation de la société à l’européenne, modèle de l’armée serbe organisée à la manière prussienne.

Un autre élément significatif réside dans l’internationalisation de la guerre. En 1913 paraît le rapport de la Fondation Carnegie. Une commission internationale de très haut niveau élabore un rapport de 450 pages sur les retombées humanitaires et les déplacements de population lors des guerres balkaniques. « On ne va pas accabler les victimes » évoquait-on dans ce rapport, au motif que les Balkaniques sont victimes de leurs propres guerres entre eux. « Il faudrait accabler ceux qui ont tiré les ficelles de cette crise de l’extérieur ». Ce diagnostic sévère se trouve confirmé par la correspondance de la diplomatie ottomane qu’il faut ici citer : « la Russie et l’Autriche peuvent arrêter la guerre à tout moment ». Ce rapport parut en anglais et en français à la veille de la Grande Guerre.

Pourtant une question se pose ici. Comment se fait-il qu’un rapport inspiré par celui de la Fondation Carnegie ne fût point réalisé à la fin de la Grande Guerre ? Le recours à cette démarche explicative n’aurait-il pas été le moyen le plus sûr de prévenir les causes du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale ?

\*

\*\*

Gageons qu’en apportant un regard attentif à l’égard de cette séquence historique, souvent maintenue à l’arrière-plan, on prendra la mesure de cette chaîne de causes et d’effets qui relie indubitablement les guerres balkaniques et la Grande Guerre. Ajoutons ici que la Première Guerre mondiale commence et s’achève dans les Balkans, les fronts étant stables à l’Est comme à l’Ouest. À cet égard, l’effondrement du Front de Salonique constitue un point d’orgue, où la France et la Serbie ont joué un rôle notable, notamment l’armée serbe qui réalisa une belle percée.



# Les militaires français et les Balkans à la veille de la Première Guerre mondiale

Michaël Bourlet

Commandant, chef du cours d'histoire aux Écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan, docteur en histoire contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne.

**Note préliminaire :** Cet article doit beaucoup aux suggestions, aux informations et à l'aide de Frédéric Guelton. Qu'il en soit chaleureusement remercié.

**A**u XIX<sup>e</sup> siècle, trois puissances s'affrontent dans les Balkans : la Russie, se proclamant protectrice des peuples orthodoxes et regardant vers la Méditerranée ; l'Autriche-Hongrie, cherchant à étendre son influence dans la péninsule ; l'Empire Ottoman, tentant de maintenir sa domination dans la région. De la Bulgarie à l'Albanie, de la Serbie à la Grèce, les Balkans constituent alors une périphérie européenne « dans la mesure où ils sont un espace de transition, aux confins des empires, marqué par les conflits, les invasions et les établissements de frontières instables » (Frédéric Dessberg). Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les officiers français s'intéressent peu aux Balkans et seuls quelques-uns, parmi lesquels les attachés militaires, qui occupent parfois plusieurs postes à la fois, parcourent la région. Ils effectuent différentes missions de reconnaissance et transmettent au ministère de la Guerre à Paris des récits de voyage, des rapports, des lettres, des notes, des cartes ou encore des tableaux statistiques (voir Louis Tuetey).

Toutefois, au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, les regards français se tournent davantage vers les Balkans, en raison de l'importance que prend cette région sur l'échiquier européen. À cet égard, le gouvernement français s'efforce de suivre l'évolution de la situation dans la région au moins à trois niveaux. Au plan diplomatique, les évolutions politiques et diplomatiques le concernent grâce aux relations traditionnelles qu'il maintient avec l'Empire ottoman ; celles directes aussi qu'il entretient avec les différents belligérants pendant les guerres balkaniques ; enfin celles indirectes, récentes et puissantes à la fois, qu'il entretient avec l'Empire russe. Au plan économique, la France y a de nombreux intérêts qu'elle doit défendre. Enfin, le gouvernement français observe attentivement d'un point de vue stratégique et militaire cette zone où se joue le sort de l'Europe au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Ainsi, au cours de la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, le nombre d'officiers français envoyés en mission en Roumanie, en Bulgarie, en Serbie et en Grèce, ne cesse d'augmenter. Qu'ils soient attachés militaires, chefs de mission militaire, observateurs, coopérants techniques, officiers de liaison, quels regards portent-ils sur cette région à la veille de la Première Guerre mondiale ? Les archives des attachés militaires et certains dossiers de carrière d'officiers (attachés militaires, officiers des services de renseignement, missionnaires, etc.) ont permis de distinguer trois approches (stratégique, tactique et technique).

### **Un rapprochement militaire notamment par le biais des écoles militaires**

Après la guerre franco-prussienne de 1870-1871, les Balkans suscitent dans la communauté militaire un fort engouement notamment en raison du rôle que joue cette région sur la scène européenne. L'exemple de l'accueil de cadets balkaniques dans les écoles militaires françaises rend compte de ce nouvel intérêt que porte la France pour cette région. Ces « échanges » constituent un investissement, car ils permettent de former à la française des officiers étrangers et de tisser des liens durables et forts entre des officiers français et balkaniques.

Des Turcs, des Monténégrins, des Grecs et des Bulgares sont ainsi instruits. Cependant, les plus nombreux sont Roumains et Serbes, notamment en raison des relations privilégiées que la France entretient avec ces pays. Entre 1850 et 1914, la *Spéciale* accueille 39 cadets roumains qui y effectuent une scolarité complète. Plusieurs généraux roumains saint-cyriens combattent dans l'armée roumaine pendant les guerres balkaniques (cf. Christophe Midan et Maria Georgescu). Ainsi, le général de corps d'armée Sergiu Băicoianu (1841-1934), de la promotion du Mexique (1861-1863), commande le III<sup>e</sup> corps d'armée roumain en 1912. À Saint-Cyr, il a eu parmi ses camarades de promotion deux cadets turcs, dont le futur maréchal Husni-Pacha, et un Monténégrin, fils du chef d'état-major de l'armée monténégrine Radonich. Cependant, le plus connu des saint-cyriens balkaniques est incontestablement le prince Karageorgevitch, surnommé *Kara* par ses camarades de la promotion de Puebla (1862-1864), qui a combattu dans les rangs de la Légion étrangère pendant la guerre de 1870 avant de devenir Pierre I<sup>er</sup> de Serbie (1844-1921) en 1903. Chez les Bulgares, le commandant Voïtcheff, attaché militaire bulgare à Belgrade avant la guerre, est aussi un ancien élève de l'école de cavalerie de Saumur.

Les jeunes générations d'officiers français formés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle n'ignorent pas les fortes tensions qui secouent la région avant la guerre, comme le montre le choix du nom de la 62<sup>e</sup> promotion de Saint-Cyr baptisée *Novi Bazar* (1877-1879). Ce nom résulte d'une alchimie savante dont seuls les saint-cyriens ont le secret à l'époque. Alors que les combats font rage dans les Balkans en 1878 et que les Austro-hongrois occupent Novi-Pazar au Kosovo, à Saint-Cyr, le ministère de la Guerre fait édifier un nouveau bâtiment, surnommé par les élèves

Nouveau-Bahut. Il devient, par un glissement sémantique conjoncturel, *Novi-Bazar*. Dans l'argot saint-cyrien, le mot bazar correspond au lycée. Toutefois, le mot bazar a d'autres significations. D'origine persane, il signifie « marché », lieu de rassemblement et de commerce couvert ; en français, il veut aussi dire « désordre » alors que les Slaves l'emploient comme synonyme de « pétaudière ». Ainsi, dans un effort de synthèse inattendu, les saint-cyriens de la *Novi-Bazar* expriment par le nom de leur promotion, le bâtiment qui les accueille, le style d'organisation de leur école et un épisode de l'histoire de l'Europe dans les Balkans (voir l'ouvrage *Destins d'exceptions*, notamment le texte de Frédéric Guelton).

Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une histoire commune s'est donc construite progressivement entre des officiers français et balkaniques. Les écoles militaires ont été, avec les régiments ou encore les états-majors, les lieux privilégiés de ces échanges. Pendant les guerres balkaniques, ces liens, parfois anciens, ont été réactivés offrant ainsi les conditions favorables d'échanges à l'instar de la relation entretenue par Pierre I<sup>er</sup> de Serbie avec le colonel Fournier, attaché militaire français à Belgrade en 1914.

### Un trio très actif

À la veille de la Première Guerre mondiale, les officiers français intéressés par les Balkans sont de plus en plus nombreux. Ils se répartissent en trois groupes.

Le premier est composé des « **officiers voyageurs** ». Ces derniers effectuent des séjours dans ces zones de tension pendant leurs permissions ou à l'occasion de missions plus ou moins officielles. Dans tous les cas, ils rendent compte à leur hiérarchie de leurs observations générales, stratégiques ou tactiques adressant de nombreux rapports et notes à Paris pendant ou à l'issue de leur voyage. Ainsi, parmi ses nombreuses missions à l'étranger, le Polytechnicien Georges Wehrlin, prometteur officier de carrière du génie avant la guerre, voyage notamment en Serbie, en Bulgarie et en Turquie en 1907. Dans son rapport (consultable à Vincennes, SHD Guerre : 7 N 1149), il offre une intéressante description politique, militaire, économique et sociale des pays qu'il traverse.

Il en est de même de Gaston-Émile Fournier (1873-1960), officier de carrière de l'infanterie, qui après avoir obtenu son brevet d'état-major en 1905, bénéficie d'une bourse de voyage de sept semaines dans les Balkans. Ce spécialiste des chemins de fer, qui a déjà effectué un stage dans l'armée russe en 1908 et opéré plusieurs reconnaissances du réseau ferré allemand, séjourne à nouveau dans les Balkans en 1913 (SHD Guerre : 13 Y<sup>d</sup> 1401). La mission militaire à laquelle il appartient est chargée d'étudier sur place les opérations des deux guerres balkaniques.

De nombreux civils, principalement des professeurs et des industriels étant aussi souvent des officiers de réserve, parcourent dans les mêmes conditions cette région avant la guerre. Économiste réputé à la veille de la guerre, Hippolyte

Blondel, agrégé de droit, professeur à l'École des hautes études commerciales et au Collège de France, effectue de nombreux voyages en Europe et en particulier dans les Balkans. À chaque fois, à son retour en France, il prononce des conférences et publie plusieurs articles intéressant les militaires (voir exemples en bibliographie). Pendant la guerre, l'armée française s'appuie sur ces hommes aux connaissances utiles dans le domaine des renseignements. Ainsi, Blondel sert à la section balkanique du bureau de la presse étrangère du 2<sup>e</sup> bureau de l'EMA en qualité d'officier de réserve (SHD Guerre : 5 Y<sup>e</sup> 119761).

De nombreux officiers ont eu un rôle beaucoup plus actif, à l'instar de la mission de réorganisation de la gendarmerie ottomane confiée à Léon Lamouche (1860-1945). Alors qu'il effectue sa scolarité à Polytechnique (X1880), il étudie aussi le russe à l'École des langues orientales. Diplômé de turc et de roumain, il est d'abord chargé des questions balkaniques au 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'armée (1889-1896) avant de rejoindre l'Empire ottoman pour réorganiser la gendarmerie ottomane de Salonique (1904-1909) puis de Constantinople (1909-1913). Son expérience et sa connaissance de cette région mais aussi ses nombreuses relations le conduisent à diriger un service de renseignement en Grèce pendant la guerre. Retraité en 1919, Lamouche a également publié de nombreux ouvrages et articles sur les Balkans.

Les attachés militaires constituent le **deuxième groupe**. Ils occupent une place particulière, en raison du caractère ambivalent de leur mission, à la fois militaire et diplomatique <sup>(1)</sup>. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la France entretient trois postes d'attachés militaires dans les Balkans.

En 1914, Louis Camille Matharel (1863-1920) occupe le poste de Sofia ; Paul Marie Joseph Braquet (1866-1962), celui d'Athènes ; Pierre Victor Fournier (1867-1945), celui de Belgrade, Bucarest et Podgorica (Monténégro). Ces officiers supérieurs appartiennent à l'élite de l'armée. Ils sortent de Polytechnique ou de Saint-Cyr et ont obtenu brillamment le brevet d'état-major. Par ailleurs, ils connaissent parfaitement leur mission et le pays dans lequel ils doivent représenter l'armée française. Pendant leur mission, ils adressent à Paris de nombreux rapports, télégrammes, notes et documents sur la situation politique, militaire, économique et sociale dans les Balkans <sup>(2)</sup>. Nommé attaché militaire en Bulgarie en mars 1912, Matharel renseigne le 2<sup>e</sup> bureau de l'EMA sur l'armée bulgare (en particulier la mobilisation et la concentration de l'armée) ainsi que sur la Bulgarie (population et société, économie, ressources, etc.). Il transmet aussi des documents sur la crise balkanique de

---

(1) Au sujet des attachés militaires, lire les articles de Jean-Claude Montant, Maurice Vaisse et Pierre Waksman ainsi que l'ouvrage d'Olivier Forcade, Éric Duhamel et Philippe Vial.

(2) Voir au Service historique de la Défense à Vincennes les archives des attachés militaires français dans les Balkans : 7 N 1105 (Albanie de 1877 à 1918), 7 N 1123 à 1148 (Autriche-Hongrie de 1872 à 1914), 7 N 1149 à 1152 (Balkans de 1907 à 1913), 7 N 1190 à 1195 (Bulgarie de 1904 à 1918), 7 N 1333 à 1356 (Grèce de 1830 à 1919), 7 N 1448 (Monténégro de 1874 à 1915), 7 N 1451 à 1464 (Roumanie de 1830 à 1920), 7 N 1568 à 1577 (Serbie de 1860 à 1923) et 7 N 1624 à 1661 (Turquie de 1850 à 1920).

1912-1913 et va même jusqu'à suivre, dans des conditions difficiles, les opérations des armées bulgares en Thrace (SHD Guerre : 11 Y<sup>f</sup> 1342). Le colonel Fournier, attaché militaire en Serbie, est probablement l'un des meilleurs attachés militaires français à la veille de la Première Guerre mondiale. En effet, il adresse des centaines de rapports, de notes, de télégrammes, de mémoires à l'état-major de l'armée. Totalement intégré dans les milieux serbes pendant son séjour à Belgrade de 1912 à 1915, il obtient le privilège de suivre l'armée serbe lors de la 2<sup>e</sup> guerre balkanique.

Les documents produits par les attachés militaires et les officiers voyageurs et missionnaires sont destinés aux **officiers d'état-major** à Paris qui constituent le 3<sup>e</sup> groupe. Au premier rang de ces officiers se trouve le chef d'état-major, le général Joffre. Les officiers du 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'armée étudient les armées étrangères (organisation, tactique, armement, doctrine) et les théâtres d'opérations. La guerre des Boers, la guerre russo-japonaise ou encore les guerres balkaniques sont évidemment les plus étudiées. Les officiers de la section du Midi (parfois appelée section du Midi-Balkans) et rattachée à la section russe, sont chargés de toutes les questions relatives aux Balkans. Ils ont pour mission de condenser en notices synthétiques une grande masse d'informations, à partir de publications étrangères (revues militaires, techniques, scientifiques, journaux, etc.), de documents officiels (règlements, annuaires, budgets des armées) et de notes et mémoires envoyés par les officiers sur le terrain.

La diffusion de ces notes est faite à trois échelons : le haut commandement, les états-majors et les unités. Ces officiers publient de nombreux articles dans diverses revues spécialisées et prononcent des conférences dans les garnisons afin de vulgariser ces recherches. Les nombreux exemples montrent que cette diffusion ne concerne pas seulement les cercles parisiens mais qu'elle s'effectue au-delà et en particulier en province. Par exemple, le chef de bataillon Léon Frié prononce une conférence portant sur la guerre balkanique vraisemblablement devant les cadres militaires de la garnison de Castres en 1912. Officier du 2<sup>e</sup> bureau en 1902, le capitaine d'artillerie Jérôme Fraenkel (1854-1938) étudie les États balkaniques dans le cadre de ses fonctions. Il publie aussi plusieurs articles dans la *Revue militaire des armées étrangères* à ce sujet. Au final, tous ces documents contribuent à forger dans l'esprit des officiers d'état-major une certaine représentation de la situation et de la guerre dans ces régions. Ces différentes représentations sont susceptibles d'influencer, voire de modifier, les pratiques de l'armée française et la vision stratégique qu'elle a de cette région.

### **Les Balkans dans les réflexions stratégiques des officiers français avant la Grande Guerre**

En 1914, les Balkans occupent une place de plus en plus importante sur la scène internationale. Certaines puissances européennes y ont des intérêts vitaux. Les Balkans sont le champ clos des heurts entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, qui

cherchent à y étendre leur influence. Depuis les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, la France et la Russie ont entamé un rapprochement se manifestant d'abord par une convention militaire, signée en 1892. En France, certains sont réticents à cette option. Ainsi, les radicaux craignent d'être entraînés dans une guerre balkanique et préfèrent privilégier l'alliance avec les Britanniques. En effet, alors que la priorité pour les autorités françaises est de dissuader l'Allemagne et de briser l'équilibre bismarckien, pour les Russes l'adversaire principal est l'Autriche-Hongrie. Cependant, en août 1899, l'alliance franco-russe est conclue avec pour but de maintenir la paix mais aussi de sauvegarder l'équilibre européen. Ainsi, la France viendra en aide à la Russie si l'Autriche-Hongrie cherche à modifier le *statu quo* dans les Balkans et la France pourra compter sur la Russie face à l'Allemagne. Pour les militaires français, les Balkans sont le meilleur moyen d'attirer la Russie avec la France dans une guerre contre l'Allemagne. En contrepartie, la France assure de son soutien la Russie, en particulier dans les Balkans. En d'autres termes, un conflit dans les Balkans ne serait pas une mauvaise chose pour tester l'alliance russe : selon l'historien Christopher Clark, l'Alliance franco-russe se balkanise avant la Première Guerre mondiale.

Est-ce qu'une mobilisation autrichienne, dans le cas d'une grave crise dans les Balkans peut entraîner une contre-mobilisation franco-russe ? La convention militaire de 1893 n'est pas claire sur ce point. Or, en novembre 1912, le président de la République, Raymond Poincaré (1860-1934), assure l'ambassadeur russe à Paris, Alexandre Isvolsky (1856-1919), que la Russie peut compter sur la France en cas de guerre survenue à la suite d'un différend avec l'Autriche. Il est toutefois effrayé par le contenu des accords balkaniques lorsqu'il en prend connaissance car il y voit les germes d'une guerre contre la Turquie mais aussi l'Autriche. Peut-être a-t-il vu dans un conflit balkanique, tout comme les militaires français, le meilleur moyen d'attirer la Russie avec la France contre l'Allemagne. C'est un changement radical de la politique française, nié par la suite par Poincaré dans ses mémoires. D'après les sources observées par Clark, le désir français de respecter ses engagements était réel <sup>(3)</sup>.

## Les Balkans : un laboratoire tactique et technique

À la veille de la Première Guerre mondiale, les Balkans sont une véritable poudrière notamment en raison de l'exacerbation des nationalismes et du vide politique très dangereux créé par l'affaiblissement progressif de l'Empire ottoman (voir l'ouvrage dirigé par Catherine Horel). Mais cet espace constitue aussi un gigantesque champ de bataille, qui doit être étudié par les militaires pour valider, ou non, des concepts d'emploi des armées élaborés à Paris.

---

(3) Le livre de Gerd Krumeich, qui s'oppose à Christopher Clark, brosse un intéressant tableau diplomatique de l'Europe en 1914.

Plusieurs missions sont envoyées dans les Balkans pour étudier les combats, parcourir les champs de bataille et reconnaître les positions des armées en guerre. L'une de ces missions officielles est commandée par le colonel du génie Jean Piarron de Mondésir et composée du capitaine d'artillerie Georges Bellanger et du capitaine d'infanterie Louis Ripert d'Alauzier (SHD Guerre 7 N 1152). Arrivés à Andrinople en avril 1913, les trois hommes rencontrent de nombreux officiers bulgares avec lesquels ils échangent sur les combats, la tactique et les matériels. À cette occasion, ils visitent les champs de bataille de Thrace et de Macédoine. Une fois leur mission achevée en juin 1913, les trois hommes publient plusieurs ouvrages et notes sur les fortifications de campagne et confirment, en particulier Bellanger, les principes tactiques français dans le domaine de l'emploi de l'artillerie de campagne. Le capitaine Ripert d'Alauzier en profite pour constituer des dossiers biographiques sur les officiers des armées bulgares, serbes et grecques qui l'avaient accompagné lors de ses reconnaissances et visites. Les guerres balkaniques deviennent un véritable laboratoire tactique pour l'armée française qui essaie, par le biais de ces missions, de tirer des enseignements sur les combats d'infanterie, l'influence des facteurs moraux et matériels sur la tactique, les fortifications de campagne, le comportement du soldat au combat et face au feu, la mobilisation, le commandement, le service de santé, les pertes, etc.

Mais c'est le matériel qui retient le plus l'attention du commandement : les guerres balkaniques attirent donc de nombreux observateurs militaires français spécialistes. Elles sont un excellent observatoire pour mesurer l'efficacité du matériel, en particulier des mitrailleuses et de l'artillerie. Les canons sont l'objet de toutes les attentions. En février 1914, le capitaine Pierre Alvin publie dans le *Journal des sciences militaires* un essai détaillé sur l'emploi de l'artillerie de campagne et sur les caractéristiques des matériels utilisés pendant les deux guerres balkaniques par les différents belligérants. Toutefois, la mission qu'accomplit le général Frédéric Georges Herr (1855-1932) constitue le plus célèbre exemple illustrant cette implication des militaires français dans les affaires balkaniques (SHD Guerre, 7 N 1152). Polytechnicien (X1874) et officier d'artillerie, breveté d'état-major, Herr est un officier brillant aux magnifiques états de service à la veille de la Première Guerre mondiale. Promu général de brigade, il est envoyé en mission dans les Balkans de novembre à décembre 1912. Il visite les lignes serbes et plusieurs champs de bataille dont celui de Kumanovo. Lors de cette mission plus ou moins officielle, Herr cherche à accroître ses connaissances militaires et notamment dans le domaine de l'artillerie. Tout en cherchant à s'affranchir des doctrines d'emploi de l'artillerie française, il a l'occasion de constater l'efficacité des canons de 75 mm dans l'armée bulgare. C'est l'armée la plus puissante de la péninsule balkanique : nombreuse, bien entraînée et bien équipée. Son artillerie compte plus de 1 100 pièces de campagne, de montagne et de siège : notamment 324 pièces de 75 mm Schneider-Canet du modèle de 1904 et 306 pièces de 87 mm Krupp du modèle 1886. Au cours de son séjour, Herr constate aussi les dégâts occasionnés par l'artillerie sur l'infanterie et en particulier les canons lourds. En plus de son rapport de fin de mission,

Les militaires français et les Balkans  
à la veille de la Première Guerre mondiale

Herr publie plusieurs ouvrages qui connaissent un grand succès en France mais aussi à l'étranger et dans lesquels il estime indispensable de développer les pièces lourdes. Bien que très critiqué, en particulier par le capitaine Bellanger, Herr a sans doute contribué à alerter le haut commandement sur les carences françaises dans le domaine de l'artillerie lourde. En 1913, le général Joffre, conscient de cette nécessité, obtient la création de 5 régiments d'artillerie lourde (loi des cadres et effectifs du 15 avril 1914).

\*

\*\*

À la veille de la Première Guerre mondiale, les Balkans ne sont plus un espace méconnu par les officiers français. En effet, ils sont de plus en plus nombreux à étudier et à séjourner dans cette région. Certes, ils sont moins nombreux par rapport à l'important contingent d'officiers français qui sillonnent la Russie avant 1914. Cependant, leur nombre ne cesse de croître dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle et les observations qu'ils adressent aux officiers d'état-major retiennent l'attention du commandement qui intègre les Balkans dans ses réflexions stratégiques et doctrinales.

## Les militaires français et les Balkans à la veille de la Première Guerre mondiale

### Éléments de bibliographie

- Catherine Horel (dir.) : *Les guerres balkaniques (1912-1913). Conflits, enjeux, mémoires* ; Bruxelles, Peter Lang, 2014 ; 348 pages.
- Gerd Krumeich : *Le feu aux poudres. Qui a déclenché la guerre en 1914 ?* ; Belin, 2014 ; 301 pages.
- Christopher Clark : *Les Somnambules – Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre* ; Flammarion, 2013 ; 668 pages.
- Dessberg Frédéric : « Marches d'empires, États-tampons et zones d'instabilité : une approche française de la notion de périphérie aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles » in Eric Schnakenbourg et Frédéric Dessberg (dir.) : *La France face aux crises et aux conflits des périphéries européennes et atlantiques* ; Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 37.
- Midan Christophe et Georgescu Maria : *Les attachés militaires français en Roumanie et roumains en France, 1860-1940 : un exemple de coopération bilatérale* ; Bucarest, éditions militaires, 2003 ; 319 pages.
- Vial Philippe : « Une place à part : les militaires et les relations extérieures de la France en temps de paix depuis 1870 » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, janvier-juin 2002, n° 65-66, p. 41-47.
- Tueteu Louis : *Catalogue général des manuscrits des bibliothèques publiques de France : archives de la guerre* (suivi d'un index matière) ; Paris, 1912-1930, 3 vol.
- Collectif : *Destins d'exception. Les parrains de promotion de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr* ; Service historique de l'Armée de terre, 2002.
- Guelton Frédéric : « Réflexions sur 176 noms de promotion » in *Destins d'exception* ; *op. cit.*
- Forcade Olivier, Duhamel Éric, Vial Philippe : *Militaires en République, 1870-1962 : les officiers français, le pouvoir et la vie publique en France* (Actes du colloque international tenu au Palais du Luxembourg et à la Sorbonne les 4, 5 et 6 avril 1996) ; Publications de la Sorbonne, 1999 ; 734 pages.
- Montant Jean-Claude : « Les attachés navals français au début du XX<sup>e</sup> siècle » in *Relations internationales* n° 60, hiver 1989, p. 439-442.
- Vaïsse Maurice : « L'évolution de la fonction d'attaché militaire en France au XX<sup>e</sup> siècle » in *Relations internationales* n° 32, hiver 1982, p. 507-524.
- Waksman Pierre : « Les Attachés militaires français de 1900 à 1914 » in *Recrutement, mentalités, sociétés* ; Université Paul Valéry, Centre d'histoire militaire et d'études de défense nationale, Montpellier, 1974 ; p. 355-367.
- Blondel Hippolyte : *La guerre balkanique, ses conséquences économiques* ; Saint-Etienne, Chevalier, 1914 ; 15 pages.
- Pierre Alvin : *L'artillerie de campagne dans les Balkans* ; Chapelot, 1914 ; 29 pages.
- Lucien-Jean-Frédéric Piarron de Mondésir : *Siège et prise d'Andrinople (novembre 1912-mars 1913)* ; Chapelot, 1914 ; 214 pages.
- Capitaine Bellanger : « Notes sur l'emploi de l'artillerie dans la campagne des Balkans » in *Revue d'artillerie*, novembre 1913.
- Herr Georges-Frédéric : *Sur le théâtre de la guerre des Balkans, mon journal de route 17 novembre-15 décembre 1912* ; Berger-Levrault, 1913 ; 131 pages.
- Herr Georges-Frédéric : « La guerre des Balkans, quelques enseignements sur l'emploi de l'artillerie » in *Revue d'artillerie*, février 1913, Berger-Levrault.
- Frie Léon : *La guerre balkanique (conférence de garnison)* ; Castres, imprimerie de P. Viala, 1912, 71 pages.
- Blondel Hippolyte : *Conséquences sur l'annexion de la Bosnie* (conférence faite à la Société normande de géographie) ; Rouen, impr. De L. Gy, 1912 ; 17 pages.
- Blondel Hippolyte : *Souvenirs d'un récent voyage : de la Bohême aux Balkans* (conférence faite le 14 novembre 1908 à la Société normande de géographie) ; Rouen, impr. L. Gy, 1909 ; 19 pages.
- SHD Guerre : 7 N 1152, *rapport du colonel Piarron de Mondésir, du capitaine Ripert d'Alauzier et du capitaine Bellanger (avril-juin 1913)*.
- SHD Guerre : 7 N 1152, *rapport du général Herr en mission dans les Balkans (1912)*.
- SHD Guerre : 7 N 1149, *voyage en Turquie d'Europe, Bulgarie et Serbie du capitaine Wehrlin (juin 1907)*.
- SHD Guerre : 13 Y<sup>d</sup> 1401, *dossier de carrière du général Gaston Emile Fournier*.
- SHD Guerre : 5 Y<sup>e</sup> 119761, *dossier individuel d'Hippolyte Marie Georges Blondel*.
- SHD Guerre : 11 Y<sup>f</sup> 1342, *dossier individuel de Camille Louis de Matharel*.



# Le projet yougoslave des guerres balkaniques à la victoire de 1918

Frédéric Le Moal

| Lycée militaire de Saint-Cyr.

**L**e projet yougoslave tire ses origines de la Révolution française et du concept de nation qu'elle développe (cf. *Les sources françaises de la démocratie serbe*). L'intégration de la côte dalmate au sein du Premier Empire (les provinces illyriennes) y exporte l'idée d'un rassemblement national qui, dans un tout premier temps, ne doit concerner que les Croates. Puis, rapidement, se diffuse l'idée d'une unification plus large, étendue aux Serbes orthodoxes et motivée par des raisons religieuses (ramener les schismatiques au sein de l'Église latine). Ce projet, dont la monarchie des Habsbourg serait la grande bénéficiaire, se heurte aux relations parfois tendues qu'une partie de l'élite slave entretient avec la monarchie de Vienne. Ainsi les regards commencent-ils à se tourner vers un autre pays, la Serbie.

L'élite de ce pays développe son propre projet national visant à rassembler l'ensemble des Serbes éparpillés dans l'espace danubien et balkanique au sein d'un seul État. S'y ajoute, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, une composante plus yougoslave qui correspond à un processus de libération de l'ensemble des Slaves du Sud par la Serbie. Celle-ci jouerait alors le rôle d'un Piémont des Yougoslaves, investie de la mission de les délivrer des diverses oppressions étrangères, autrichienne ou ottomane (cf. *Histoire du peuple serbe* p. 269-270). La proximité avec la fonction qu'exerça le Royaume de Piémont-Sardaigne dans l'Unité italienne paraît évidente. Dans les deux cas de figure, l'influence française, le rattachement aux idéaux nationaux-libéraux, l'adhésion à une conception centralisée du futur État – qui refuse de reconnaître les spécificités culturelles des provinces rattachées – demeurent de fortes caractéristiques du mouvement unitaire. Pourtant, comme nous allons le voir, ce projet serbe et centralisateur entre vite en concurrence avec d'autres visions.

## **L'affirmation de la Serbie grâce aux guerres balkaniques**

Avant 1903, la position de satellite de l'Autriche-Hongrie dans laquelle la Serbie est placée sur l'échiquier balkanique bloque toute progression territoriale en direction des provinces occidentales. Le coup d'État de 1903, la montée sur le trône du francophile Pierre I<sup>er</sup> Karageorgević et l'arrivée au pouvoir des radicaux et

de leur chef Nicolas Pašić, rompent le lien entre Vienne et Belgrade, au grand bénéfice de la Russie. L'influence de la France, aussi bien économique, politique que culturelle, s'intensifie dans le même temps, notamment après la crise de 1908. Véritable point de rupture, cette secousse internationale avive le feu nationaliste au sein du monde serbe, aussi bien en Bosnie-Herzégovine que dans la Vieille Serbie. L'organisation « Jeune Bosnie » en est un des fruits.

Les deux guerres balkaniques sont l'occasion, pour le gouvernement de Belgrade, de parfaire l'unification des Serbes au détriment de l'Empire ottoman mais aussi de la Bulgarie. Toutefois l'agrandissement de la Serbie se heurte au refus de deux grandes puissances européennes, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Les deux alliés-ennemis de la Triplice unissent leurs pressions pour empêcher les Serbes d'accéder à la mer Adriatique et ce, malgré les victoires militaires remportées sur le terrain. Ils y voient une menace sur l'équilibre de l'espace adriatico-balkanique et une avancée du slavisme dont profitera inévitablement la Russie. La flotte du Tsar ne disposerait-elle pas, dans ce cas, d'un port en plein milieu de l'Adriatique ? La création de l'Albanie sert de rempart à l'expansionnisme des Serbes. Cela dit, la victoire contre la Bulgarie, lors de la seconde guerre balkanique, leur permet de s'emparer de la plus grande partie de la Macédoine. Comme l'écrit Dušan T. Bataković, « Le Traité de Bucarest renforçait la prépondérance de la Serbie dans les Balkans par le contrôle des routes stratégiques du centre de la péninsule » (article dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*).

Au sein du monde serbe, cette victoire mutilée laisse un certain goût amer. Maintenant que la plupart des frères de race serbe de la Macédoine sont réunis à la mère patrie, il faut songer à ceux qui, en Albanie mais surtout en Bosnie-Herzégovine, demeurent encore au sein de la « prison des peuples ». C'est de cette pulsion nationaliste, au sein des groupuscules serbo-bosniaques, que naît la crise de juin-juillet 1914. La composante nationaliste serbe est indéniable dans le complot qui coûte la vie à l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo. Néanmoins, Gavrilo Princip est, rappelons-le, un sujet austro-hongrois, membre de « Jeune Bosnie » – récupéré par la Main Noire – et donc un militant de la cause contre la domination « coloniale » de l'Autriche sur sa province natale. Preuve de l'enchevêtrement des inspirations, les cellules terroristes de Sarajevo rassemblent des Serbes, des Croates et des musulmans, ce qui donne à leur motivation une coloration yougoslave, la libération de la Bosnie et sa réunion à la Serbie n'étant à leurs yeux que le préalable à une unification yougoslave. C'est pourtant bien comme des héros serbes que se présentent certains assassins !

## **L'union des Serbes : Serbie, Monténégro et Yougoslavie**

La Grande Guerre et son issue victorieuse permettront à la Serbie de réaliser l'unité des Slaves du Sud à son profit. Cela dit, cette réussite ne doit pas

masquer les autres projets qui, pendant le conflit, ont non seulement existé mais ont exercé une certaine influence sur le cours des événements.

Face au dessein centralisateur serbe, un programme plus fédéral cherche à s'imposer. Il s'exprime au sein du Comité yougoslave, créé le 30 avril 1915 à Paris, par des Yougoslaves issus de la Double Monarchie et en exil. Présidé par Ante Trumbić, il s'installe à Londres d'où il cherche à obtenir une reconnaissance internationale de la part des gouvernements alliés. Contrairement aux vues de Pašić, ses membres préconisent une union volontaire des peuples yougoslaves, dans un cadre fédéral respectueux des identités de chacun des groupes. Ils se disent en outre prêts à faire des concessions territoriales à la Bulgarie, en Macédoine, ce que les Serbes jugent et jugeront jusqu'au bout inacceptable. Ils ont en commun leur hostilité à l'Autriche-Hongrie sur les ruines de laquelle le futur État devra se construire. C'est une différence majeure avec le dernier projet yougoslave défendu, celui-ci, par les Slaves du Sud favorables à un maintien dans l'Empire des Habsbourg qui adopterait une forme fédéraliste, laissant ainsi aux Slaves une place égale à celle occupée par les Allemands et les Hongrois. Ce programme connaîtra une ultime expression à la veille de la chute de l'Autriche-Hongrie en 1918 (*cf.* Jean-Paul Bled, p. 391).

Un dernier élément reste trop souvent dans l'ombre, celui du Monténégro. Ce petit État, fier de son identité et des luttes constantes menées contre l'Empire ottoman, appartient au monde serbe par sa langue et sa culture. Il dispose néanmoins d'une dynastie nationale, celle des Petrović Njegos au bénéfice de laquelle s'expriment les liens d'allégeance de la population. Son souverain Nicolas I<sup>er</sup> nourrit de grandes ambitions pour son État dont il veut faire un grand acteur indépendant de la politique balkanique. Allié fidèle de la Russie dont la protection lui est indispensable, il réussit le tour de force de transformer sa principauté en royaume en 1910. Sa stratégie matrimoniale vise à se constituer un réseau dynastique et politique en mariant ses filles à des grands-ducs russes, à des princes allemands et même au futur roi d'Italie Victor-Emmanuel III. Un lien familial est créé avec la dynastie serbe des Karageorgević par l'union de la princesse Zorka et du futur Pierre I<sup>er</sup> de Serbie. Enfin, le roi du Monténégro aspire à des agrandissements territoriaux. Il obtient au Congrès de Berlin (1878) un accès à la mer grâce à l'annexion du port d'Antivari (néanmoins sous statut neutralisé). Sa participation aux deux guerres balkaniques – il est le premier à ouvrir les hostilités en 1912 – lui permet d'intégrer à son royaume de nouvelles provinces, le long de la frontière désormais commune avec la Serbie. Cette expansion, en plus d'assurer le prestige du souverain, doit servir aussi de moyen d'échapper à l'étreinte serbe et d'affirmer l'indépendance du Monténégro. Il n'est donc pas vraiment question d'une union avec la Serbie au seul bénéfice de cette dernière et de sa dynastie. On parlera davantage d'une compétition entre les Petrović et les Karageorgević autour de l'unification des Serbes (*cf.* Srdja Pavlović, p. 59-59). Or, à Belgrade, le Monténégro est davantage présenté comme appelé à intégrer la future Grande Serbie ; en un mot, à disparaître.

À la veille de la Grande Guerre, les regards se tournent donc vers les provinces occidentales, vers la mer Adriatique d'où les Serbes sont exclus. L'obstacle principal demeure la puissance austro-hongroise. Il en existe pourtant un autre qui ne doit pas être sous-estimé : l'Italie. Ce pays entretient des relations ambiguës avec la Serbie. Leur commune hostilité à l'Autriche-Hongrie, leur attachement au principe des nationalités, leur projet d'unification nationale les rapprochent. Les deux monarques, Victor-Emmanuel III et Pierre I<sup>er</sup> entretiennent des relations très cordiales. Néanmoins, les ambitions géopolitiques de l'Italie, aspirant à annexer les provinces dalmates, se heurtent au programme yougoslave de Belgrade sur le même espace. En abandonnant la défense des nationalités au profit d'un dessein impérialiste, les Italiens se heurtent inévitablement à celui des Serbes (cf. Fabrice Jesné). En 1918, effrayés par l'avancée italienne et la perspective de se retrouver sous la domination de Rome, les Croates choisiront de se placer sous la protection des Serbes et d'intégrer l'État yougoslave tel que Belgrade le conçoit. Ils deviendront ainsi l'obstacle à tout rapprochement entre Italiens et Serbes pendant toute la période de l'entre-deux-guerres <sup>(1)</sup>.

Revenons à la période des guerres balkaniques. L'Italie y adopte une position d'équilibriste. Si, d'un côté, elle s'inquiète de l'expansionnisme serbe en direction de l'Adriatique qu'elle veut freiner, elle n'en refuse pas moins une attaque de l'Autriche contre la Serbie. Une victoire austro-hongroise établirait l'hégémonie de Vienne sur les Balkans et signerait la fin des rêves d'influence que les responsables italiens nourrissent dans cet espace depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (cf. notre texte dans *Les guerres balkaniques*). C'est toute la problématique de la neutralité d'août 1914 qui s'exprime déjà. Il n'est pas question de participer à la curée contre la Serbie. Pour autant, la guerre qui éclate en 1914 peut, et même doit, être exploitée au profit des rêves de grandeur du royaume italien. Pour prix de sa participation aux côtés de l'Entente contre les Empires centraux, l'Italie obtient de vastes promesses territoriales inscrites dans le Traité de Londres (26 avril 1915) : l'annexion de l'Istrie et de Trieste, d'une partie de la Dalmatie et des îles adriatiques et un protectorat sur un État musulman réduit à son noyau central. Les intérêts serbes, défendus par la Russie, n'ont pas été sacrifiés pour autant puisque Belgrade recevra à la victoire son débouché sur la mer, par l'acquisition de provinces méridionales de la Dalmatie. Cela dit, l'installation de l'Italie sur les côtes slaves de l'Adriatique en fait un obstacle officiel de l'unification de tous les Slaves du Sud. C'est un point capital de toute cette affaire.

Avant d'étudier plus en détail la manière dont les Alliés de la guerre appréhendent le projet yougoslave, notons-en bien l'importance. Sa réalisation constitue un bouleversement de l'ordre géopolitique des Balkans. Il marque la réussite ou l'échec de l'application du principe des nationalités, conditionne la survie de

---

(1) Lire à ce propos François Grumel Jacquignon, *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'entre-deux-guerres, 1918-1935* ; Massimo Bucarelli, *Mussolini e la Jugoslavia (1922-1939)* ; Frédéric Le Moal, *Le front yougoslave pendant la Seconde Guerre mondiale*.

l'Autriche-Hongrie, l'influence de la Russie sur la turbulente péninsule, la solidité du système de défense que la France veut constituer en Europe contre l'Allemagne et la puissance adriatique de l'Italie. Ce ne sont pas, tant s'en faut, des problèmes mineurs...

### **Le projet yougoslave et les Alliés**

Peu ou prou, les Alliés se déclarent favorables à un agrandissement territorial de la Serbie. Tout dépend bien sûr de son étendue. En septembre 1914, après les premières victoires arrachées par l'armée serbe à l'Autriche-Hongrie, Pašić présente un double programme de buts de guerre. Le premier, que l'on peut qualifier de minimum, concerne l'annexion de la Bosnie-Herzégovine ainsi qu'un accès à la mer, et parachèverait le rêve de la Grande Serbie. Le second, dit maximum, relève du projet yougoslave puisqu'il vise à récupérer la Croatie, la Slovénie et la Voïvodine (cf. *La Serbie du martyre à la victoire*, p. 64-67). Pašić est persuadé que cet objectif coïncide avec les buts de guerre des Alliés de l'Entente, en lutte contre l'hégémonie que Berlin et Vienne tentent d'établir sur l'Europe (cf. l'article de Vojislav Pavlović dans *Balkanica*).

La réalisation des deux projets demeure soumise aux impératifs de la guerre et des intérêts des grandes puissances. Le maintien des pratiques du Concert européen se fait ici sentir avec force : les grands règlent les problèmes des petits sans les consulter, en fonction des intérêts des uns et des autres définis par les gouvernements des grandes puissances. Or, entre 1914 et 1915, l'objectif de la diplomatie russe, soutenue par ses alliés français et britanniques, vise à reconstituer l'alliance balkanique de 1912. L'enjeu est de convaincre Sofia de rejoindre le camp de l'Entente. Or, le prix à payer se situe en Macédoine, dans ses territoires convoités par les Bulgares et qu'ils ont perdus après leur défaite de 1913 contre leurs anciens alliés serbes. L'héritage des guerres balkaniques se fait ici sentir et la Première Guerre mondiale apparaît bien comme leur prolongement à bien des égards. L'obligation de voir la Bulgarie opter pour l'Entente, afin de briser l'axe reliant Berlin à Constantinople et d'accentuer la pression sur les Turcs pour libérer les détroits, commande de convaincre les Serbes de lâcher la Macédoine si durement acquise. Les capitales alliées n'hésitent pas, on le voit, à sacrifier les acquis serbes. Les pressions exercées sur Pašić sont donc très fortes mais se heurtent à son intransigeance. La Serbie ne lâchera rien, quoi qu'il en coûte.

En réalité, les Alliés sont très circonspects devant le programme serbe, surtout dans son expression yougoslave. Paris comme Londres sont très prudents dans le maniement du principe des nationalités. Il existe certes des courants intellectuels et politiques favorables à une application la plus étendue possible du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et qui militent pour une disparition de l'édifice austro-hongrois. Mais au niveau gouvernemental, d'autres facteurs entrent en jeu. Tout d'abord, il n'est pas question de mécontenter la Russie, empire multinational,

qui voit d'un mauvais œil le principe des nationalités dont la Pologne pourrait profiter. Ensuite se posent les problèmes de la Bulgarie et de l'Italie, deux pays qu'on espère attirer à soi par des promesses territoriales cyniques, bien loin du respect des peuples et dont le projet yougoslave fera les frais. Pourtant, la Serbie dispose de plusieurs cartes dans son jeu et dont elle ne manquera jamais de se servir. C'est certes une petite nation qui subit les décisions prises par le Concert européen mais elle possède une valeur géostratégique (un front contre l'Autriche-Hongrie), militaire (la valeur de ses troupes) et politique (un allié de l'Entente dans les Balkans) de nature à faire entendre sa voix.

### **Le tournant de l'invasion de la Serbie**

Paradoxalement, c'est au moment où les Serbes connaissent l'un des épisodes les plus tragiques de leur histoire qu'ils marquent des points. Suite à l'invasion simultanée des armées allemandes (octobre 1915), austro-hongroises et bulgares, leur armée cède et doit fuir le pays, accompagnée du gouvernement et de milliers de civils, à travers les montagnes glacées d'Albanie, afin d'être récupérée par la flotte alliée. La France s'inquiète des rumeurs de paix séparées qui se mettent à circuler. Pour conjurer ce péril, Aristide Briand, le président du Conseil, fait parvenir au Cabinet serbe une promesse, le 27 décembre 1915 : « la France s'associera à tous les efforts de la valeureuse nation serbe pour reconquérir l'intégrité de son territoire, son entière indépendance et la satisfaction de ses aspirations nationales. » (cf. Georges-Henri Soutou). Ces mots, suffisamment explicites pour indiquer que les annexions iront jusqu'en Croatie mais assez vagues pour garder une marge de manœuvre, constituent un véritable tournant dans la guerre que mène la Serbie. Néanmoins, la réalisation de cette promesse reste soumise à un certain nombre de facteurs, et non des moindres : la préservation de l'Autriche-Hongrie qui jusqu'en 1918 constitue l'un des buts de guerre des Alliés et l'obligation de prendre en compte le Traité de Londres, même si très tôt l'application intégrale du texte n'apparaît pas comme une nécessité absolue, sauf bien sûr chez les Italiens (cf. *La France et l'Italie dans les Balkans*) !

Car, depuis mai 1915, l'Italie participe à la guerre et son statut de grande puissance lui donne une influence supérieure à celle que la Serbie peut espérer exercer au sein de l'Entente. Rome entend bien en profiter pour imposer un respect total des engagements pris à Londres et sans lequel son entrée volontaire dans le conflit relèverait d'un marché de dupes auquel ni la monarchie ni le gouvernement ne survivraient. L'expansionnisme de la Serbie l'inquiète et elle compte la limiter par ses propres annexions mais aussi par la constitution d'une Croatie indépendante. *Divide ut imperes...* Quant aux autres capitales alliées, elles défendent, elles aussi, une vision très limitée du projet yougoslave. Si le Royaume-Uni ne fait pas obstacle à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et à la fusion avec le Monténégro, il n'en exige pas moins un abandon de la Macédoine au profit de la Bulgarie. La

Russie de son côté préfère une Grande Serbie orthodoxe qui n'intégrerait pas en son sein les éléments catholiques du monde yougoslave.

Dans ce combat contre ses propres alliés, la Serbie peut compter sur les opinions publiques qui, tout au long de la guerre, sont de plus en plus favorables au projet yougoslave. Le rôle joué par la propagande gouvernementale, les ouvrages scientifiques, l'engagement de divers intellectuels et d'hommes politiques en faveur des nationalités, en général et des Slaves, en particulier jouent un rôle crucial dans la prise en compte des intérêts serbo-yougoslaves, dans les attaques contre le nationalisme italien et ses revendications adriatiques, mais aussi dans les soupçons de germanophilie lancés contre les autres programmes yougoslaves dont celui du Comité de Londres <sup>(2)</sup>. Il s'agit en fait de persuader les dirigeants et l'opinion que les Croates, ayant vécu au sein de la monarchie des Habsbourg et ayant fait preuve jusque dans la guerre actuelle d'une fidélité solide à la dynastie, sont marqués par le germanisme. Seul leur contrôle par les Serbes en limitera la néfaste influence.

### La position française

La France, principal soutien des Serbes, demeure en fait très attentiste, jusqu'au ministère Clemenceau compris. Elle conserve un prudent silence devant le Pacte de Corfou (20 juillet 1917) qui marque la réconciliation entre un Pašić affaibli et le comité yougoslave de Londres. Ce rapprochement s'effectue au bénéfice de ce dernier puisque les Serbes doivent avaliser la forme fédérale du futur ensemble des Slaves du Sud. Ceci étant, le recul de Pašić est uniquement tactique. Le rusé Président du Conseil serbe joue avec le temps. Il sait pouvoir en outre compter sur ses appuis politiques. D'ailleurs Paris procède en septembre de la même année à une nomination significative, celle du vicomte de Fontenay comme ministre de France auprès du gouvernement serbe. Ce serbophile ardent, aussi anti-allemand qu'italophobe, œuvre en faveur d'une Yougoslavie contrôlée par les Serbes et jouant un rôle crucial dans la barrière anti-germanique de la France (*cf.* l'article de Pavlović Vojislav dans *Guerres mondiales et conflits contemporains*). À l'inverse, la chute du tsarisme porte un nouveau coup au projet yougoslave puisque Milioukov, le bulgarophile ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire, se déclare favorable, certes à un État yougoslave construit sur les provinces slaves de l'Autriche-Hongrie, mais amputé de la Macédoine et de la Dalmatie.

Il faut donc attendre la fin de la guerre en 1918 pour voir la situation se débloquer en faveur des Serbes. Avec une Russie hors-jeu, une Angleterre plutôt bulgarophile et une Italie hostile, leur unique espoir réside dans la France. Il est vrai que le contexte change en profondeur par rapport aux années précédentes :

---

(2) À ce sujet, lire l'article de Jacques Bariety dans *Relations Internationales* ou notre texte dans l'ouvrage *Les Européens et la guerre*.

Le projet yougoslave  
des guerres balkaniques à la victoire de 1918

- Le Traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1918 permet à la France de devenir le principal défenseur des nationalités en pleine émancipation (Lituanais, Ukrainiens, Polonais) pour en faire des alliés de revers à la place de la Russie.

- En avril 1918, la controverse Clemenceau-Czernin signe l'acte de décès des espoirs d'une paix négociée avec l'Autriche-Hongrie et libère les forces hostiles au maintien de l'Empire des Habsbourg au nom de l'équilibre européen.

- L'affaiblissement de l'Italie après le désastre de Caporetto conduit Rome à adopter une position moins rigide vis-à-vis des nationalités, d'où la tenue à Rome, entre le 8 et le 10 avril 1918, d'un congrès des peuples opprimés.

- Le soutien des États-Unis, avec l'abandon de l'Autriche-Hongrie, s'exprime d'une manière encore plus forte qu'en janvier 1918 au moment où, dans ses *14 Points*, Wilson s'était montré prudent.

La France semble déterminée à laisser aux Serbes le contrôle du futur État. Pourtant, elle agit toujours avec prudence. Elle refuse d'accorder sa reconnaissance officielle au Comité yougoslave de Londres, alors que les Britanniques, de plus en plus hostiles à Pašić, seraient prêts à franchir le pas. La fidélité des Slaves de la monarchie à leur empereur pèse de tout son poids dans la volonté française de favoriser les Serbes. De plus, la volonté de Pašić de s'entendre avec les Italiens, de trouver un *modus vivendi* autour de la Dalmatie tranche avec l'intransigeance dont fait preuve sur ce point le Comité de Londres et son chef Trumbić. De son côté, Paris compte bien arracher à son allié italien une révision à la baisse du Traité de Londres afin de faciliter l'installation d'une Yougoslavie la plus étendue possible.

La bataille décisive se joue en octobre-novembre 1918. Elle est menée par Pašić contre le projet yougoslave du Comité de Londres et du Conseil national SHS créé à Zagreb dans une Autriche-Hongrie en pleine décomposition. Les trois protagonistes se retrouvent à Genève, les 6-9 novembre 1918. Isolé, Pašić doit accepter de signer une déclaration en faveur d'une union des trois peuples serbe, croate et slovène, auquel se rajoutent les Monténégrins, au sein d'une structure dualiste. Mais les Serbes n'ont pas dit leur dernier mot. Fort du soutien du prince-régent Alexandre et de la France qui refuse de reconnaître le Conseil national de Zagreb, Pašić démissionne, entraînant avec lui l'Accord de Genève, avant d'être reconduit aux affaires par le Régent. La conquête des territoires yougoslaves par l'armée serbe (qui bénéficie du soutien du général Franchet d'Espérey) place le Cabinet Pašić en position de force. La peur des Italiens chez les Croates, comme nous l'avons dit, fera le reste.

\*

\*\*

L'affaire yougoslave illustre la nécessité de ne pas lire l'histoire à l'envers, c'est-à-dire par la fin, sous l'influence d'un déterminisme historique qui rendrait

Le projet yougoslave  
des guerres balkaniques à la victoire de 1918

les événements inévitables. En 1914, rien n'indique qu'un État yougoslave étendu sortira du conflit que l'on imaginait court et limité à une sorte de grande explication entre grandes puissances. Les années 1912-1918 – qui doivent être lues dans leur globalité en ce qui concerne les événements balkaniques – correspondent à une période de gestation du projet yougoslave qui emprunte différentes formes avant d'aboutir à celle que nous lui connaissons : une Yougoslavie centralisée sous contrôle des Serbes, malgré son nom originel d'État des Serbes, Croates et Slovènes. D'autres issues, d'autres scénarii restent possibles tout au long du conflit. Ce sont les circonstances qui ont pesé de tout leur poids, auxquelles s'est ajoutée l'action d'hommes d'État déterminés à en profiter pour réaliser ce qui apparaissait comme irréalisable à court terme en 1914 : l'unification des Slaves du Sud. Une construction politique en réalité fragile et dont la survie dépend de la solidité de l'ordre international qui en est le garant. La destruction de l'Europe de Versailles par le III<sup>e</sup> Reich entraînera celle de la Yougoslavie.

**Éléments de bibliographie**

- Le Moal Frédéric : « L'Italie et les guerres balkaniques. Le jeu d'équilibre » in Jean-Paul Bled et Jean-Pierre Deschodt (dir.) : *Les guerres balkaniques, 1912-1913* ; PUPS, 2014 ; p.165-175.
- Bled Jean-Paul : *L'agonie d'une monarchie. Autriche-Hongrie, 1914-1920* ; Tallandier, 2014 ; 484 pages.
- Bataković Dusan T. : *Les sources françaises de la démocratie serbe* ; CNRS éditions, 2013 ; 578 pages.
- Frédéric Le Moal : « La Serbie comme alliée fiable : le rôle de la presse et de la propagande, 1914-1918 » in Frédéric Dessberg, Christian Malis, Isabelle Davion (dir.) : *Les Européens et la guerre* ; Publications de la Sorbonne, 2013 ; 403 pages.
- Le Moal Frédéric : *Le front yougoslave pendant la Seconde Guerre mondiale. De la guerre de l'Axe à la guerre froide* ; Soteca, 2012 ; 300 pages.
- Le Moal Frédéric : *La Serbie du martyr à la victoire, 1914-1918* ; 14-18 éditions, 2008 ; 256 pages.
- Pavlović Srdja : *Balkan Anschluss. The annexion of Montenegro and the creation of the common South Slavic State* ; Purdue University Press, 2008 ; 228 pages.
- Pavlović Vojislav : « La troisième guerre balkanique. La France et les tentatives des Alliés de créer une nouvelle alliance balkanique 1914-1915 » in *Balkanica*, 2007, p. 199-200.
- Frédéric Le Moal : *La France et l'Italie dans les Balkans, 1914-1919. Le contentieux adriatique* ; L'Harmattan, 2006 ; 408 pages.
- Bucarelli Massimo : *Mussolini e la Jugoslavia (1922-1939)* ; Bari, Edizioni B.A.Grafiis, 2006 ; 416 pages.
- Bataković Dusan T. (dir.) : *Histoire du peuple serbe* ; L'Âge d'Homme, 2005 ; 400 pages.
- Bataković Dusan T. : « Les frontières des Balkans au XX<sup>e</sup> siècle » in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2005/1, p. 31.
- Jesnė Fabrice : « Les racines idéologiques de l'impérialisme italien dans les Balkans, 1861-1915 » in *Hypothèses*, 2005/1, p. 276.
- Bariety Jacques : « La France et la naissance du royaume des Serbes, croates et Slovènes, 1914-1919 » in *Relations Internationales* n° 103, 2000.
- Soutou Georges-Henri : « La France et la crainte d'une paix de compromis entre la Serbie et les puissances centrales, 1914-1918 » in *Cahiers du CEHD* n° 13, 2000, p. 13-14.
- Grumel Jacquignon François : *La Yougoslavie dans la stratégie française de l'entre-deux-guerres, 1918-1935. Aux origines du mythe serbe en France* ; Bern, Peter Lang, 1999 ; 670 pages.
- Vojislav Pavlović : « Une conception traditionnaliste de la politique orientale de la France. Le vicomte de Fontenay, envoyé plénipotentiaire auprès du roi Pierre I<sup>er</sup> Karageorgevitch (1917-1921) » in *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 193, 1999, p. 70-71.



# La Hongrie et les guerres balkaniques

Mihály Fülöp

| Professeur des universités.

« On fait la guerre quand on veut, on la termine quand on peut ».  
Nicolas Machiavel : *Le Prince*, 1513.

## Les acteurs, le décor

Quel était le rôle de la Hongrie dans les guerres balkaniques ? Depuis son indépendance éphémère lors de la révolution de 1848-1849 et sa lutte de libération contre l'Empire des Habsbourg, écrasée par l'Armée russe, la Hongrie fut forcée d'accepter en décembre 1867, une construction dualiste, devenant l'Empire austro-hongrois. À partir de cette date, l'empereur François-Joseph <sup>(1)</sup>, couronné également roi de Hongrie, règne sur les deux États réunis. Par ailleurs le ministre des Affaires étrangères et le chef d'État-major conduisent la diplomatie et l'armée communes de la Double Monarchie en accord avec le compromis « historique » conclu entre l'empereur François-Joseph et le Royaume de Hongrie.

## Des intérêts autrichiens et hongrois différents

La Hongrie, c'est-à-dire la « Transleithanie » de l'Empire austro-hongrois, est plus concernée par son histoire et sa position géostratégique dans l'immédiat voisinage des Balkans que la partie « autrichienne » de l'Empire (la Cisleithanie). Le Royaume de Hongrie est intéressé par le maintien de la paix d'équilibre établie au Congrès de Berlin mais se révèle incapable de mener une politique étrangère distincte, parce qu'incluse dans une Double Monarchie. L'Empire austro-hongrois est une des grandes puissances du concert des Nations, défenseur du *statu quo* et attaché au « *balance of power* » dans les Balkans plus que toute autre grande puissance. Il veille à la neutralité et au désintéressement des autres grandes puissances dans les Balkans pour empêcher l'émergence des alliances, répliques balkaniques de l'Entente et des puissances centrales <sup>(2)</sup> ou de la formation d'une « grande puissance

---

(1) François Joseph Charles de Habsbourg-Lorraine (Vienne 1830-1916) : empereur d'Autriche (1848-1916) et roi apostolique de Hongrie (1867-1916) sous le nom de François-Joseph I<sup>er</sup>, également roi de Bohême, de Croatie, de Dalmatie, de Slavonie, de Galicie, de Lodométrie et d'Illyrie.

(2) Selon le *Larousse*, la Triple-Alliance (20 mai 1882) ou Triplice est le nom donné au groupement politique constitué par l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

La Hongrie  
et les guerres balkaniques

régionale » (Bulgarie ou Serbie ou Roumanie). Néanmoins, aux moments cruciaux de cette période de transition et de rapports de force changeant en faveur de Budapest, les hommes d'État du Royaume de Hongrie (les ministres des Affaires étrangères communs à l'Empire, Gyula Andrassy <sup>(3)</sup> et István Burián <sup>(4)</sup> ; les gouverneurs de la Bosnie, Béni Kállay <sup>(5)</sup> et István Burián ; le Premier ministre : István Tisza <sup>(6)</sup> et le gouverneur de Serbie, Lajos Thallóczy <sup>(7)</sup>) ont pesé sur la politique étrangère et de défense communes de l'Empire en faisant valoir les intérêts géostratégiques hongrois.

Du Congrès de Berlin (13 juin - 13 juillet 1878) <sup>(8)</sup> à la Grande Guerre (1914-1918), le Concert des Nations réussit à résoudre les conflits entre les empires austro-hongrois et russe sans conflagration majeure. Le comte Gyula Andrassy formule les objectifs de la politique balkanique de la Double Monarchie dès le Congrès de Berlin pour contenir l'influence russe, grande puissance rivale dans les Balkans. Le ministre des Affaires étrangères de l'Empire austro-hongrois veut ainsi maintenir la paix, la stabilité et les intérêts de la Monarchie, empêchant la création de la Grande Serbie par l'occupation du Sandjak <sup>(9)</sup>, ainsi que l'Union de la Serbie avec le Monténégro ayant accès à la mer Adriatique et empêchant surtout la formation d'une Ligue balkanique unissant les Slaves du Sud sous l'égide de l'Empire russe. Il s'oppose à la création d'États-Nations (Grande Serbie, Grande Bulgarie, Grande Roumanie) ayant comme modèle la France puisque le principe des nationalités est contraire au caractère multinational de la Double Monarchie, constituée de sept nations et de treize nationalités différentes.

La situation du départ scelle le sort de la Hongrie. Depuis le printemps des peuples (1848), la Hongrie s'est embourbée dans une lutte interminable contre les nations voisines (roumaine, slovaque, croates) soutenant la cause autrichienne. Dans la Double Monarchie (1867-1918), la fragilité du Royaume de Hongrie multinational (en 1910, à peine la moitié de sa population parlait le hongrois) <sup>(10)</sup>, est manifeste à cause des nationalités qui cherchent des protecteurs à l'extérieur.

---

(3) Comte Gyula Andrassy (Kassa 1823-1890, Volosca) : Premier ministre de Hongrie (1867-1871) puis ministre des Affaires étrangères commun (1871-1879).

(4) Baron puis comte István Burián (Stomfa 1851-1922, Vienne) : gouverneur de Bosnie (1903-1912), en tant que ministre commun des Finances ; il devient ministre du Gouvernement d'István Tisza (1913-1915), puis ministre commun des Affaires étrangères (1915-1916).

(5) Béni Kállay (Pest 1839-1903 Vienne) : ministre commun des Finances et gouverneur de Bosnie entre 1882-1903.

(6) Comte István Tisza (Pest 1861-1918 Budapest) : Premier ministre du Royaume de Hongrie (1903-1905 et 1913-1917).

(7) Lajos Thallóczy (Buda 1856-1916 Herceghalom) : membre de l'Académie, gouverneur de Serbie en 1916.

(8) Le 13 juillet 1878, l'Acte final du Traité de Berlin reconnaît l'indépendance de la Roumanie, de la Serbie et du Monténégro dont les territoires sont agrandis. En revanche, la Bulgarie est seulement reconnue comme principauté tributaire des Ottomans ; elle perd la Roumélie, érigée en principauté autonome et la Macédoine, restituée aux Ottomans. Les acquisitions territoriales de l'Empire russe sont limitées dans le Caucase, tandis que l'Empire austro-hongrois s'avance vers les Balkans avec l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine et un droit de regard sur le Sandjak.

(9) Sandjak de Novipazar : ancien territoire de l'Empire ottoman situé à cheval sur les actuelles Serbie et Monténégro, voisin de la Bosnie-Herzégovine au Nord-Ouest et du Kosovo au Sud-Est.

(10) Voir la carte linguistique du Royaume de Hongrie de 1910 dans l'ouvrage *Révai Nagy Lexikon, tome 13*, p. 200, Budapest, 1915 (l'échelle de couleur de 0 à 100 % se situe en bas à droite).

L'ordre établi dans les Balkans assure la sécurité de la Hongrie puisque les grandes puissances veillent sur les ambitions d'expansion territoriale des petits États et ne permettent pas l'application du principe des nationalités. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'agonie de l'Empire ottoman <sup>(11)</sup>, ainsi que la convoitise de ses territoires européens (Macédoine, Albanie, Thrace) par les États balkaniques (Serbie, Monténégro, Bulgarie, Grèce) commencent à éroder l'ordre établi à Berlin. Des nouvelles menaces contre la sécurité apparaissent pour la Hongrie. À la veille des guerres balkaniques, l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'existence même de la Hongrie sont menacées de l'extérieur : à partir de 1903, par l'hostilité serbe, conjugué au panslavisme de l'Empire russe, et plus tard, à partir de 1913, par l'irrédentisme roumain concernant la Transylvanie <sup>(12)</sup> ; ainsi que de l'intérieur, par les velléités « trialistes » et la mise au pas de la Hongrie par l'Archiduc François-Ferdinand <sup>(13)</sup>.

### **Les menaces pour le Royaume de Hongrie**

La première de ces menaces se réalise avec l'élimination sanglante de la dynastie Obrenović <sup>(14)</sup>, à Belgrade, en 1903. Avec Karagjorgjević, la Serbie devient hostile, se rapprochant de l'Empire russe et de l'Entente. Par la suite, en 1908, c'est la révolution jeune turque qui ébranle l'ordre établi. C'est dans ce contexte qu'un autre acteur hongrois, le baron István Burián, gouverneur de la Bosnie, prend l'initiative de transformer l'occupation de ce territoire, sous suzeraineté nominale turque, en l'annexant à l'Empire afin de constituer une enceinte de protection pour la Dalmatie autrichienne et consolider le *statu quo* balkanique. Or, l'annexion de la Bosnie remet en cause la paix de Berlin. La Serbie proteste et l'Empire russe a recours à la mobilisation. Les deux ambitions impériales se heurtent. Aehrenthal <sup>(15)</sup>, ministre des Affaires étrangères et Conrad von Hötzendorf <sup>(16)</sup>, chef d'État-major de l'Empire, veulent saisir cette occasion pour anéantir la Serbie. La crise bosniaque du 5 octobre 1908 au 19 mars 1909 déclenche une rivalité entre les deux empires par la Serbie interposée, conduisant l'Europe au bord du précipice. Au dernier moment, la France laisse tomber l'Empire russe. La Serbie est contrainte d'obtempérer à l'*ultimatum* austro-hongrois et de reconnaître la Bosnie comme

---

(11) Fondé par une tribu turque en Anatolie occidentale, l'Empire ottoman (1299-1922) s'étendait au faite de sa puissance sur toute l'Anatolie, les Balkans, le pourtour de la mer Noire, la Syrie, la Palestine, la Mésopotamie, la péninsule arabique et l'Afrique du Nord (exception faite du Maroc).

(12) La Transylvanie est devenue partie intégrante du Royaume de Hongrie en 1867, habités majoritairement au Nord et à l'Est par des Hongrois et au Sud par des Roumains (voir la carte linguistique du Royaume de Hongrie de 1910).

(13) François-Ferdinand de Habsbourg-Este (Graz 1863-1914 Sarajevo) : Archiduc d'Autriche et prince royal de Hongrie et de Bohême ; héritier du trône de l'Empire austro-hongrois à partir de 1889. Ouvrage de référence : Jean-Paul Bled, *François-Ferdinand d'Autriche*.

(14) Le 11 juin 1903, un groupe d'officiers nationalistes, membres de la « Main noire » dirigés par Dragutin Dimitrijević dit « Apis », commet un coup d'État au cours duquel le roi Alexandre et la reine Draga sont assassinés. Cet épisode sanglant met un terme à la dynastie des Obrenović. Les conjurés soutiennent la dynastie rivale des Karagjorgjević, qui accède au trône grâce à ce meurtre, en la personne de Pierre I<sup>er</sup>.

(15) Comte Alois Lexa von Aehrenthal (1854-1912) : ministre commun des Affaires étrangères (1906-1912).

(16) Franz Conrad von Hötzendorf (Penzing 1852-1925 Bad Mergentheim) : chef d'État-major de l'Empire austro-hongrois entre 1906-1911 et 1912-1917.

partie intégrante de la Double Monarchie, renonçant ainsi à la réalisation de la Grande Serbie. La guerre est évitée de justesse.

Cette crise révèle la hantise hongroise de se noyer dans la mer des Slaves. Le mouvement panslave soutenu par l'Empire russe menace de faire disparaître la Grande Hongrie historique, puisque l'unification des Slaves du Nord (Slovaques, Ruthènes) <sup>(17)</sup> et des Slaves du Sud (Serbes, Croates) <sup>(18)</sup> pourrait rayer le Royaume de Hongrie de la carte de l'Europe. C'est pour cette raison que le Premier ministre Wekerle <sup>(19)</sup> proteste contre les plans d'occupation d'Aehrenthal et de Conrad, et s'oppose au partage ou à l'anéantissement de la Serbie, puisqu'il ne veut pas avoir quelques millions de Slaves de plus sur le territoire du Royaume de Hongrie.

De surcroît, c'est à cette période que le prince-héritier, l'Archiduc François-Ferdinand, émerge comme le véritable pôle de changement sur l'échiquier politique de la Double Monarchie. Il réussit à établir sa réputation de « dévoreurs de Hongrois ». Viscéralement hostile au parti de l'indépendance hongrois de 1848 (mené par Ferenc Kossuth <sup>(20)</sup> et Mihály Károlyi <sup>(21)</sup>), le prince héritier préconise, dans ses futurs plans, la transformation de la construction dualiste en trialisme (Autriche-Hongrie-Croatie) et souhaite l'introduction du suffrage universel en Hongrie pour faire triompher les nationalités en diminuant le poids politique de l'aristocratie hongroise. Selon Ottokar Czernin <sup>(22)</sup>, la politique du prince héritier doit « s'appuyer sur les baïonnettes », en introduisant « un absolutisme césarien ». Son programme de 1911 pour sa montée sur le trône envisage même l'instauration d'une dictature et l'occupation militaire de la Hongrie. Son entourage veut un Empire d'Autriche de langue allemande, éliminant la suprématie hongroise. Le prince héritier apparaît aux yeux des Hongrois comme un second centre de pouvoir dans la Double Monarchie, hostiles aux intérêts vitaux du Royaume de Hongrie. François-Ferdinand veut liquider la puissance hongroise et laisser s'unir les Slaves du Nord et du Sud. Transformer la Double Monarchie austro-hongroise en Triple Monarchie équivaudrait – avec la formation d'un État des Slaves du Sud à l'intérieure de la Monarchie (grande Croatie, élargie à la Serbie) – à un partage de la Hongrie.

Les velléités de François-Ferdinand, conjugués à la menace panslave contribuent à réunir, pendant et après la crise bosniaque, les prémices d'« une politique

---

(17) Les Slovaques, les Ruthènes se situent au Nord de la Hongrie (voir la carte linguistique du Royaume de Hongrie de 1910, *op. cit.*).

(18) Les Serbes, les Croates se situent au Sud de la Hongrie (voir la carte linguistique, *op. cit.*).

(19) Sándor Wekerle (Mór 1848-1921 Budapest) : Premier ministre hongrois entre 1892-1895, 1906-1910 et 1917-1918.

(20) Ferenc Kossuth (Pest 1841-1914 Budapest) : fils de Lajos Kossuth, chef du parti de l'indépendance hongrois de 1848 (entre 1896-1914).

(21) Comte Mihály Károlyi (Budapest 1875-1955 Vence) : homme politique et chef du Parti de l'indépendance hongrois entre 1914-1918, puis Président de la I<sup>re</sup> République populaire hongroise de 1918 à 1919.

(22) Comte Ottokar Czernin (Dimokur 1872-1932 Vienne) : ministre de l'Empire austro-hongrois à Bucarest (1913-1916) et ministre commun des Affaires étrangères (1916-1918).

étrangère hongroise » ayant comme objectif principal d'éviter la guerre avec l'Empire russe, afin de ne pas perdre la Grande Hongrie historique. Les hommes d'État hongrois s'opposent à la politique belliqueuse de Vienne, qui vise à déclencher une guerre « préventive » contre la Serbie aboutissant à une occupation militaire ou à une annexion, voir au partage de la Serbie entre l'Empire austro-hongrois, la Bulgarie et la Roumanie. La liquidation de la Serbie et son incorporation dans l'Empire signifieraient que le Royaume de Hongrie, avec l'apport de plusieurs millions de Slaves du Sud, perdrait sa majorité hongroise. De surcroît, l'Empire russe s'opposerait à la liquidation de la Serbie et déclencherait une guerre européenne. Les hommes d'État hongrois veulent éviter une guerre de suprématie entre les deux empires par le biais des petits États balkaniques interposés.

L'*ultimatum* austro-hongrois résout finalement la question bosniaque par la voie diplomatique. Le Concert des Nations est ébranlé mais la balance multipolaire fonctionne encore pour préserver la paix. Ainsi, Aehrenthal, à la fin de l'année 1909, sous la pression de la Hongrie, renonce à son plan d'incorporation. Il prend également en compte que l'Italie demandera des réparations dans le cas d'une expansion territoriale et qu'une Ligue balkanique se dressera contre la Monarchie. Conrad envisage d'accorder le Sandjak, sous suzeraineté nominale turque à la Serbie. Cette initiative du chef d'État-major met en lumière le caractère contradictoire de la politique hongroise. Burián, refuse l'annexion de la Serbie, mais ne veut pas non plus son agrandissement territorial. Le gouverneur de la Bosnie s'oppose, ainsi, à céder le Sandjak à la Serbie, une cession territoriale ouvrant la voie à l'unification des deux États serbes (Serbie, Monténégro).

Aehrenthal et Conrad tentent d'affaiblir la Serbie et le Monténégro, de renforcer une Grande Bulgarie alliée et de former un État albanais indépendant pouvant reprendre la fonction de l'Empire ottoman, c'est-à-dire d'interdire l'accès de la Serbie à la mer Adriatique et assurer à la Monarchie la route vers Salonique. Or, à partir de la crise bosniaque et des guerres balkaniques, la logique des alliances militaires prend le dessus. Le gouvernement Wekerle est incapable de se détacher de la tutelle de la cour impériale de Vienne. De même, la Double Monarchie est incapable de se détacher de l'alliance de l'Allemagne (*cf.* le mémoire de Lilla Fülöp). Le mirage d'une Hongrie « rebelle » se dissipe : celle-ci réussit à modérer et encadrer l'action extérieure de la Monarchie, mais ne départit pas de l'orientation fondamentale de sa politique étrangère et de défense. La Hongrie, ayant perdu la bataille (1903-1912) pour former une armée hongroise autonome (Honvédség), devient de plus en plus subordonnée à l'autorité militaire du vieil empereur François-Joseph. Quant à ce dernier, il a plus besoin que jamais de son alliance avec Guillaume II <sup>(23)</sup> pour mener une politique de « grande puissance » et reconnaît ainsi de plus en plus la direction de Berlin, surtout dans les affaires balkaniques.

---

(23) Frédéric Guillaume Victor Albert de Hohenzollern (Berlin 1859-1941 Doorn) : roi de Prusse et Empereur allemand de 1888 à son abdication en 1918.

C'est sur cette toile de fond que se dessine la politique balkanique de la Double Monarchie. Nous allons essayer de démontrer « l'aspect hongrois » des guerres balkaniques sur la base des journaux tenus par les acteurs hongrois de l'époque (István Burián <sup>(24)</sup>, Lajos Thallóczy) et la bibliographie hongroise <sup>(25)</sup> récente.

## La première guerre balkanique (18 octobre 1912 - 30 mai 1913)

### *Un Empire ottoman en déliquescence*

Au moment où Berchtold <sup>(26)</sup>, un proche de François-Ferdinand et rival de Burián, s'apprête à prendre le ministère des Affaires étrangères (laissé vacant avec la mort d'Aehrenthal), un accord secret bulgare-serbe se prépare sous l'égide de l'Empire russe pour partager la Macédoine <sup>(27)</sup>, possession de l'Empire ottoman. Cet accord entre ses deux États slaves, conclu le 13 mars 1912, est dirigé contre les Ottomans et les Austro-Hongrois. En effet, la Double Monarchie est intéressée par la Macédoine, puisqu'elle lui ouvre la voie vers Salonique et l'accès à la mer Égée et à la Méditerranée. L'élargissement de cet accord bulgare-serbe au Monténégro et à la Grèce le transforme en Ligue balkanique qui prépare la guerre pour partager les territoires européens de la Sublime Porte. L'Empire russe s'oppose toutefois à la participation du Monténégro et de la Grèce parce qu'ils échappent à son contrôle.

Les deux Empires (austro-hongrois et russe) luttent pour la suprématie dans les Balkans mais ne veulent pas de cette guerre. C'est ainsi que Berchtold continue à mener une politique étrangère sans changer l'orientation de la politique du *statu quo* d'Aehrenthal jusqu'au mois d'avril 1913. Il œuvre pour la création d'une Albanie indépendante, d'une Grande Bulgarie, tout en préservant un Monténégro amical, ne voulant ni annexer le Sandjak, ni absorber la Serbie. Quant à la politique de l'Empire russe, rivale de la Double Monarchie, celle-ci ne vise pas non plus à bouleverser l'ordre établi dans les Balkans. De ce fait, Sazonov <sup>(28)</sup> veut saisir les Détroits <sup>(29)</sup>, tout en maintenant l'intégrité de l'Empire ottoman et en faisant la concorde avec les États balkaniques. Cette politique russe devient

---

(24) *Bárá Burián István naplói [Diary of Baron Burián] 1907-1922.*

(25) Penka Peykovska et Gábor Demeter (dir.) : *Bulgaria and Hungary at war (1912-1918)* ; Gábor Demeter : *The Balkan Policy of Baron István Burián and Count István Tisza during the Balkan wars (1912-1913)* ; Penka Peykovska : *Lajos Thallóczy's Diary about Bulgaria and Austria-Hungary's foreign Policy during the Balkan wars (2 June 1912 - 26 November 1913)* ; Demeter Gábor : *Kisállami törekvések és nagyhatalmi érdekek a balkán-háborúk idején (1912-1913).*

(26) Comte Leopold von Berchtold (Vienne 1863-1942 Peresznye) : ministre commun des Affaires étrangères (1912-1915). Théoriquement un noble hongrois, mais ne parlant pas cette langue, il devait son poste à la règle de la distribution des trois ministères communs, selon laquelle seulement un seul poste pouvait être occupé par un Hongrois.

(27) Voir la carte publiée dans son rapport par la Fondation Carnegie en 1914.

(28) Sergei Sazonov (Ryazan province 1860-1927 Nice) : beau-frère du Premier ministre Pierre Stolypine et ministre des Affaires étrangères russe entre 1910-1916.

(29) Le détroit du Bosphore relie la mer Noire à la mer de Marmara et marque, avec les Dardanelles, la limite méridionale entre les continents asiatique et européen. Il sépare les deux parties anatolienne (Asie) et rouméliote (Europe) de la province d'Istanbul.

rapidement irréalisable, de même que celle d'Izvol'sky<sup>(30)</sup> consistant à saisir les Détroits uniquement avec l'accord des grandes puissances. Le *tsar* Nicolas II<sup>(31)</sup> décide de contenir l'expansion autrichienne dans les Balkans par une mobilisation de son armée au mois de septembre 1912. Cette mobilisation et l'opposition hongroise à « une guerre préventive » amènent l'empereur François-Joseph à retenir Conrad qui voulait lancer son armée contre la Serbie. Ainsi, les deux puissances rivales se neutralisent en s'opposant à l'attaque de l'Empire ottoman de la part de la Bulgarie, de la Serbie, du Monténégro et de la Grèce ; mais, la Ligue balkanique décide quand même de régler « la question de l'Orient » par les armes.

Le 18 octobre 1912, les États balkaniques attaquent ainsi l'Empire ottoman. Dès le début, Burián espère que le conflit se prolongera et qu'une victoire turque provoquera la désintégration de la Ligue balkanique et, de ce fait, la perte de l'influence russe dans les Balkans. Or, pour le plus grand malheur des hommes d'État austro-hongrois, l'Empire ottoman est défait en quelques semaines. L'armée bulgare remporte une éclatante victoire sur les Turcs en Thrace<sup>(32)</sup> (front Sud) et arrive aux portes de Constantinople (actuel Istanbul, Turquie) le 5 novembre 1912. Les Serbes, les Monténégrins et les Grecs battent les Turcs en Macédoine et en Albanie. Les armées grecque et bulgare occupent Salonique.

Une fois les Détroits menacés, l'Empire russe, ainsi que la Grande-Bretagne veulent éviter qu'ils soient contrôlés par les Bulgares, alors que Berchtold ne s'oppose pas à l'occupation bulgare de Constantinople. Les grandes puissances abandonnent ainsi le désintéressement/la neutralité ; tandis que la Roumanie soutient l'Empire russe pour ouvrir les Détroits. Malgré l'insistance de Conrad afin d'attaquer la Serbie, Berchtold fait valoir sa politique pour le rétablissement de la paix. L'arrêt des troupes bulgares par les Turcs sur la ligne de Tchataldja<sup>(33)</sup> le 17 novembre 1912 et la guerre de tranchées qui s'en suit ouvrent une période de répit pendant quelques mois.

### **Une difficile négociation de paix**

L'armistice du 3 décembre 1912 remet en cause le *statu quo* et met à mal la politique de désintéressement de Poincaré<sup>(34)</sup>. À la suite des victoires de la Ligue balkanique, Grey<sup>(35)</sup> et Poincaré obligent les grandes puissances (Grande-Bretagne,

---

(30) Comte Alexander Izvol'sky (Moscou 1856-1919 Biarritz) : ministre des Affaires étrangères russe (1906-1910) puis Ambassadeur à Paris (1910-1917).

(31) *Tsar* Nicolas II de Russie (Tsarskoïe Selo 1868-1918 Ekaterinbourg) de la dynastie des Romanov : dernier Empereur de Russie (1894-1917). Assassiné avec toute sa famille le 17 juillet 1918 à Ekaterinbourg.

(32) Région de l'Europe sud-orientale aujourd'hui partagée entre la Bulgarie (Thrace du Nord), la Grèce (Thrace occidentale ou Thrace égéenne) et la Turquie (Thrace orientale).

(33) Çatalca, un des 39 districts d'Istanbul.

(34) Raymond Poincaré (Bar-le-Duc 1860-1934 Paris) : ministre à plusieurs reprises, Président du Conseil puis président de la République (1913-1920) ; l'une des plus grandes figures politiques de la III<sup>e</sup> République et l'un des personnages centraux de la Première Guerre mondiale.

(35) Baron Edward Grey (Londres 1862-1933 Falodon) : ministre des Affaires étrangères du Royaume-Uni (1905-1916).

## La Hongrie et les guerres balkaniques

France, Allemagne, Italie, Empires austro-hongrois et russe) à convoquer, à Londres, une conférence de paix des petits États balkaniques qui échappent, désormais, à leur influence. Jusqu'à la rupture de l'armistice, les grandes puissances ont encore une fenêtre d'opportunité pour influencer le cours des événements. Le ministre des Affaires étrangères russe préférerait le partage de la partie européenne de l'Empire ottoman par les petits États eux-mêmes que par une conférence des grandes puissances. Ainsi, Sazonov veut compenser la Roumanie avec le Quadrilatère <sup>(36)</sup> et la Serbie, grâce à un port adriatique – Durazzo (Durrës en Albanie) – pour rétablir la paix d'équilibre dans les Balkans. Berchtold et Burián soutiennent cette demande roumaine afin de détourner son attention de la Transylvanie. Néanmoins, les deux empires se heurtent, en novembre 1912, au refus de la Bulgarie.

Dès le mois de janvier 1913, François-Ferdinand et Berchtold pressent les États balkaniques à conclure la paix avec les Ottomans. Ils essayent de limiter l'ampleur de leur défaite en leur accordant Adrianople <sup>(37)</sup>, assiégée par l'armée bulgare, pour pouvoir protéger Constantinople. Or, la défaite turque de mars-avril 1913 et l'occupation d'Adrianople par les Bulgares et les Serbes mettent brusquement fin à la première guerre balkanique. L'Empire ottoman tenait à diviser la Ligue balkanique en invitant l'intervention des grandes puissances, alors que l'Allemagne se distinguait de plus en plus de la politique pro-bulgare de Berchtold et s'orientait vers une politique pro-turque et pro-roumaine. Le traité de paix entre la Ligue balkanique et l'Empire ottoman est signé le 30 mai 1913, à Londres. Le grand bénéficiaire de ce traité est la Serbie, qui double son territoire avec l'annexion du Sandjak, du Kosovo et d'une partie de la Macédoine. Le *tsar* Ferdinand <sup>(38)</sup> est mécontent du règlement de paix, puisque la Bulgarie qui a fourni le plus de sacrifices pour la victoire commune est privée de la plus grande partie de la Macédoine bulgarophone, occupée par la Serbie et la Grèce, en dépit de l'accord secret du 13 mars 1912. La Serbie, de même que la Grèce ont toutes les deux exigé la Macédoine. Le *tsar* Ferdinand insiste pour rétablir la Grande Bulgarie de San Stefano <sup>(39)</sup> et déclenche ainsi, de nouveau, la rivalité des petits États.

La conférence des ambassadeurs à Londres (décembre 1912-juillet 1913) est convoquée pour régler les différends entre les États victorieux de la Ligue balkanique concernant le partage des territoires européens de l'Empire ottoman.

---

(36) Province historique d'Europe, sur la mer Noire, limitée à l'Ouest et au Sud par le Danube. Le Congrès de Berlin (1878) attribua le Nord de la Dobroudja à la Roumanie et le Sud de la Dobroudja (Quadrilatère ou Dobroudja méridionale) à la Bulgarie. Ce dernier fut annexé en 1913 par la Roumanie.

(37) Edirne, autrefois Andrinople ou Adrianople, province turque du même nom, limitrophe de la Bulgarie et de la Grèce : bulgare après la 1<sup>re</sup> guerre balkanique (octobre 1912-mai 1913), mais turque après la 2<sup>de</sup> guerre (juin-juillet 1913).

(38) Ferdinand I<sup>er</sup> de Bulgarie, Prince de la maison Saxe-Cobourg et Gotha (Vienne 1861-1948 Cobourg) : élu prince de Bulgarie en 1887, prend le titre de *tsar* des Bulgares en 1908. Il abdique et laisse le trône de Bulgarie à son fils aîné Boris en 1918.

(39) Traité de San Stefano (3 mars 1878) : convention imposée par l'Empire russe à l'Empire ottoman grâce à ses victoires dans leur guerre de 1877-1878. Une Grande Bulgarie fut alors établie, les Balkans devenant une zone d'influence russe. Le Congrès de Berlin (1878), réuni peu après, rétablit l'équilibre européen aux dépens de la Russie et de la Bulgarie.

## La Hongrie et les guerres balkaniques

La compétition bulgare-grecque et serbe concernant la Macédoine est devenue une question centrale à résoudre. Salonique (ou Thessalonique) est accordé à la Grèce, arrivée la première au port méditerranéen, quelques heures avant les Bulgares. Les grandes puissances se révèlent impuissantes à régler les différends entre vainqueurs : les Bulgares ne se sont pas satisfaits d'obtenir Kavala (aujourd'hui ville grecque) en échange de Salonique. Quant à la Roumanie, elle veut éviter l'influence prépondérante d'une grande puissance (Empires russe ou austro-hongrois) en Bulgarie ; c'est pour cette raison qu'elle exige une compensation (le Quadrilatère) face à l'expansion des États slaves en Macédoine, afin de retrouver une paix d'équilibre dans les Balkans. Une nouvelle conférence des ambassadeurs est convoquée à Saint-Pétersbourg (mars-mai 1913) pour régler le différend bulgare-roumain et la question albanaise. Sazonov essaye alors de maintenir la Ligue balkanique et d'attirer la Roumanie dans une alliance contre la Double Monarchie.

La politique du *statu quo* de la Double Monarchie dans les Balkans s'effondre. L'Empire austro-hongrois n'a pas su empêcher la recomposition des Balkans à son détriment. Ainsi, il est contraint d'accepter l'expansion territoriale de la Ligue balkanique. Néanmoins, le 20 décembre 1912, sa diplomatie fait reconnaître, comme maigre consolation, l'indépendance de l'Albanie par les grandes puissances. L'Empire austro-hongrois et l'Italie veulent former une Grande Albanie viable, selon le principe des nationalités (Albanie et Kosovo réunis), se substituant au rôle que, jadis, l'Empire ottoman remplissait, afin de contenir la Serbie et le Monténégro et contrôler l'accès à la mer Adriatique. L'Empire russe proteste et tente de réduire le territoire albanais, en espérant que l'influence russe – par les deux États serbes interposés – s'étendra jusqu'à la mer Adriatique. Quant à Berchtold, il s'oppose à prendre les armes contre les Serbes : « je pourrais provoquer une guerre facilement, mais je ne le veux pas » (*Bulgaria and Hungary at war*, p. 46) répond-il à l'accusation de Burián d'être indécis face aux Russes alors qu'il tente de les apaiser dans la question des Détroits. Burián veut éviter le contrôle des Détroits par l'Empire russe ou par la Bulgarie en espérant que l'Empire russe ne ferait pas la guerre pour sauver la Serbie. De ce fait, une alliance de la Double Monarchie avec la Bulgarie pourrait contrebalancer la Serbie et détourner son attention de l'Empire austro-hongrois vers la Macédoine. En même temps, Burián s'oppose à l'occupation de Durazzo par les Serbes et au siège de Scutari (Shkodër, Nord-Ouest de l'Albanie) par Nikita<sup>(40)</sup> puisqu'il y voit une menace pour la sécurité de l'Empire austro-hongrois. C'est pour cette raison que Berchtold cède le Sandjak à la Serbie en mars 1913 pour la faire renoncer à Durazzo. La Conférence de Londres, en juin 1913, entérine cette cession qui unit la Serbie à l'autre État serbe, le Monténégro et établit une Albanie indépendante, diminuée dans son territoire. La Double Monarchie réussit à obtenir le retrait des troupes monténégrines de Scutari (assiégé depuis le 12 novembre 1912 et occupé par les troupes de

(40) Nicholas I<sup>er</sup> de Monténégro (Nikita), également connu sous le nom de Mirkov Petrović-Njegoš (Njeguši 1841-1921 Cap d'Antibes) : prince souverain (1860-1910) puis roi de Monténégro (1910-1918).

Nikita le 23 avril 1913) par une démonstration de force des flottes des six grandes puissances, dernière manifestation du Concert des Nations <sup>(41)</sup>.

Ce changement radical de la politique balkanique opéré par l'Empire austro-hongrois est accompagné par l'évolution de la politique intérieure hongroise. Ainsi, la victoire électorale du parti du travail d'István Tisza sur le parti de l'indépendance hongrois de 1848, démontre que la loyauté manifestée à l'Empereur (jadis détesté) est le meilleur remède pour parer aux menaces extérieures (russe, serbe, roumaine) et intérieure (François-Ferdinand). Tisza est bien conscient que, sans l'Empire au moment où des forces énormes se préparent dans le voisinage, le Royaume de la Hongrie deviendrait indéfendable. Burián, nommé ministre auprès de François-Joseph dans le cabinet Tisza au mois de juin 1913, devient ainsi un quasi « ministre des Affaires étrangères hongrois » et, de ce fait, un intermédiaire incontournable entre le Premier ministre hongrois et l'Empereur.

## La seconde guerre balkanique (29 juin - 9 août 1913)

### ***Un changement de politique étrangère austro-hongroise et une Bulgarie piégée***

Tisza prononce un discours <sup>(42)</sup> au Parlement de Budapest, le 19 juin 1913, pour expliquer ce changement de politique étrangère. Il répond au télégramme conciliateur de Nicolas II du 8 juin 1913, adressé aux rois de Serbie et de Bulgarie pour offrir son arbitrage sur le partage de la Macédoine, prévu dans l'accord secret bulgare-serbe du 13 mars 1912. Le *Tsar* veut ainsi éviter « une guerre fratricide entre les États slaves », puisque la rupture entre la Serbie et la Bulgarie serait « un triomphe pour l'Autriche ». En conséquence, le Premier ministre hongrois justifie la volte-face de la diplomatie austro-hongroise, l'abandon soudain de la politique du *statu quo* et la reconnaissance de la recomposition territoriale de la péninsule balkanique. C'est ainsi que la Double Monarchie soutient l'indépendance « véritable et totale » des États balkaniques pour rendre « les Balkans aux peuples balkaniques ». L'Empire austro-hongrois, a de ce fait, reconnu le nouvel ordre établi à partir du moment où les peuples balkaniques sont capables d'obtenir leur indépendance grâce à leurs victoires militaires, de conquérir leurs territoires et non pas de les obtenir comme cadeau par l'intervention d'une ou plusieurs grandes puissances tutélaires. Le Premier ministre souligne ainsi le désintéressement austro-hongrois dans les Balkans : la Double Monarchie ne cherche pas des privilèges, ni expansion territoriale, ni sphères d'influence/protectorat. Néanmoins, István Tisza expose clairement les limites : la Double Monarchie s'oppose à l'occupation militaire par la Serbie des territoires habités, au bord de la mer Adriatique, par des non-Slaves et

(41) Voir la caricature du journal anglais *Puck* sous le titre : « *Nicholas of Montenegro, "the Leonidas of the Balkans"* » parue en mai 1913, également en couverture de *Bulgaria and Hungary at War (1912-1918)*.

(42) *Gróf Tisza István képviselőházi beszédei [Les discours parlementaires du comte István Tisza] Tome V*, p. 365.

soutient la formation d'un État albanais indépendant, au nom du principe des nationalités. Tisza reconnaît que les litiges concernant le partage des territoires ottomans européens pourraient provoquer une nouvelle guerre. Le Premier ministre hongrois expose dès lors les différentes voies du règlement : guerre ou règlement pacifique par négociations directes ou par médiation (ou arbitrage) d'une grande puissance tout en considérant que ce dernier serait une « intervention » en vue d'obtenir des privilèges au détriment de l'indépendance des États.

Tisza, au nom de l'Empire austro-hongrois et en accord avec Berchtold, rejette toute idée d'intervention russe (médiation entre Bulgares et Serbes ou intervention armée, ainsi que patronage envers la Ligue balkanique) qui aboutirait à une suprématie russe dans les Balkans. De même qu'il déplore que la création d'une (Grande) Albanie sur la base des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, soit défié par la Serbie. Le Premier ministre hongrois laisse ainsi entendre qu'un État balkanique indépendant et viable est préférable à un État vassal de l'Empire russe. Il affirme qu'une paix des grandes puissances ou une alliance balkanique serait une mauvaise solution pour la sécurité de la Double Monarchie. Cette adaptation de la politique austro-hongroise au triomphe des nationalismes balkaniques est tellement ambiguë que le discours de Tisza est diversement perçu en Serbie et en Bulgarie. D'une part, Pašić <sup>(43)</sup>, le chef du gouvernement serbe, l'interprète – correctement – comme une manifestation de neutralité dans une guerre à venir. D'autre part, le roi Ferdinand déduit – à tort – que ce discours est destiné à le soutenir s'il refuse la médiation russe alors que, par ce biais, la Bulgarie voulait récupérer les territoires promis dans l'accord secret (c'est-à-dire, la vallée du Vardar). De cette interprétation erronée découlait aussi le rejet bulgare des négociations directes avec les Serbes.

Le journal d'István Burián permet d'éclairer les arrière-pensées austro-hongroises sur le conflit interallié. Berchtold s'oppose à la réconciliation bulgaro-serbe sous le patronage russe, ayant connaissance des manœuvres de la diplomatie tsariste. À la conférence de Saint-Pétersbourg, Sazonov distribue « généreusement » les territoires de l'Empire ottoman défait, de l'Empire austro-hongrois rival et de la Bulgarie (slave), pour pouvoir bâtir une alliance pro-russe. Il promet la Macédoine à la Bulgarie et la Bosnie (austro-hongroise) à la Serbie, de même que la Transylvanie (hongroise) et le Quadrilatère (bulgare) à la Roumanie, afin de détourner l'attention roumaine de la Bessarabie (russe). Berchtold et Burián, en essayant de contrer les manœuvres russes, veulent bien accorder la vallée du Vardar à la Bulgarie, mais ne souhaitent pas aller jusqu'à une « guerre préventive » contre la Serbie. La Bulgarie veut éviter son isolement total, car elle est encerclée par ses alliés qui lui sont de plus en plus hostiles, ainsi que par l'Empire ottoman, qui prépare sa revanche. Le roi Ferdinand compte – en vain – sur l'Empire austro-hongrois afin d'empêcher une intervention militaire roumaine contre la Bulgarie.

---

(43) Nikola Pašić (Zaječar 1845-1926 Belgrade) : Premier ministre de Serbie entre 1891-1892 et 1904-1918 et Premier ministre du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes entre 1918, 1921-1924, 1924-1926.

La Double Monarchie ne pouvant plus rien pour la Bulgarie, Burián voit un certain avantage dans une éventuelle défaite bulgare : une Bulgarie revancharde sera anti-serbe, contrainte et forcée de s'allier avec l'Empire austro-hongrois. Par contre, Burián croit – à tort – que l'Empire russe ne permettra pas l'intervention roumaine contre la Bulgarie. Pourtant, le message du 8 juin 1913 du *Tsar* est clair sur ce point : « l'État, qui lancerait une telle guerre (criminelle), sera tenu pour responsable et jugé à l'aune de la fraternité slave » (cf. *Les discours parlementaires du comte István Tisza*).

La Serbie provoque délibérément le conflit en demandant au *tsar* Nicolas II la révision de l'accord secret bulgare-serbe du 13 mars 1912, puis en dénonçant l'accord et en refusant, finalement, l'arbitrage russe sur cette question. En conséquence, le 29 juin 1913, le roi Ferdinand, lance ses troupes contre les armées serbe et grecque en Macédoine (cf. Richard C. Hall, p. 107-130). Il espère une victoire rapide sur ses anciens alliés et pense parvenir à un arbitrage russe favorable à la Bulgarie en créant un « fait accompli ». Les Bulgares se sont bernés d'illusions en pensant pouvoir compter sur l'Empire austro-hongrois, ainsi que sur la Roumanie contre la Serbie, et en pensant que l'Empire russe panslave manifesterait sa bienveillance à leur égard.

Tous ces calculs se révèlent désastreux puisque c'est exactement le contraire qui se produit. L'attaque bulgare est repoussée par les Serbes et les Grecs, aidés par les Monténégrins. Nicolas II se retourne contre Ferdinand, en soutenant la Serbie, son seul allié dans les Balkans. L'Empire ottoman reprend également les armes et envahit la Thrace orientale en récupérant la ville d'Adrianople. Berchtold considère cette attaque turque comme le début d'un chaos généralisé dans les Balkans, puisque « tout le monde combat tout le monde ». Il échoue dans la conciliation de la politique balkanique de la Double Monarchie et de l'Allemagne. Sa diplomatie n'est soutenue ni par l'Allemagne, ni par la Roumanie. Cette dernière cherche à obtenir dès le 28 juin, par *ultimatum*, la cession du Quadrilatère. Berchtold essaye, sans succès, de dissuader la Roumanie de poignarder dans le dos la Bulgarie. À partir du 10 juillet, les troupes roumaines marchent vers le cœur de la Bulgarie, sans rencontrer de résistance : le 23 juillet elles sont à Vrazhdebna (à 15 km de la capitale Sofia). Quant à l'armée grecque, entre le 30 juillet et le 9 août, elle est encerclée par l'armée bulgare, mais est sauvée, *in extremis*, par une demande d'armistice bulgare. Dans cette guerre éclair interalliée, la Bulgarie subit une défaite cuisante et frôle la catastrophe nationale.

### **Une paix avantageuse pour la Roumanie et la Serbie**

Les grandes puissances n'interviennent pas dans cette guerre pour rétablir la paix d'équilibre dans les Balkans : celles-ci sont également absentes des négociations de paix. Dans les traités de Bucarest du 10 août 1913 (entre les anciens alliés) et de Constantinople du 29 septembre 1913 (avec l'Empire ottoman), la Bulgarie

perd la Macédoine, le Quadrilatère et la Thrace. La Roumanie est le grand bénéficiaire de ce règlement, devenant la puissance dominante dans les Balkans. C'est la politique austro-hongroise *divide et impera* qui a ouvert la voie à cette montée en puissance. La diplomatie roumaine, soutenue à la fois par l'Allemagne et l'Empire austro-hongrois d'une part, et l'Empire russe d'autre part, dicte une nouvelle paix d'équilibre balkanique, dirigée contre la Bulgarie. Sazonov a gagné son pari : il a remporté une victoire diplomatique avec une Serbie alliée, agrandie et victorieuse, et une Roumanie « détournée » de la Triplice. La Double Monarchie a, ainsi, échoué de protéger les intérêts bulgares contre ses adversaires. La Roumanie – après avoir annexé le Quadrilatère – a la voie libre pour récupérer la Transylvanie (hongroise). Quant à l'Allemagne, elle ne veut pas que la Bulgarie remplace la Roumanie, aux côtés de la Triplice. Or, sans l'appui de l'Allemagne, la diplomatie austro-hongroise est incapable de mener une action autonome dans les Balkans. L'Empire russe a abandonné la Bulgarie pour s'allier avec la Serbie, qui va l'entraîner, par la suite, dans un conflit avec les Austro-Hongrois. La disparition de la Ligue balkanique pro-russe, déclenche la formation de deux regroupements d'États balkaniques opposés : un premier constitué par la Serbie, la Roumanie et la Grèce, s'orientant vers l'Empire russe (faisant partie de l'Entente <sup>(44)</sup>) ; et un second constitué par l'Albanie, la Bulgarie et l'Empire ottoman, s'orientant vers la Triplice <sup>(45)</sup>. De ce fait, ce ne sont plus les grandes puissances qui mènent, désormais, le jeu des alliances, mais bien les États balkaniques, comme la Serbie et la Roumanie, qui essayent, non seulement, d'exploiter leurs discordes, mais les entraînent, également, dans des conflits pour mieux servir leurs intérêts.

La Serbie, agrandie par sa double victoire dans les guerres balkaniques et confiante dans le soutien indéfectible de l'Empire russe, refuse ainsi d'exécuter la résolution de la réunion des Ambassadeurs de Londres concernant l'évacuation des territoires albanais. C'est à l'automne 1913 que Tisza, Berchtold et Burián réussissent à régler ce conflit par voie diplomatique, lors du soulèvement albanais contre l'occupation serbe. Le 18 octobre 1913, dans un *ultimatum* rédigé par Burián, l'Empire austro-hongrois, soutenu par l'Allemagne et l'Italie, exige du gouvernement Pašić de retirer ses troupes des territoires accordés à l'Albanie. Burián incite Berchtold à la fermeté contre la Serbie, considérant une démarche collective des grandes puissances sans espoir. À la différence de Conrad, Burián ne veut ni partager la Serbie, ni occuper son territoire, mais il est prêt à prendre les armes, si nécessaire. Burián est persuadé que le gouvernement Pašić ne comprend que le langage de la force. Mais, Berchtold préfère limiter cette action à une démarche diplomatique. Quant à l'Empire russe et la France, ils ne veulent pas intervenir en faveur de leur protégé balkanique. La Serbie doit, ainsi, obtempérer à l'*ultimatum* austro-hongrois pour la deuxième fois (le premier concernait la Bosnie, en mars 1909).

---

(44) L'alliance militaire de la France, du Royaume-Uni et de l'Empire russe, désignée sous le terme de Triple-Entente (31 août 1907) par opposition à la Triple Alliance, est en fait la combinaison de plusieurs accords bilatéraux entre les 3 pays.

(45) Triple-Alliance ou Triplice (20 mai 1882) : groupement politique constitué par l'Allemagne, l'Empire austro-hongrois et l'Italie. Elle cesse officiellement en mai 1915, lors de l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Alliés.

Cette fois, la guerre européenne est évitée, l'honneur de la Double Monarchie sauvé et le conflit balkanique localisé.

### L'escalade vers la Grande Guerre

À peine les larmes de crocodiles des hommes d'État hongrois sont-elles séchées à la suite de l'assassinat de François-Ferdinand, le 28 juin 1914, que István Tisza met tout en œuvre afin d'éviter la guerre. En effet, il craint par-dessus tout qu'une attaque contre la Serbie ne soit suivie – par solidarité slave – d'une intervention russe. Il redoute aussi que la Roumanie passe dans l'autre camp. En revanche, à Vienne, Berchtold, Conrad et Krobatin<sup>(46)</sup>, sont prêts, cette fois-ci, à une riposte de grande fermeté, à recourir à *ultima ratio* afin d'envahir et de punir la Serbie (cf. *Lagonie d'une monarchie*, p. 66-73). La Grande Guerre aurait pu être évitée, si une campagne militaire austro-hongroise prompte et décisive avait été lancée dès les premiers jours après l'assassinat de François-Ferdinand<sup>(47)</sup>. Une intervention limitée dans le temps et l'espace aurait alors bénéficié de sympathies et de soutiens moraux de la plupart des gouvernements et de l'opinion publique de l'Europe, à l'exception de l'Empire russe, et peut-être, de la Roumanie. Or, la Monarchie tarde à intervenir. Ce retard s'explique, en grande partie, par la volonté d'István Tisza de maintenir la paix et de régler le conflit par les négociations, paralysant ainsi une action résolue et immédiate.

Le 30 juin 1914, Tisza proteste contre l'intention belliqueuse de Berchtold, ne voulant pas exposer la Double Monarchie comme agresseur. Il remet, le 1<sup>er</sup> juillet, un mémorandum à l'Empereur en ce sens. Au Conseil des ministres communs, le 7 juillet 1914, Berchtold persiste, tandis que Tisza redit sa préférence de ne pas recourir à un *ultimatum* (*Lagonie d'une monarchie*, p. 75). Il veut d'abord resserrer les liens avec la Bulgarie, ainsi que son alliance avec la Roumanie, pour que la formation de ce verrou (constitué de ces deux États) vers les Balkans, retienne l'Empire russe de voler au secours de la Serbie. Dans l'éventualité d'une attaque militaire austro-hongroise, il ne souhaite ni l'annexion, ni la liquidation de la Serbie, pour ne pas provoquer les Russes. Berchtold et Conrad continuent de demander un règlement prompt de la question serbe. Tisza réplique à leurs arguments dans un mémorandum du 8 juillet adressé à l'Empereur : il préfère donner le choix à la Serbie pour qu'elle évite le conflit armé. Tisza essaie de sauver ainsi le Royaume de Hongrie, menacé par une attaque russe. Il redoute qu'une guerre déclenchée par la Monarchie conduise inévitablement à une catastrophe majeure.

Par la suite, Berchtold réussit à convaincre l'Empereur que le retard d'une action résolue sera interprété comme un signe de faiblesse par son alliée, l'Allemagne,

---

(46) Alexander von Krobatin (Olomouc 1849-1933 Vienne) : maréchal et homme politique autrichien, ministre de la Guerre entre 1912 et 1917.

(47) L'article de Thomas Laqueur : « *Some Damn Foolish Thing* » est un compte rendu du livre de Christopher Clark : *The Sleepwalkers: How Europe Went to War in 1914*.

## La Hongrie et les guerres balkaniques

et surtout la Serbie. Quant à Guillaume II, il a réorienté sa politique d'alliance balkanique et a, de ce fait, donné son accord à un rapprochement avec la Bulgarie. L'Empereur allemand garantit ainsi à Vienne qu'une Roumanie contrebalancée par la Bulgarie ne l'attaquera pas. En revanche, son chancelier, Bethmann-Hollweg<sup>(48)</sup> et lui sont d'avis que si l'empereur François-Joseph ne manifeste pas sa fermeté à l'encontre de la Serbie, cela prouvera que la Double Monarchie est incapable de relever le défi d'une agression et laisse ainsi bafouer son honneur. Berchtold déplore que la valse d'hésitations de l'Empire austro-hongrois, au lieu de conduire à la résolution du conflit, contribue à son élargissement, en provoquant une perte de prestige considérable pour la Monarchie. Entre-temps, Burián convainc le Premier ministre hongrois qu'une solution radicale est nécessaire afin de résoudre la question serbe. En punissant la Serbie, il veut également décourager les prétentions territoriales roumaines sur la Transylvanie.

Lors du Conseil des ministres commun du 14 juillet 1914, Tisza donne finalement son accord pour envoyer un *ultimatum* adressé au gouvernement serbe, à condition que la Monarchie ne piétine pas l'intégrité territoriale et la souveraineté serbe. Le Premier ministre croit, à tort, qu'une alliance bulgare, contrebalançant la Roumanie et verrouillant la Serbie, sera conclue avec la Triple dans les plus brefs délais. Burián est convaincu que l'*ultimatum* fera plier la Serbie, comme ce fut le cas en 1909 et en 1913. Quant à Tisza, il essaye de localiser le conflit et de transformer la guerre en une simple expédition punitive, afin d'éviter l'entrée en guerre russe et d'empêcher, ainsi, l'éclatement d'une guerre européenne.

Malheureusement, Tisza échoue sur tous ces points. L'*ultimatum* est suivi d'une déclaration de guerre. L'expédition punitive s'enlise, et ce n'est qu'à l'automne 1915 que toute la Serbie est occupée par les armées allemande, austro-hongroise et bulgare. Par une cascade de déclarations de guerre, entre le 28 juillet et le 4 août 1914, le conflit devient mondial. L'armée russe occupe Lemberg<sup>(49)</sup> en Galicie, puis traverse les montagnes des Carpates, envahissant ainsi les départements du Nord du Royaume de Hongrie. Cette offensive russe encourage le gouvernement roumain à présenter ses revendications territoriales contre la Monarchie. Tisza n'a pas su empêcher ni l'entrée en guerre de l'Empire russe, ni la formation d'une alliance de ce dernier avec la Roumanie. Sazonov conclut, ainsi, un accord secret russo-roumain, le 1<sup>er</sup> octobre 1914, promettant la Transylvanie et une partie de la Grande Plaine hongroise à la Roumanie, en échange de son entrée en guerre contre les puissances centrales. C'est ainsi que la Première Guerre mondiale débute pour la Hongrie.

(48) Theobald Theodor Friedrich Alfred von Bethmann Hollweg (Hohenfinow 1856-1921) : chancelier allemand de 1909 à 1917.

(49) La bataille de Lemberg a été perdue par l'armée austro-hongroise (23 août - 11 septembre 1914).

## La Hongrie et les guerres balkaniques



Le Royaume de Hongrie, faisant partie intégrante d'une grande puissance européenne, ne pouvait échapper à la logique d'une politique étrangère et de défense commune de l'Empire austro-hongrois. N'ayant ni une armée nationale, ni un État indépendant, les Hongrois, à la suite de l'assassinat d'un Archiduc anti-hongrois, ont lutté, « malgré eux », aux côtés de l'empereur François-Joseph. Ainsi, à aucun moment pendant les deux guerres balkaniques, Tisza et Burián n'ont réussi à faire valoir les intérêts spécifiques de la Hongrie. Toutes les menaces que Tisza redoutait, sont finalement devenues réelles au cours des premiers mois de la Grande Guerre, à laquelle la guerre contre l'Empire ottoman et la guerre interalliée n'étaient que des « répétitions générales ».

### Éléments de bibliographie

Bled Jean-Paul et Deschodt Jean-Pierre (dir.) : *Les guerres balkaniques (1912-1913)* ; Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2014 ; 254 pages.

Bled Jean-Paul : *L'agonie d'une monarchie – Autriche-Hongrie, 1914-1920* ; Éditions Tallandier ; 2014 ; 484 pages.

Laqueur Thomas : « *Some Damn Foolish Thing* » in *London Review of Books*, décembre 2013 ; p. 11-16.

Clark Christopher : *The Sleepwalkers: How Europe Went to War in 1914* ; Allen Lane, 2013 ; 736 pages.

Penka Peykovska et Gábor Demeter (dir.) : *Bulgaria and Hungary at war (1912-1918)* ; Sofia-Budapest, 2013 ; 160 pages.

Bled Jean-Paul : *François-Ferdinand d'Autriche* ; Éditions Tallandier, 2012 ; 366 pages.

Barabási Kun József, Illés Gábor et Maruzsa Zoltán (dir.) : *Gróf Tisza István képviselőházi beszédei [Les discours parlementaires du comte István Tisza] Tome V* ; Tisza István Baráti Társaság, Budapest, 2011.

Demeter Gábor : *Kisállami törekvések és nagyhatalmi érdekek a balkán-háborúk idején (1912-1913) [Les aspirations des petits États et les intérêts des grandes puissances pendant les guerres balkaniques]* ; Hungarovox, Budapest, 2007.

Fülöp Lilla : *Les rapports du consul général français à Budapest (Le Vicomte de Fontenay) sous le gouvernement hongrois Wekerle (1906-1910)* ; mémoire sous la direction du professeur Jean-Paul Bled, Université Paris IV-Sorbonne, 2006.

Báró Burián István naplói [*Diary of Baron Burián*] 1907-1922 ; Budapest 1999 ; 375 pages.

Hall Richard C. : *The Balkan wars, 1912-1913. Prelude to the First World War* ; Routledge-London/NewYork, 2000 ; 192 pages.

*Contested regions according to the map annexed to the treaty of alliance (13 March 1912). Report of the International Commission to Inquire into the causes and Conduct of Balkan Wars* ; Carnegie Endowment, 1914.

Gábor Demeter : *The Balkan Policy of Baron István Burián and Count István Tisza during the Balkan wars (1912-1913): Interests and Concepts of a Hungarian Political Pressure Group* ; conférence de l'IRCICA organisée pour le 100<sup>e</sup> anniversaire des guerres balkaniques, octobre 2012, 16 pages.

Penka Peykovska : *Lajos Thallóczy's Diary about Bulgaria and Austria-Hungary's foreign Policy during the Balkan wars (2 June 1912 - 26 November 1913)* ; p 97-120.

# Des guerres balkaniques à la Grande Guerre : la solitude albanaise

Arta Seiti

| Chercheur, balkanologue.

Dans la configuration de l'échiquier géopolitique, l'Albanie occupe une place particulière du point de vue des guerres balkaniques. Tout se passe comme si la naissance d'une nation pouvait être prise en otage par le jeu des puissances de l'époque pour qui cette indépendance de l'Albanie demeurait indissociable d'un calcul géostratégique. Cela ne dévalue en rien le désir de faire nation mais éclaire d'un jour particulier sa constitution.

À cet égard, il convient d'évoquer dans le cas de l'Albanie une forme d'ambiguïté constitutive qui à mon sens n'est pas sans conséquence sur le cours ultérieur de son histoire. Bien sûr, l'émergence d'une conscience nationale albanaise s'inscrit dans un mouvement général des peuples vers leur autodétermination et l'acquisition de leur souveraineté. Mais pour autant, ce processus qui témoigne d'une réelle aspiration s'inscrit dans le même temps, dans un contexte d'instrumentalisation de la question albanaise. Tout s'est en effet passé comme si cette marche vers l'indépendance demeurait subordonnée aux calculs des puissances actives dans la région. Ceci aura évidemment des répercussions durables sur le plan géopolitique. Il suffit de penser par exemple aux liens particuliers et persistants entre Albanie et Italie pour en prendre la mesure. Mais au fil de ma réflexion personnelle, n'étant pas une historienne estampillée, j'en suis arrivée à la conclusion empirique qu'il y a eu une part de décision géostratégique ayant pour conséquence de subordonner l'Albanie dès sa création au jeu des puissances.

Il en résulte que la position de l'Albanie à l'égard de ses voisins demeure encore aujourd'hui complexe, lestée en quelque sorte par le fait d'avoir été soutenue par la Double Monarchie et l'Italie, lors de sa naissance pour limiter les appétits territoriaux de la Serbie. Les fées, qui se penchaient sur le berceau de cette nation balbutiante, n'étaient donc pas dénuées d'arrière-pensées, ce qui n'ôte en rien la légitimité de ceux qui se sont engagés sur le chemin de l'émancipation nationale. On se gardera, bien entendu, de toute interprétation déterministe quant au devenir de l'Albanie et de ses relations avec son voisinage. Il me semble, au contraire, qu'un éclairage sérieux des modalités particulières de son avènement,

permettrait à cette nation de s'émanciper de ses prémisses complexes pour s'ancrer durablement comme nation balkanique désireuse de s'inscrire dans le développement et la stabilité de la région. Bien sûr, nul ne peut nier l'importance des mythes fondateurs dans l'élaboration d'une conscience nationale. Pour autant, l'historiographie albanaise gagnerait à revisiter cette séquence fondatrice de sorte que l'Albanie du XXI<sup>e</sup> siècle puisse penser à nouveau frais son adhésion à un projet régional sans rien renier de son passé, mais en le questionnant pour accéder pleinement à sa condition d'État souverain, apte à définir librement le cours de son destin. À cette étape, un retour aux faits chronologiques s'avère indispensable.

### Rappel chronologique

Le 28 novembre 1912, Ismail Qemali proclame l'indépendance de l'Albanie.

En 1914, le prince Guillaume de Wied, imposé nonobstant comme roi à l'Albanie par la Double Monarchie et l'Italie, ne parvint finalement pas à installer son autorité et dut repartir après quelques mois de règne (mars-septembre 1914). L'Albanie fut alors occupée par les troupes des deux camps impliqués dans la Première Guerre mondiale : grecques, serbes, françaises, italiennes et autrichiennes. Après leur victoire en 1918, les Alliés mirent en place pour deux ans une administration provisoire. Celle-ci organisa en 1920, l'élection d'un gouvernement autonome, qui siégea à Tirana. L'Albanie adhéra aussitôt à la Société des Nations, tout juste créée.

On voit ainsi, à l'instar de l'historien allemand et albanologue Michael Schmidt-Neke, comment s'est instauré « le compromis » imposé par la Double Monarchie et soutenu par l'Italie quant à la reconnaissance de l'État albanais et le règne éphémère du prince Guillaume de Wied.

En analysant les sources de l'historiographie récente albanaise, on s'aperçoit que, dans les manuels scolaires d'histoire, on évoque « un mouvement national homogène albanais », un récit souvent empreint de clichés, « un peuple qui résiste », soudé par « l'union contre l'envahisseur ». Cette posture victimaire que décrit le récit linéaire occulte par exemple la nature et l'intensité des liens unissant les Albanais et les Serbes contre l'Empire ottoman pendant les guerres balkaniques.

Force est de constater un infléchissement de l'historiographie albanaise notamment à la faveur d'une approche renouvelée répondant aux besoins d'une mise en récit, et d'une réévaluation du passé. Il s'agit d'une véritable avancée intellectuelle au sens où cette production ne vise pas seulement à nourrir une fierté nationale légitime mais également à proposer un outil de savoir et de questionnement pour les jeunes générations.

À la lumière des travaux de Michael Schmidt-Neke, on peut dégager une période historique résultant d'un compromis marqué par deux temps forts :

- Compromis laborieux : la reconnaissance de l'État indépendant de l'Albanie en 1913.

- L'arrivée du prince Guillaume de Wied qui échouera à installer son autorité. Il s'agit d'une période peu étudiée qui mériterait un véritable approfondissement (7 mars-3 septembre 1914).

Dans les travaux du docteur Slavenko Terzic auprès de l'Institut serbe de l'histoire, on retrouve la même idée concernant l'instrumentalisation de la question albanaise. Il n'est que de convoquer l'historien Ferdo Hauptman qui conclue que la diplomatie austro-hongroise a dressé une barrière « afin que certains États nationaux des Balkans ne puissent outrepasser leur cadre étroit et perturber l'ordre des forces ». Dans les combinaisons de la politique étrangère austro-hongroise, l'idée d'une Albanie indépendante apparaît comme « un instrument qui, lors de la liquidation des positions turques dans les Balkans, pourrait limiter l'expansion des États balkaniques et empêcher l'Italie, vaincue en Éthiopie, d'accéder au territoire balkanique ». L'historien de Sarajevo, Hamdija Kapidzic, tire la même conclusion et « ressort de son compte-rendu des conseils à la Hofburg, à Vienne, au cours de l'année 1896, que l'élite politique de la Monarchie approuvait l'idée de la fondation d'une Albanie indépendante qui s'appuierait sur l'Autriche-Hongrie et lui serait totalement soumise ». Soulignant tout particulièrement le rôle de Benjamin Kallay, ministre commun des Finances et alors gouverneur de la Bosnie-Herzégovine, Kapidzic conclut « Kallay voyait dans une telle création nationale non seulement un obstacle à l'expansion de la Serbie, du Monténégro, voire de la Bulgarie et de l'Italie sur ce territoire, mais aussi une entrave à la fondation, autour de la Monarchie d'un cordon vert d'États balkaniques dépendants de la Turquie ».

Point important donc, le rôle joué par l'Italie, une puissance qui apparaît ici comme un arbitre majeur, à l'instar des travaux de l'historien Frédéric Le Moal, permettant de comprendre ce jeu d'équilibre et d'hésitations visant, d'une part à entraver le slavisme lors de la première guerre balkanique, et d'autre part à contenir la monarchie austro-hongroise lors de la seconde guerre balkanique. À cet égard, on ne peut dissocier son ambition géographique, historique et géostratégique pour l'espace adriatique. Ainsi, en dépit de l'ambition qui inspire le projet du développement de l'infrastructure albanaise visant à la construction d'un réseau ferroviaire entre le Danube à l'Adriatique, l'Italie échoue à sa mise en œuvre. L'Italie voulait en effet une Albanie anti-slave, anti-serbe. Si elle fait front commun donc avec la monarchie, elle veille pour autant à limiter « la marge de manœuvre austro-hongroise », ce qui explique les hésitations du diplomate, le marquis de San Giuliano qui adopte une politique assez pragmatique au regard de l'Albanie.

### ***Le règne éphémère du prince Guillaume de Wied***

Passons maintenant à Guillaume de Wied, personnage peu connu. Dans le récit communiste on le qualifiait comme un roi peu compétent par rapport aux autres rois allemands de Grèce, Roumanie et Serbie, et qui était venu en Albanie pour imposer les ambitions des grandes puissances. À cette époque, Fan Noli (1924), un homme politique albanais, s'est exprimé sans emphase excessive à son égard : « Guillaume de Wied n'a pas fait de miracle ». Parmi les 19 candidats en lice, le prince de Wied était un Allemand de confession protestante. L'Italie avait quant à elle jeté son dévolu sur un candidat de confession musulmane, « le prince Fouad d'Égypte, plus proche de la famille royale de Victor-Emmanuelle et qui avait effectué l'École militaire de Turin ayant des origines albanaises proches de Mehmet Ali ».

Le prince Guillaume de Wied, malgré son hésitation accepte de se porter candidat. Son accès au trône est fêté par un banquet où l'on joue Wagner et du Tchaïkovski. Il arrive le 7 mars 1914 en Albanie et s'installe à Durrës, avec son épouse Sophie. Deux personnes de son environnement familial, jouent un rôle important pour lui : son frère diplomate allemand envoyé en Norvège et sa tante, la reine Élisabeth de Roumanie (figure influente lors de sa nomination). Le prince initialement garde du corps, puis promu officier, aura fort à faire. L'arrivée du prince Wied va provoquer de véritables soulèvements dans la région du centre de l'Albanie, réclamant un prince de confession musulmane. Il faudra alors tenter d'écarter les Grecs du Sud en déployant des opérations reposant sur le savoir-faire de la gendarmerie hollandaise. Cette opération sera fortement controversée par les réseaux albanistes.

### ***Le siège de Scutari (Shkodra)***

Dès lors qu'il eût accédé à l'indépendance obtenue à l'occasion du Congrès de Berlin de 1878, le Monténégro se retrouva enclavé entre l'Empire des Habsbourg et l'Empire ottoman. Alors que l'Empire austro-hongrois eût décidé d'annexer la Bosnie-Herzégovine en 1908, la situation frontalière du Monténégro s'avérait complexe : au Nord se déployaient le Kosovo et le Metohija à l'Est, et l'Albanie septentrionale avec la ville de Shkodra, enjeu des convoitises territoriales de Nicolas I<sup>er</sup> (prince souverain du Monténégro de 1860 à 1910 puis roi jusqu'en 1918). Cet appétit d'extension apparaissait justifié tant par des considérations historiques (Kosovo) qu'économiques (Shkodra). Nicolas I<sup>er</sup> oscillera alternativement tantôt entre la tentation de rapprochement avec la Russie, tantôt avec Vienne au titre du soutien financier.

Néanmoins cette situation ne tardera pas à se clarifier, tant il apparaissait impensable aux yeux de la diplomatie austro-hongroise d'entériner l'intégration de la ville de Shkodra au Monténégro suspecté de convoiter ainsi le contrôle d'une grande partie de la rive orientale de l'Adriatique. Le 12 novembre 1912, le roi

Nicolas fut officiellement avisé par un émissaire austro-hongrois à Cetinje de ce que la présence monténégrine sur la côte albanaise ne saurait être acceptée par l'Autriche-Hongrie. Toutefois, il continua son offensive à l'arrivée de l'armée serbe.

Mais le sort fut scellé le 1<sup>er</sup> décembre 1912, à l'occasion de la Conférence de Londres où la création d'un État albanais indépendant fût décidée à l'unanimité. Ce dénouement résultait de la pression intense exercée par les membres de la Triple Alliance. Il faut souligner que face à cette offensive diplomatique, ni le Président du Conseil français, Raymond Poincaré, ni le diplomate russe, Iswolsky n'opposèrent de résistance au point d'ailleurs que ce dernier recommanda à la diplomatie serbe d'entériner cette décision afin de ne pas susciter une initiative militaire austro-hongroise intempestive.

Néanmoins l'option diplomatique demeurant dans l'impasse, les hostilités reprirent le 3 février, avec l'appoint d'un corps expéditionnaire de 30 000 Serbes sollicités par le Monténégro et arrivant en février à Shkodra. Cet appui militaire serbe fit monter d'un cran la pression sur l'Autriche-Hongrie avec en arrière-plan le tracé de la frontière entre la Serbie et le nouvel État albanais.

Placé sous commandement serbe, le siège final (1913) marqua la prééminence sur un plan militaire de Belgrade sur le Monténégro dont l'action militaire n'aura pas été couronnée du succès escompté par Nicolas I<sup>er</sup>.

Les négociations finirent par accoucher d'un accord qui scella le compromis territorial le 21 mars. Dès lors, l'arrivée de troupes austro-hongroises et italiennes sur le sol albanais semblait inéluctable. Le roi Nicolas I<sup>er</sup> sortit ainsi vaincu des guerres balkaniques.

La Serbie affirmait désormais, par contraste sa position de puissance régionale de première importance.

### **Les rendez-vous manqués de l'Albanie**

À l'issue de ces deux guerres balkaniques, toute la question en 1914 consistait à savoir si un troisième conflit demeurerait dans les limites d'une guerre régionale, ou bien, compte tenu de la forte implication de puissances et de l'intensité de l'antagonisme russo-autrichien, s'il ne déboucherait pas sur un conflit plus global.

Toutes ces considérations qui mériteraient d'être développées et stimulées par l'historiographie albanaise semblent délimiter un vaste champ de réflexion que nous résumerons à cette étape par une formule simple : la solitude de l'Albanie.

Tout se passe comme si cette petite nation balkanique était toujours associée en arrière-plan au jeu des puissances exerçant sur elle une forme d'instrumentalisation gênant son ancrage dans la région et son inscription dans une politique extérieure qui privilégierait ses voisins proches. Empire ottoman, Autriche-Hongrie,

Italie, ont été des acteurs stratégiques de premier plan qui ont pesé sur le cours du destin national albanaise et l'ont orienté en fonction de leurs intérêts propres.

En faisant le choix de nous délester de tous les présupposés idéologiques, nous voudrions interroger cette spécificité albanaise tendant à cultiver une forme d'extériorité à l'égard des nations voisines.

S'agirait-il d'un trait de structure qui verrait toujours une puissance tutélaire veiller sur le destin de l'Albanie ?

### **Revisiter l'histoire de l'Albanie pour l'inscrire durablement dans un projet de stabilité régionale**

Gageons qu'une historiographie critique et documentée permettra de surmonter l'écueil d'un récit lacunaire. La liberté de penser sa propre histoire en prenant le recul nécessaire face à une certaine forme d'héroïsation légitime et nécessaire pour chaque nation permettrait, me semble-t-il un positionnement de l'Albanie davantage « connecté » sur les enjeux régionaux. Cela implique nécessairement une mobilisation des historiens en Albanie où des signes avant-coureurs sont repérables et par un dialogue permanent avec les historiens des pays balkaniques.

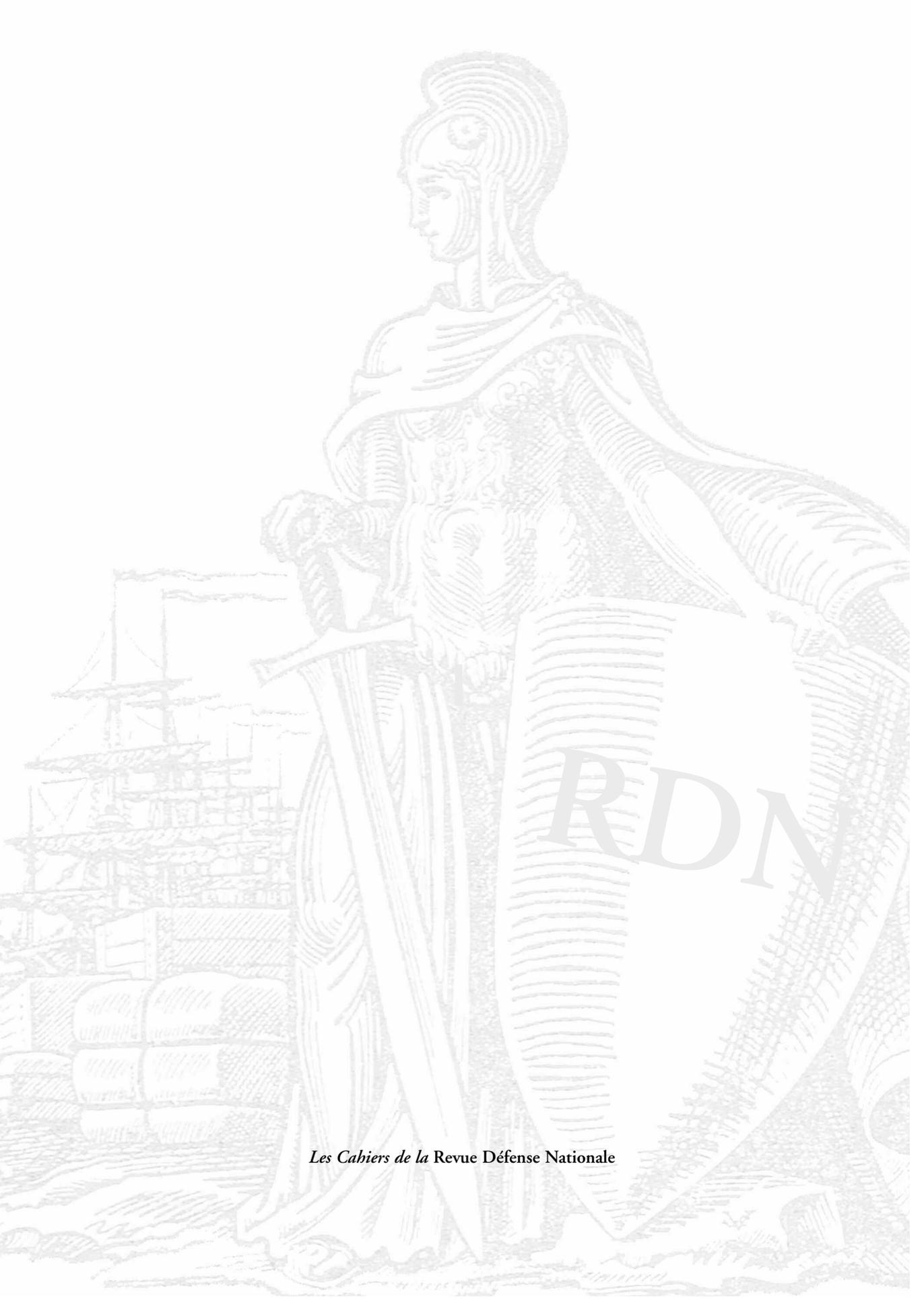
C'est l'occasion du Centenaire, une opportunité que l'on peut qualifier d'historique pour fonder la coopération entre nations balkaniques sur un examen partagé d'une histoire commune. Rien de grand dans cette région balkanique ne peut être envisageable sans que ne se forment des représentations partagées qui mobiliseront la confrontation des savoirs et le rapprochement des acteurs. Placé sous le signe du rapprochement et de la coopération, le Centenaire vu des Balkans, peut ainsi devenir un atout pouvant dessiner les contours d'une communauté de destin.

## Des guerres balkaniques à la Grande Guerre : la solitude albanaise

### Éléments de bibliographie

- Schmidt-Neke Michael : *La Première Guerre mondiale et l'Albanie* ; Deutsche Welle, 2014.
- Bled Jean-Paul : *L'agonie d'une monarchie – Autriche-Hongrie 1914-1920* ; Tallandier, 2014 ; 484 pages.
- Bled Jean-Paul et Deschodt Jean-Pierre (dir.) : *Les guerres balkaniques, 1912-1913* ; Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2014 ; 256 pages.
- Le Moal Frédéric : « L'Italie et les guerres balkaniques : le jeu d'équilibre » in *Les guerres balkaniques 1912-1913, op. cit.*
- Pavlovic Vojislav : « Le Monténégro ou le rêve de grandeur brisé. Le conflit austro-monténégrin en Albanie septentrionale » in *Les guerres balkaniques 1912-1913, op. cit.*
- Bartov Omer et Weitz Eric D. (dir.) : *Shatterzone of Empires. Coexistence and Violence in the German, Habsburg, Russian, and Ottoman Borderlands* ; Indiana University Press, 2013 ; 544 pages.
- Marenglen Kasmi : « Die deutsch-albanischen Beziehungen 1912-1939 » in *Zeitschrift für Balkanologie* vol. 49, n° 1, 2013 ; p. 60-86.
- Schmitt Oliver Jens et Frantz Eva Anne (dir.) : *Historia e shqiptarëve, gjendja dhe perspektivat e studimit* (traduit en albanais), Përpjekja, 2012 [*Albanische Geschichte, stand und perspektiven der forschung*].
- Becker Jean-Jacques et Durandin Catherine : « Guerres balkaniques, 1912 : feu sur les Balkans » in *L'Histoire* n° 377, juin 2012, p. 72-79.
- Clayer Nathalie : *Aux origines du nationalisme albanais : la naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe* ; Karthala, 2007 ; 794 pages.
- Becker Jean-Jacques (dir.) : Dossier « De la première à la cinquième guerre balkanique » in *Matériaux pour l'histoire de notre Temps* n° 71 ; Association des amis de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC) et du Musée, 2003.
- Becker Jean-Jacques : « La guerre dans les Balkans (1912-1919) » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps* n° 71 ; p. 4-16.
- Akademia shqiptare e shkencave : Historia e popullit shqiptar* ; Botimet Toena, 2002 ; 806 pages.
- Cabanes Pierre (dir.) : *Histoire de l'Adriatique* ; Seuil, 2001 ; 688 pages.
- Boeckh Katrin : *Von der Balkankriegen zum Ersten Weltkrieg : Kleinstaatenpolitik und ethnische Selbstbestimmung auf dem Balkan* ; R. Oldenbourg, 1996 ; 418 pages.
- Terzic Slavenko : « La vieille Serbie et les Albanais » in *Revue d'Europe centrale*, Tome IV, n° 2, 1996 ; Institut d'Histoire de l'Académie serbe des sciences et des arts.
- Hauptmann Ferdo : *Le rôle du ministère commun des Finances dans la formation de la politique austro-hongroise envers l'Albanie à la veille de la crise de Crète* ; Travaux de la Faculté de philosophie de Sarajevo, livre IV (1966-1967).
- « *World War I History Divides Balkan Schoolchildren* » in *Balkaninsight* ([www.balkaninsight.com/en/article/world-war-i-history-divides-balkan-schoolchildren](http://www.balkaninsight.com/en/article/world-war-i-history-divides-balkan-schoolchildren)).





RDN

*Les Cahiers de la* Revue Défense Nationale



# Conclusion

Tout au long de l'année 2014 placée sous le signe du Centenaire de la Première Guerre mondiale, un cycle de conférences s'est proposé de questionner les deux guerres balkaniques précédant la grande conflagration mondiale du premier XX<sup>e</sup> siècle. Il fallait bien qu'une telle démarche fût consacrée par une publication qui en constituerait l'indispensable trace écrite.

Nous voulons à cet égard saluer chaleureusement la Mission du Centenaire et particulièrement son directeur M. Joseph Zimet, non seulement pour ce rôle d'impulsion et de mise en cohérence des différentes actions aux plans international, national et local perceptibles tout au long de cette année commémorative riche en initiatives, mais aussi pour le soutien apporté à cette opération.

Enfin, il faut rappeler que la *Revue Défense Nationale*, sous la direction du colonel Jérôme Pellistrandi, en s'affirmant comme partenaire naturel et privilégié de cette initiative a été garante de la pérennité de ces échanges aujourd'hui rassemblés dans ce cahier spécial qui restitue l'ensemble de nos travaux. Nous avons pu vivre un authentique moment de dialogue et d'ouverture entre historiens et universitaires venus de différentes nations européennes et soucieux de restituer l'importance de ces deux guerres balkaniques pour la compréhension du déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Chacun a pu observer en effet, qu'en France, l'historiographie relative à la Première Guerre mondiale était traversée, y compris récemment, par des moments de tensions et d'embrasements polémiques d'une intensité notable. Certes, ils donnent aux controverses intellectuelles hexagonales une acuité unique, ce qui ne manque pas de charme. Pourtant ce centenaire, loin de figer la réflexion ou de tracer les contours d'une pensée unique et officielle, est à tout le moins l'occasion de tendre vers une réflexion apaisée, requérant une certaine mise à distance à l'égard d'un événement dont on connaît la charge émotionnelle, l'importance historique y compris par les conséquences multiples entraînées, jusque dans les mémoires familiales et locales qui en portent encore aujourd'hui la trace. Ainsi, certaines querelles opposant ces dernières années, les tenants du consentement patriotique aux tenants de la contrainte génératrice de la « brutalisation » ou de l'« ensauvagement des sociétés », les uns partisans d'une histoire culturelle, les autres privilégiant une histoire sociale, semblaient parfois s'enliser dans une guerre de tranchées...

Il y a vraisemblablement une part de vérité dans les deux thèses, y compris si l'on se situe à l'aune de ce prélude que constituent les guerres balkaniques.

Les sociétés étaient à l'évidence mobilisées à des degrés différents, ce qui permet d'alléguer un consentement patriotique d'intensité variable, selon les pays et selon les étapes du conflit pour ce qui est de la Grande Guerre.

Ce que nous retiendrons positivement, c'est le renouvellement profond de l'historiographie de la Grande Guerre et l'élargissement de la perspective d'ensemble, par le dépassement des clivages nationaux et l'extension de la démarche comparative. Nous devons nous réjouir d'assister à l'émergence d'une communauté internationale de chercheurs mobilisés autour d'un objet d'études, caractérisé, faut-il le rappeler, par sa dimension internationale (la Première Guerre mondiale), afin de penser une historiographie de la Grande Guerre pour elle-même, et non pas contre une autre interprétation véhiculée par une école concurrente, comme c'est encore hélas, trop souvent le cas.

Gageons que cette année commémorative aura permis de rapprocher les points de vue, tant la complémentarité des grilles d'analyse mobilisées dans la recherche d'une synthèse renouvelée s'avère préférable à la confrontation de thèses souvent figées. La floraison d'initiatives et de publications aura permis non seulement en France, mais au plan international, d'enrichir notre compréhension des faits et d'étendre notre questionnement à des enjeux multiples.

Ce travail entamé, ici, en France dans le cadre de la mission du Centenaire par le cycle de conférences commencé à l'EHESS et conclu sous les auspices de la *Revue Défense Nationale* doit se poursuivre. Nous sommes convaincus depuis longtemps maintenant que les historiens de l'Europe du Sud-Est doivent poser les jalons d'une recherche résolument mutualisée. Il faut qu'elle le soit demain encore davantage. Apprendre à mieux se connaître soi-même, disposer d'une historiographie nationale assumée et ainsi renouvelée, n'est pas contradictoire avec l'approche régionale dans cette partie de l'Europe qui a historiquement partie liée avec les deux empires qu'étaient la Double Monarchie et l'Empire ottoman.

Les guerres balkaniques nous en offrent l'occasion mais bien d'autres chantiers d'études contribueraient, tant à rapprocher les peuples et les nations de cette région, qu'à forger un espace de réflexion, d'échanges indispensables pour donner une nouvelle impulsion à l'historiographie au plan national comme au plan régional. Une telle démarche requiert une large circulation des archives et une plus grande accessibilité des documents. Étudier l'histoire des Balkans, c'est aller dépouiller les archives italiennes, britanniques, celles de la Serbie et c'est visiter aussi les archives russes, françaises et autrichiennes, sans parler du voisin turc dont les archives recèleront encore quelques pépites utiles à tous. Pour ce faire, il faut une volonté commune, un esprit de coopération et une force d'impulsion. Il existe pour cela des moyens humains et intellectuels que nous devons continuer à mobiliser.

Arta Seiti

# Annexes

## Rappel des faits

**Note préliminaire :** Ce résumé s'appuie notamment sur le précieux récapitulatif des faits historiques cités dans la revue *Hérodote* (« 1875-1914, Les Balkans de crise en crise »).

L'ensemble des Balkans a été colonisé par les Turcs ottomans entre le XIV<sup>e</sup> et le XVI<sup>e</sup> siècle. Avec une extension progressive des libertés locales arrachées par les peuples de la région, les Serbes et les Grecs se voient reconnaître leur indépendance au début du XIX<sup>e</sup> siècle. À partir de 1875, une série de crises bouleversent la carte des Balkans, poussées par les appétences des Autrichiens et des Russes, lesquels aspirent à atteindre les rives de la mer Égée et Constantinople. Et, puisqu'à l'instar de Nicolas I<sup>er</sup> de Russie, la Turquie est réputée être « l'homme malade de l'Europe », les ambitions vont en s'intensifiant.

Ainsi, en Bulgarie, les révoltes fiscales qui éclatent, sont durement écrasées par les Turcs, provoquant l'indignation européenne et la colère. La Russie entre en guerre contre l'Empire ottoman, au motif de secourir les Bulgares. Arrivés aux portes de Constantinople, les Russes obtiennent l'indépendance complète de la Roumanie et de la Serbie par le Traité de San Stefano (mars 1878). « Ils imposent aussi et surtout la création d'une Grande Bulgarie, autour de Sofia, qui occupe la plus grande partie de la Turquie d'Europe », non sans susciter la colère des Britanniques et des Autrichiens qui revendiquent de nouvelles négociations.

Sous la houlette du chancelier allemand Bismarck au Congrès international de Berlin, la Bulgarie voit son territoire diminuer. « Il tente même de la diviser en deux, avec une partie indépendante et l'autre simplement autonome (la principauté de Roumélie). La Grèce obtient la Thessalie. La Russie s'empare de la Bessarabie. L'Autriche-Hongrie, quant à elle, occupe et administre “à titre provisoire” la Bosnie-Herzégovine ». Pendant cette période, il ne faudrait pas sous-estimer les conséquences de la révolution qui a porté en 1908 les « Jeunes-Turcs » au pouvoir à Istanbul. La même année, le prince Ferdinand de Bulgarie proclame son indépendance et l'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine déjà sous son administration. Ces violations du Traité de Berlin mécontentent la Serbie et la Russie, mais celle-ci, à peine sortie d'une guerre perdue et d'une crise révolutionnaire, n'a pas recouvré les moyens d'une politique active dans les Balkans.

Le 18 octobre 1912, une première guerre balkanique entraîne Serbie et Bulgarie à s'allier contre la Turquie. À cette Ligue balkanique se joignent le Monténégro et la Grèce. Après une campagne de trois semaines, les Bulgares sont

arrivés aux portes d'Istanbul : la Turquie perd les territoires qui lui restent en Europe, à l'exception de la région d'Istanbul.

La guerre débouche sur la reconnaissance d'une Albanie indépendante et la cession de la Crète à la Grèce. Le Traité de Londres qui s'ensuit (mai 1913) divise les vainqueurs. Ils vont s'affronter Bulgares contre Grecs, Serbes et Roumains pour une seconde guerre balkanique (1913). Un nouveau partage est opéré par le Traité de Bucarest (août 1913) puis par le Traité de Constantinople (septembre 1913). Sofia se voit contrainte de restituer Andrinople aux Turcs et de céder une partie de la Dobroudja à la Roumanie. La Macédoine est partagée entre la Serbie et la Grèce.

« L'un après l'autre, avec le soutien des Occidentaux et des Russes, les peuples ont ainsi conquis leur indépendance de sorte qu'en 1914, la partie européenne de l'Empire ottoman se limite à l'Est de la Thrace. ». Mais personne ne prévoit encore que de ces inimitiés nées de leurs indépendances surgira la Grande Guerre de 1914-1918.

---

## Bibliographie complémentaire

Bled Jean-Paul et Jean-Pierre Deschodt (dir) : *Les guerres balkaniques, 1912-1913* ; PUPS, 2014 ; 254 pages.

Bled Jean-Paul : *L'agonie d'une monarchie. Autriche-Hongrie 1914-1920* ; Éditions Tallandier, 2014 ; 484 pages.

Krumeich Gerd : *Le Feu aux poudres. Qui a déclenché la guerre en 1914 ?* ; Belin, 2014 ; 300 pages.

Schiavon Max : *Le Front d'Orient. Du désastre des Dardanelles à la victoire finale 1915-1918* ; Éditions Tallandier, 2014 ; 384 pages.

MacMillan Margaret : *Vers la guerre mondiale. Comment l'Europe a renoncé à la paix* ; Éditions Autrement, 2014 ; 849 pages.

Audoin Rouzeau Stéphane et Becker Anette : *La Grande Guerre, 1914-1918* ; Gallimard, 2013 ; 160 pages.

Christopher Clark : *Les Somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre* ; Flammarion, 2013 ; 668 pages.

Association des amis de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine et du Musée « Les Balkans, l'Europe et les guerres de 1912-1913 » : *Matériaux pour l'histoire de notre temps* n° 107, 2012/3.

Bled Jean-Paul : *François-Ferdinand* ; Tallandier, 2012 ; 366 pages.

- Schmitt Oliver Jens et Frantz Eva Anne (dir.) : *Historia e shqiptarëve, gjendja dhe perspektivat e studimit* (traduit en albanais) ; Përpjekja, 2012 [*Albanische Geschichte, stand und perspektiven der forschung*] ; 342 pages.
- Bled Jean-Paul : *Bismarck* ; Perrin, 2011 ; 319 pages.
- Bled Jean-Paul : *François-Joseph* (édition revue et augmentée) ; Fayard, 2011 ; 848 pages.
- Löhr Hanns Christian : *Die Gründung Albaniens, Wilhelm zu Wied und die Balkandiplomatie der Großmächte 1912-1914* ; Lang, Peter Frankfurt, 2010 ; 282 pages.
- Kaser Karl : « *The Balkan Wars 1912-1913, an Austrian-Hungarian Perspective* » in *Istorijski Zapisi*, LXXXII, 1-2/2009 ; p. 15-32.
- Clayer Nathalie : *Aux origines du nationalisme albanais : la naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe* ; Karthala, 2007 ; 794 pages.
- Batakovi Dusan T. (dir.) : *Histoire du peuple serbe* ; L'Âge d'Homme, 2005 ; 386 pages.
- Jesné Fabrice : « Les racines idéologiques de l'impérialisme italien dans les Balkans (1861-1915) » in *Hypothèses*, 2006/1 ; p. 271-281.
- Miquel Pierre : *La Bataille de la Marne* ; Tempus, 2004 ; 396 pages.
- Erickson Edward J. : *Defeat in Detail: The Ottoman Army in the Balkans, 1912-1913* ; Westport, Praeger, 2003 ; 432 pages.
- Midan Christophe et Georgescu Maria : *Les attachés militaires français en Roumanie et roumains en France, 1860-1940 : un exemple de coopération bilatérale* ; Bucarest, Éditions militaires, 2003 ; 319 pages.
- Bojovic Bosko : « L'attentat de Sarajevo 1914, La "Jeune Bosnie" et la "Main noire" » in *Guerre & Histoire* (hors série), septembre-octobre-novembre, 2002 ; 14 pages.
- Roth François : *Raymond Poincaré* ; Fayard, 2000 ; 716 pages.
- Stavrianos Lefteris S. : *The Balkans since 1453* ; Londres, Hurst, 2000 ; 970 pages.
- Gosa Pierre : *Un maréchal méconnu : Franchet d'Esperey, le vainqueur des Balkans 1918* (2<sup>nd</sup>e édition) ; Nouvelles Éditions Latines, 1999 ; 336 pages.
- Becker Jean-Jacques : « Turquie : cette folle idée d'entrée en guerre » in *L'Histoire* n° 187, avril 1995.
- Becker Jean-Jacques : « L'attentat de Sarajevo » in *L'Histoire* n° 178, juin 1994.
- Mantran Robert (dir.) : *Histoire de l'Empire ottoman* ; Fayard, 1989 ; 810 pages.
- Lieven Dominic C.B. : *Russia and the Origins of the First World War* ; Basingstoke/London, MacMillan, 1983 ; 213 pages.
- Statelova Elena : « L'idée d'un rapprochement balkanique et la presse bourgeoise en Bulgarie : 1909-1912 » in *Études balkaniques* n° 2, vol. 6 ; Sofia, Académie bulgare des sciences, 1970 ; p. 74-89.
- Schanderl Hanns Dieter : *Die Albanienpolitik Österreich-Ungarns und Italiens 1877-1908* ; Wiesbaden, Harrassowitz, 1971 ; 185 pages.
- Fischer Fritz : *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale 1914-1918* ; Éditions de Trévise, 1970 ; 654 pages.
- Dedijer Vladimir : *La route de Sarajevo* ; Gallimard, 1969 ; 482 pages.
- Bonnefous Max : *Ceuvres de Jean Jaurès vol. IX – Pour la paix, tome V : Au bord de l'abîme (1912-1914)* ; Éditions Rieder, 1934 ; 405 pages.
- Poincaré Raymond : *Au service de la France : neuf années de souvenirs. Tome II, Les Balkans en feu, 1912* ; Plon, 1926 ; 438 pages (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k209302j>).
- Pélissier Jean : *Dix mois de guerre dans les Balkans, octobre 1912-août 1913* ; Perrin, 1914 ; 414 pages (<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k65341581>).
- Herr Georges (Général) : *Sur le théâtre de la guerre des Balkans – mon journal de route 17 novembre 1912 - 15 décembre 1912* ; Paris/Nancy, Berger-Levrault, 1913.

### Écrits sur les guerres balkaniques, 1912-1913 (source BNF)

- Bartov Omer, Weitz Eric D. (dir.) : *Shatterzone of Empires. Coexistence and Violence in the German, Habsburg, Russian, and Ottoman Borderlands* ; Bloomington, Indiana university press, 2013 ; 544 pages.
- Durukan Eyüp : *Balkan harbi'nde Edirne ku atması, 1911-1913* (préparé par Murat Ulu tekin) ; Istanbul, Türkiye Is Bankasi Kültür Yayinlari, 2013 ; 526 pages.
- Hakan Yavuz M. et Blumi Isa (dir.) : *War and Nationalism: The Balkan Wars, 1912-1913, and Their Sociopolitical Implications* ; University of Utah press, 2013 ; 900 pages.
- Akhund Nadine : « *The Two Carnegie Reports: From the Balkan Expedition of 1913 to the Albanian Trip of 1921* » in *Balkanologie*, vol. XIV, n° 1-2, décembre 2012 (<http://balkanologie.revues.org/2365>).
- Fried Alfred Hermann : « *A Few Lessons Taught by the Balkan War* » in *International Conciliation* n° 74, janvier 1914 ; (réédité en 2013 par l'American Association for International Conciliation ; 18 pages.
- Becker Jean-Jacques et Durandin Catherine : « Guerres balkaniques, 1912 : feu sur les Balkans » in *L'Histoire* n° 377, juin 2012, p. 72-79.
- Horne John : « Guerres prémonitoires ? La perception des conflits balkaniques (1912-1913) dans la presse illustrée française et britannique ». Conférence organisée par l'Institut historique allemand en coopération avec le Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre (Péronne). Commentaires de Stanislas Sretenovic de l'Institut historique allemand, 15 mai 2012.
- Kuneralp Sinan et Tokay Gül (dir.) : *The Balkan wars 1912-1913* ; Istanbul, Isis press, 2012 ; 2 vol. (499 et 460 pages).
- Centre d'études balkaniques : « Conflits et mémoires dans les Balkans » in *Cahiers balkaniques* n° 38-39, 2011 (<http://ceb.revues.org/61>).
- Kuneralp Sinan et Tokay Gül : *Ottoman diplomatic documents on the origins of World War One. II: The Bosnian Annexation Crisis: September 1908 – May 1909* ; Istanbul, Isis press, 2009 ; 282 pages.
- Kévonian Dzovinar : « L'enquête, le délit, la preuve : les "atrocités" balkaniques de 1912-1913 à l'épreuve du droit de la guerre » in *Le Mouvement Social* n° 222, 2008 ; p. 13-40 ([www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2008-1-page-13.htm](http://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2008-1-page-13.htm)).
- Lory Bernard : « Une guerre invisible ? » in *Guerres mondiales et conflits contemporains* n° 228, vol. 4, 2007 ; p. 37-49 ([www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2007-4-page-37.htm](http://www.cairn.info/revue-guerres-mondiales-et-conflits-contemporains-2007-4-page-37.htm)).
- Association des amis de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine et du Musée : « Les Balkans » in *Matériaux pour l'histoire de notre temps* n° 71, 2003.
- Hall Richard C. : *The Balkan Wars, 1912-1913: prelude to the First World War* ; London, New York : Routledge, 2000 ; 192 pages.
- Heinzelmann Tobias : *Die Balkankrise in der osmanischen Karikatur: die Satirezeitschriften Karagöz, Kalem und Cem, 1908-1914* ; Istanbul, Orient-Institut et Stuttgart, In Kommission bei F. Steiner, 1999 ; 285 pages.
- Boeckh Katrin : *Von der Balkankriegen zum Ersten Weltkrieg: Kleinstaatenpolitik und ethnische Selbstbestimmung auf dem Balkan* ; München, R. Oldenbourg, 1996 ; 418 pages.
- Reed John : *La guerre dans les Balkans* (traduit de l'américain et préfacé par François Maspéro) ; Seuil, 1998 ; 329 pages.
- Kiraly Bela et Djordjevic Dimitrije : *East central European society and the Balkan wars* ; New York : Columbia university press, 1987 ; 434 pages.